

WALTER DE KUYSSCHE
POSTFACE DE JEAN-PIERRE DENIS

Vingt repères pour l'avenir

Penser global, agir local
dans un monde en mutation majeure

Athois
la Terre

Du même auteur

Le Brésil n'est pourtant pas un pays sous-développé mais un pays injuste
Carnet de Campagne citoyenne, 2002.

Voyage en Palestine occupée et emmurée
<http://athois-la-terre.jimdo.com/palestine/>, 2005.

Le Congo cannibalisé. Chronique et réflexion sur un pays sans Etat de droit
Academia-Bruylant, 2006.

Repères pour l'Avenir. Conférences 2006-2007 (Tome 1)
Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2007.

Repères pour l'Avenir. Conférences 2007-2008 (Tome 2)
Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2008.

Repères pour l'Avenir. Conférences 2008-2009 (Tome 3)
Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2009.

Par ailleurs, Walter De Kuysche fut successivement rédacteur en chef de : *La Cordée*, feuille hebdomadaire locale du patro du Mont-à-Leux à Mouscron (de 1960 à 1963) ; *Le Patro*, mensuel national des dirigeants de patro (de 1964 à 1970) ; *Ensemble*, mensuel régional du Mouvement Ouvrier Chrétien d'Ath-Lessines-Enghien (de 1974 à 1990) ; *La Vie Athoise*, trimestriel communal de la Ville d'Ath (de 1994 à 2008).

Vingt repères pour l'avenir est consultable gratuitement sur le site <http://athois-la-terre.jimdo.com/>

Le livre papier s'obtient par le versement de 5 euros seulement (frais de port inclus) sur le compte bancaire 799-5012919-58 (ou BE95 7995 0129 1958) de l'auteur-éditeur Walter De Kuysche, 7800 à Ath (Belgique), en précisant clairement l'adresse d'expédition.

Septembre 2010

La reproduction de ce livre est autorisée et souhaitée. Citez vos sources, s'il vous plaît.

Walter De Kuyssche

Vingt repères pour l'avenir

Penser global, agir local
dans un monde en mutation majeure

Postface de Jean-Pierre Denis

Athois la Terre

Par sympathie
Floridienne Chimie SA

SOMMAIRE

DE L'ART DE PENSER GLOBAL ET D'AGIR LOCAL	7
GRÂCE À DES CITOYENS, DES PENSEURS, DES SCIENTIFIQUES, DES POLITIQUES ET DES MILITANTS	9
VINGT REPÈRES POUR L'AVENIR	
1. L'HUMANITÉ EN MARCHÉ VERS... SON SUICIDE	13
2. ADOLESCENCE ET TRANSMISSION	20
3. AGRICULTURE ET ALIMENTATION	23
4. BELGIQUE	25
5. CHINE-USA	28
6. CITÉ HABITAT ET URBANISATION	30
7. CLIMAT ET ASPHYXIE	32
8. CULTURE DÉMOCRATIE ET SERVITUDE	35
9. DÉCROISSANCE	37
10. DÉMOCRATIE POPULISME ET GOUVERNANCE	41
11. EDUCATION ÉCOLE, FAMILLE, MÉDIAS	43
12. ENERGIE PÉTROLE	47
13. EMPLOI CHÔMAGE ET PROTECTION SOCIALE	49
14. ETATS-UNIS OBAMA SHÉRIF	52
15. GAÏA CATASTROPHE ET BARBARIE	55
16. HUMANITÉ RENCONTRE DE L'AUTRE	58
17. MÉDIAS ET DÉMOCRATIE	60
18. SANTÉ POLLUTION	63
19. VALEURS ET IDÉAUX	66
20. L'HUMANITÉ EN MARCHÉ VERS... UN AILLEURS, UN AUTREMENT, L'ADAPTATION, L'INNOVATION	70
LES PARTIS POLITIQUES ATHOIS S'ENGAGENT	76
• LE MOUVEMENT FORUM	78
• ECOLO-ATH	80
• L'UNION SOCIALISTE COMMUNALE	85
• LE GROUPE MR	90
EN ROUTE VERS L'AGENDA 21 LOCAL D'ATH	
POSTFACE DE JEAN-PIERRE DENIS	97

C'est sans chauvinisme aucun que je relate dans les pages qui suivent certaines facettes majeures de la « recherche-action » réalisée depuis plus de quatre ans par quelques citoyens, associations, entreprises et responsables politiques, économiques et sociaux de la ville hennuyère d'Ath.

Afin que, voyant la route déjà parcourue, qui en est surtout au stade essentiel de la pensée, les Athoises et Athois n'arrêtent point en si bon chemin et empruntent désormais davantage l'indispensable voie de l'agir.

Dans l'espoir aussi que, face à l'incroyable bouleversement sociétal que le plus souvent nous subissons, ceci incitera d'autres villes et communes, de Wallonie picarde et d'ailleurs, à entreprendre de similaires démarches.

Afin que toutes, ma ville et les autres, à leur façon et selon leur génie propre, trouvent et façonnent leurs réponses spécifiques à apporter aux inimaginables questions nouvelles qui nous sont posées.

Avec sagesse, discernement, détermination et quelquefois colère.

Car celui qui n'innove et ne s'adapte pas est voué à disparaître.

DKW

DE L'ART DE PENSER GLOBAL ET D'AGIR LOCAL

En octobre 2006, la Ville d'Ath et sa Maison Culturelle initiaient le cycle de conférences *Repères pour l'Avenir*.

La tragédie, disait Camus, se manifeste dans les époques de transition exceptionnelles, quand l'homme se détache d'une forme ancienne de civilisation et se trouve en état de rupture, ne trouvant pas de nouvelle culture qui le satisfasse. Nous vivons désormais dans cet âge tragique. Notre monde, de plus en plus interdépendant, est aussi de plus en plus déséquilibré. L'immense majorité vit ces mutations sous la contrainte, en situation subordonnée. La modernité mondiale est un déracinement permanent, proclame l'historien Claude Liauzu¹.

Dans cette période de grandes turbulences, de dangereuses incertitudes et de graves indécisions, stimuler la réflexion et le débat sur les questions cruciales pour l'avenir de la société, interroger l'intelligence humaine, dépasser l'analyse du court terme, imaginer pour l'avenir de multiples scénarii nouveaux, constituaient les objectifs et ambitions de ce cycle de dix-huit conférences qui ont forgé les repères d'avenir décrits ci-après.

On trouve les références des dix-huit conférences réalisées au bas des repères 2 à 19 ci-après, tandis que l'intégralité des textes des conférences ainsi que des débats qui s'en suivirent avec le public, sont consultables dans les trois tomes des *Repères pour l'Avenir*, aux Editions de la Maison Culturelle d'Ath, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/>

A l'été 2008, 372 Athoises et Athois cosignaient la lettre ouverte *Athois la Terre*.

Envoyée à tous les partis politiques athois, cette lettre ouverte voulait inciter les politiques, les citoyens et les mouvements de la société civile à opter pour une réelle prise en charge de la question environnementale et climatique. Question de créer, par la fondation d'une « démocratie écologique locale », une mobilisation concrète sur cette problématique capitale de notre époque et de faire avan-

¹ Claude Liauzu, *Empire du mal contre Grand Satan*, Armand Colin, 2005.

cer le débat et les réalisations concrètes dans ce sens, afin qu'Ath devienne une ville exemplaire, respectueuse de la nature, de l'environnement, du climat et d'un développement durable.

On trouve les textes de la lettre ouverte *Athois la Terre* et des engagements des partis politiques locaux qui s'en suivirent sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/athois-la-terre/>

■ **Fin décembre 2008, le Conseil communal d'Ath décidait de la mise en place d'un *Agenda 21* local.**

La gestion responsable de l'économie, de l'environnement et de l'équité sociale étant à la base du développement durable², l'*Agenda 21* athois veut créer, planifier et consolider ce développement durable dans toutes les pratiques, réalisations et réalités athoises, qu'elles soient le fait de l'administration communale, des entreprises, des institutions, des écoles, des associations ou des particuliers. L'*Agenda 21* local est une approche systémique appliquée aux secteurs d'activités économiques, sociales, culturelles et environnementales locales. Partant d'un diagnostic transversal participatif, l'*Agenda 21* athois applique de manière progressive puis systématique les principes du développement durable comme critères de sélection et de concrétisation des projets et ambitions locales sur le court, le moyen et le long terme. Parce que le développement durable est l'affaire de tous, l'*Agenda 21* repose, tant dans sa conception que dans son opérationnalisation, sur des partenariats locaux diversifiés, à tous les niveaux, et se développe en tant qu'élément central de la stratégie politique locale.

On trouve des informations sur l'*Agenda 21* local d'Ath sur http://ath.be/default.asp?V_DOC_ID=6403 ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/agenda-21/> Tous les citoyens qui le souhaitent peuvent participer volontairement aux travaux de mise en place de l'*Agenda 21* local d'Ath.

■ **Y a-t-il un lien de cause à effet entre ces trois événements ?**

² Le développement durable est un développement susceptible de répondre aux besoins actuels, sans compromettre les possibilités pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins (Cf. Rapport Brundtland, 1987). Propice à plusieurs interprétations, l'expression « développement durable », souvent instrumentalisée, est mise à toutes les sauces. Laissez-nous continuer à produire les pires dysfonctionnements ; nous les peindrons en vert ! Qui oserait ne plus être « éco-quelque-chose » aujourd'hui ? Souvent, l'indécence est dans le détail d'un peu de vert par-ci, d'un semblant d'écologisme par-là, mais sans toucher aux fondements de quoi que ce soit. A cause de cela mais aussi parce que certains types de « développements » mènent au suicide, d'aucuns, dont nous sommes, préfèrent parler de « vie durable ».

Oui ! C'est parce que, en parallèle ou à la suite d'autres actions, les premiers prirent l'initiative des conférences *Repères pour l'Avenir* que les seconds lancèrent la lettre ouverte *Athois la Terre* et que des troisièmes emboîtèrent le pas avec l'*Agenda 21* athois. Dans un entrelacs assez remarquable entre l'initiative politique, le travail institutionnel culturel et le militantisme d'une poignée de citoyens et d'associations. D'heureux concours de circonstances ont fait que les trois initiatives sont venues à la suite l'une de l'autre et qu'elles se sont emboîtées et renforcées.³

18 conférences *Repères pour l'Avenir*, leur introduction dans *Le Courrier de l'Escaut* et leur retransmission sur *No Télé*, 3 tomes *Repères pour l'Avenir* et un site Internet de comptes-rendus exhaustifs, 372 cosignataires de la lettre ouverte *Athois la Terre*, une brochure de synthèse *Vingt repères pour l'avenir* et un *Agenda 21* local d'Ath n'épuisent évidemment pas l'intégralité de la complexité de la transformation radicale, sociétale et civilisationnelle que nous vivons. Ils contribuent néanmoins à orienter les choses dans le bon sens.

GRÂCE À DES CITOYENS, DES PENSEURS, DES SCIENTIFIQUES, DES POLITIQUES ET DES MILITANTS

Mes plus vifs remerciements et mon ardente reconnaissance vont à celles et ceux qui, durant ces quatre années ont accompagné le modelage de ces vingt repères d'avenir :

- le sociologue Matéo Alaluf, le cancérologue et biologiste Dominique Bel-pomme, le philosophe Alain Brossat, le géopolitologue Gérard Chaliand, le philosophe André Compte-Sponville, le constitutionnaliste et sénateur Francis Delpérée, le sociologue et docteur ès lettres Guy Hermet, l'ingénieur et généticien Albert Jacquard, l'économiste et philosophe Serge Latouche, le journaliste Hugues Le Paige, le pédagogue et romaniste Jacques Liesenborghs, l'agronome et économiste Marcel Mazoyer, l'architecte Luc Schuitten, le géopolitologue et homme d'Etat Guy Spitaels, la philosophe Isabelle Stengers, le neuropsychiatre et psychanalyste Philippe van Meerbeeck, le

³ S'il se prépare aujourd'hui un *Agenda 21* à Ath, la chose n'est pas uniquement due à la conjonction des *Repères pour l'Avenir* et de la lettre ouverte *Athois la Terre* ; d'autres actions et partenaires y ont évidemment leur part d'influence. L'*Agenda 21* local d'Ath reste, comme dans la plupart des entités où il existe, l'initiative du bourgmestre et du Conseil communal, soutenue par l'ensemble des participants politiques, associatifs et individuels. On trouve l'explication de ce qu'est l'*Agenda 21* local d'Ath dans la postface du livre.

climatologue Jean-Pascal van Ypersele et l'ingénieur Jean-Luc Wingert, les fabuleux orateurs des dix-huit conférences *Repères pour l'Avenir* ;

- le ministre d'Etat Guy Spitaels qui a accordé son haut patronage au cycle de conférences ;
- les animatrices, la programmatrice et le directeur culturels Béatrice Henri-cot, Charline Vidts, Michèle Detry et Engelbert Pêtre, les chargées de communication Stéphanie Deconinck et Aurélie Lambert, les journalistes Fanny Geeraerts, Francis Hostraete, Terry Noterman et Audrey Ronlez, la réalisatrice et le directeur TV Rebecca Lamarque et Jean-Pierre Winberg, les enseignants et conseillers pédagogiques Alain Lorand et Anne-Marie Lowa-gie, le magistrat Pierre Papeux, le psychologue François Schiltz, le philoso- phe et journaliste Nicolas De Kuysche, l'imprimeur Eric Veys, le person- nel de la Maison Culturelle d'Ath, les militants de la Commission Qualité de Vie, les directions, journalistes et techniciens du quotidien régional *Le Cour- rier de l'Escaut* et de la télévision communautaire de Wallonie picarde *No Té- lé*, l'entreprise *Floridienne Chimie SA*, grâce à la confiance, la gentillesse, l'efficace collaboration, le grand professionnalisme et/ou militantisme de qui la mise sur pied, la diffusion et la popularisation des conférences *Repères pour l'Avenir*, ainsi que l'édition des trois tomes qui s'en suivirent et du pré- sent opuscule, ont été possibles ;
- les 4.512 présents lors des conférences *Repères pour l'Avenir* ;
- les 372 cosignataires de la lettre ouverte *Athois la Terre*, qui ont enclenché une dynamique appelant à faire d'Ath une ville exemplative en matière de respect de la nature, de l'environnement, du climat et du devenir durable ; les personnalités qui ont soutenu cette initiative : l'historien, orientaliste et égyptologue Christian Cannuyer, le député fédéral Jean Cornil, l'économiste et philosophe Serge Latouche, l'anthropologue et philosophe Michael Sin- gleton, le climatologue et vice-président du Groupe d'experts intergouver- nemental sur l'évolution du climat (GIEC) Jean-Pascal van Ypersele ; les dirigeants de tous les partis politiques athois qui ont certifié avoir l'in- tention de donner des suites positives et concrètes à cette lettre ouverte ;
- le bourgmestre Jean-Pierre Denis, les échevins et conseillers communaux d'Ath, l'éco-conseillère Valérie Voronine, la dizaine de fonctionnaires com- munaux, les animateurs de la Maison culturelle d'Ath et les 200 citoyens à ce jour qui, traversant les limites de ce que l'on connaît, se sont engagés d'une manière ou d'une autre dans cette aventure intellectuelle et politique enthousiasmante qu'est l'*Agenda 21* athois et bâtissent un ailleurs, un autre- ment.

La révolution industrielle arrive à son terme, même si des experts considèrent que nous entrons dans la troisième, celle de l'électronique et de l'informatique. L'exploitation des réserves naturelles, l'érosion de la biodiversité, les monopoles des marchés, la capitalisation individuelle des ressources de la planète, l'ivresse de la production, le triomphe de la cupidité⁴ et⁵, rendent notre « développement » bien illusoire et, s'il se poursuit comme il se construit, parfaitement autodestructeur. « *Force est de constater que l'accumulation de ces productions-consommations dégrade de façon accélérée les biens communs qui conditionnent la viabilité de la planète.* » (Dominique Bourg).

Certes, les progrès de la technoscience ont permis des avancées inimaginables il y a peu encore, mais ces victoires non régulées ont ouvert la boîte de Pandore.

L'évolution s'est doublée d'une légitimité de l'enrichissement individuel qui se cristallise aujourd'hui dans l'odieuse des sursalaires, des sur-retours sur investissement, des sur-parachutes dorés. Dans une indifférence totale pour l'immense majorité de ceux qui n'y accèdent. L'insouciance des effets pervers engendrés par ce type de développement est absolue : catastrophes humanitaires, sanitaires, économiques et environnementales qui se multiplient dans le monde.

S'il se décide chaque jour, l'avenir de notre monde dépend de la pertinence, de la cohérence et de la constance des décisions, qui exigent des analyses de qualité – et acceptent le saut dans l'inconnu et l'innovation. Pour le professeur américain Stephen Schneider, les cinq problèmes environnementaux les plus graves sont : **l'ignorance, l'avidité, la mauvaise foi, le tribalisme et les vues à court terme**⁶. Ces obstacles majeurs sont également ceux qui se trouvent sur le chemin des réponses à donner aux défis contemporains qui se présentent à nous.

La production est passée de la satisfaction des besoins légitimes à celle des désirs sans fin. Le prix à payer en a été une pollution intensive de l'air, du sol et du sous-sol, laissant la terre surexploitée et exsangue. Notre empreinte écologique est trop forte.

Il faudrait trois Terres pour que l'ensemble des humains atteignent le niveau de développement des Occidentaux. Or, nous n'aurons jamais qu'une seule Terre !

⁴ Joseph E. Stiglitz, *Le triomphe de la cupidité*, Les liens qui libèrent, 2010.

⁵ « *A force de vouloir posséder, c'est nous-mêmes qui sommes devenus possédés* », dira déjà Victor Hugo.

⁶ Discours prononcé lors de son accession au titre de docteur honoris causa de l'UCL, 2 février 2007.

Nous devons bientôt payer pour cette dérive mais nous risquons bien, si nous ne nous ressaisissons pas, d'être insolubles dans un futur proche.

C'est grâce à la réflexion, à l'action et à l'engagement de citoyens, de penseurs, de scientifiques, de politiques et de militants tels que ceux que je remercie sincèrement ici que nous pouvons espérer être un jour solvables vis-à-vis de tous les humains d'aujourd'hui et de demain.

VINGT REPÈRES POUR L'AVENIR

1. L'HUMANITÉ EN MARCHÉ VERS... SON SUICIDE

Quand en octobre 2006 nous avons débuté le cycle de conférences *Repères pour l'Avenir*, nous ne savions pas très bien où nous allions ni comment nous y prendre.

La Ville d'Ath et la Maison Culturelle cherchaient à initier des choses nouvelles pour approfondir la réflexion sur les turbulences que nous traversons et sur les chemins à emprunter pour atteindre l'avenir dans des conditions acceptables.

De mon côté, j'avais été frappé par un texte du philosophe Michel Meyer qui disait en substance ceci⁷ :

L'Histoire s'est prodigieusement accélérée et a frappé de problématique l'ensemble des réponses tenues pour acquises. Domaine après domaine, champ après champ, de savoirs aux valeurs, tout, absolument tout, s'est vu remis en question. Les sociétés ont vacillé et n'ont pu se garder de privilégier les pires options pour se préserver du changement. Alors que la problématique se généralise, le scepticisme gagne, au même titre que les dogmatismes les plus rassurants. Au mieux, c'est la tolérance et l'ouverture. Au pire, le rejet de tout ce que l'Histoire amène de différent. Des forteresses identitaires se constituent ainsi pour résister aux adaptations qui s'imposent⁸, tandis que l'effacement des vieilles réponses est rarement concomitant de l'apparition de

⁷ Cf. Michel Meyer, *Comment penser la réalité ?*, PUF, 2005, p. 15.

⁸ « *Dominique Moïsi, un philosophe français, l'a écrit dans son livre La géopolitique de l'émotion : le siècle dernier a été celui des idéologies et celui-ci est de plus en plus celui des identités (...). Le monde change très vite, nous livre aux conséquences de décisions sur lesquelles nous n'avons aucune prise. Nous nous crampons alors à notre identité de groupe, dans le faux espoir que celle-ci pourra nous protéger.* » Tom Lanoye, écrivain flamand, *La nostalgie d'une Flandre rurale, idéale, qui n'a jamais existé*, dans le quotidien *De Morgen*, juin 2010.

nouvelles, quand bien même les esprits seraient prêts à les entendre. Une longue période d'entre-deux s'installe.

Bien avant 2006, étions-nous déjà largement de plain-pied dans cette période d'entre-deux.

Aussi, ne fûmes-nous guère des précurseurs. Mais, tout comme ceux qui n'avaient pas voulu écouter l'avertissement lancé par la biologiste américaine Rachel Carson, en 1962, avec son livre, *Silent Spring (Printemps silencieux)*, tout comme ceux qui n'avaient pas écouté le premier rapport du Club de Rome, *Halte à la croissance ?* en 1972, le rapport quasi annuel du Worldwatch Institute, *L'état de la planète*, les écrits d'Ivan Illich, etc., nous ne pouvions plus ne pas savoir. Il y avait une telle accumulation d'informations de toutes sortes.

Le rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement ; le film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, sorti en 2006 ; des rapports scientifiques, y compris des rapports d'économistes de la Banque Mondiale comme le rapport de Nicholas Stern au gouvernement britannique, en 2006, sur les conséquences économiques du changement climatique ; l'action de gens comme Yann Arthus Bertrand, Nicolas Hulot, Riccardo Petrella, Jean Ziegler et de bien d'autres, tels les militants écologistes et altermondialistes ; mille autres cris d'alarme encore.

Si bien que nous ne pouvions plus ne pas savoir que nous allions droit dans le mur ! Nous ne pouvions plus ne pas savoir que si nous ne faisons rien, ce serait, entre 2030 et 2070, par des famines gigantesques, la disparition critique de ressources essentielles pour faire tourner la grande machine, le changement climatique désastreux, des catastrophes et des guerres, ce serait l'effondrement.⁹

Déjà aujourd'hui, un homme sur six, soit un milliard d'humains, a faim et pourtant plus de la moitié des céréales commercialisées sont destinées à l'élevage et aux agrocarburants. Un milliard de personnes n'a pas accès à l'eau potable et l'eau insalubre cause la mort de 5.000 personnes par jour, soit une toutes les 17 secondes. En quarante ans, l'épaisseur de la banquise a diminué de 40 %. Treize millions d'hectares de forêt disparaissent chaque année. Les espèces disparaissent 1.000 fois plus vite que le rythme naturel d'extinction. Les trois quarts des ressources de la pêche sont épuisées, en déclin ou à la limite de l'être. 40 % des terres cultivables sont dégradées. La température moyenne des quinze dernières années a été plus élevée que jamais. Il pourrait y avoir 200 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050. 20 % des hommes

⁹ Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, in *Repères pour l'Avenir 2007-2008 (tome 2)*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, pp. 181 et 182.

consomment 80 % des ressources de la planète mais les dépenses militaires mondiales n'en sont pas moins douze fois plus élevées que l'aide au développement... (Yann Arthus-Bertrand dans son film *Home*).

Nous ne revendiquons aucune paternité. Bien avant le lancement de notre cycle de conférences, quelques ONG locales s'étaient déjà manifestées en faveur de la solidarité internationale. Certains agriculteurs s'étaient déjà associés pour lutter contre les dérives et les excès de l'agriculture contemporaine. De petits groupes avaient déjà relayé les préoccupations des mouvements écologistes et altermondialistes. Ces idées étaient véhiculées par divers groupements et individus minorisés, depuis des années, des dizaines d'années même, souvent contre vents et marées, parfois sous les moqueries et les quolibets.

La question environnementale, c'est-à-dire celle des relations entre les humains et la biosphère, est désormais la nôtre et de tous ceux qui participent à notre démarche d'apprentissage, d'information et de pensée. Il en est de même pour la question de la vie durable pour tous, du développement soutenable, pour notre génération et les générations futures. Mais aussi, dans le grand chambardement de civilisation que nous vivons, la question des balises pour l'avenir. Mais toujours, face au poison de l'individualisme, de la compétitivité débridée et de la consommation la plus folle, de nos libertés vides et de tout ce qui va avec : les questions de liens, de solidarités et de coopérations à (re)tisser, des gâchis à bannir, de la raison et du sens à recouvrer.

« Nous vivons des temps étranges, un peu comme si nous étions en suspens entre deux histoires, qui toutes deux parlent d'un monde devenu 'global'. L'une nous est familière. Elle est rythmée par les nouvelles du front de la grande compétition mondiale et a la croissance pour flèche du temps. Elle a la clarté de l'évidence quant à ce qu'elle exige et promet, mais elle est marquée par une remarquable confusion quant à ses conséquences. L'autre, en revanche, pourrait être dite distincte quant à ce qui est en train d'arriver, mais elle est obscure quant à ce qu'elle exige, quant à la réponse à donner à ce qui est en train d'arriver. » (Isabelle Stengers)¹⁰.

En deux siècles, notre espérance de vie a été quasi multipliée par trois. Dans nos pays, sur soixante ans à peine, le temps de travail sur une vie a été diminué de quasi la moitié. Au cours du 20^e siècle la population mondiale a été multipliée par quatre, la consommation en eau par neuf, le volume de l'économie mondiale par quatorze, la consommation énergétique par seize, la consommation de poissons par trente-cinq et la consommation en produits industriels par

¹⁰ *Au temps des catastrophes*, La Découverte, 2009, p. 9.

quarante¹¹. Nos parents ou grands-parents sont nés dans un monde qui commençait à avoir le courant électrique, les premières voitures, les premiers avions, le train. Les plus riches d'entre eux allaient à l'école en voiture à cheval (quand ils y allaient) et les autres à pied, comme sous Napoléon ou au Moyen Age ou du temps des Romains. Nés au rythme des chevaux, nos parents ou grands-parents ont vu un homme marcher sur la lune ! Ils ont vu ce changement hallucinant de la modernité qui a tout basculé sur moins de cent ans.

Nous sommes désormais dans une société majoritairement urbanisée, « avec un niveau d'éducation exceptionnel, des habitudes de déplacements et de consommation élevées. Une société qui a connu l'effondrement des structures familiales et des classes sociales (...) qui n'a plus rien à voir avec celles des années soixante, et avec des individus toujours plus libres et plus complexes et moins déterminés par les structures sociales », dit le sociologue Dominique Wolton, en qualifiant notre civilisation de « société individualiste de masse ». ¹²

L'ardente obligation de préserver la planète nous oblige inéluctablement à modifier nos modes de fabrication, de consommation et nos styles de vie. L'industrialisation de la culture tue l'individu. Nous vivons le déclin probable de la démocratie. Le triomphe du numérique et de la cyberculture nous précipite dans un univers virtuel plus étrange que ne pouvait l'être l'Amérique des découvreurs. La révolution génétique bouleverse les rapports que l'homme entretenait avec lui-même. Nous ne savons plus ni comment éduquer ni que transmettre à nos enfants. Les questions de sens se posent avec acuité à notre civilisation déboussolée... (Jean-Claude Guillebaud).

Certains penseurs comparent la mutation que nous vivons aux révolutions traversées par l'humanité, au néolithique, avec la découverte de l'agriculture et de l'élevage et, au 19^e siècle, avec l'apparition de l'industrialisation. Des bouleversements gigantesques transforment radicalement notre monde et notre condition. Et l'accélération est de plus en plus fulgurante.

Il faut désormais apprendre à vivre avec l'incertitude et à prendre en compte l'improbable.

Après qu'un événement surprise nous ait totalement pris au dépourvu, nous faisons preuve d'une extraordinaire capacité à expliquer, rétrospectivement, que c'était prévisible. Or, la plupart du temps nous ne nous y attendions pas du tout.

¹¹ Bernard Coulie, remise des doctorats honoris causa à l'Université Catholique de Louvain, 2 février 2007.

¹² *Télévision et civilisation*, Editions Labor, 2004, pp. 115 et 116.

Il faut cesser de ne sélectionner que les données qui cadrent avec nos théories ; vient le moment d'arrêter de pirouetter après la survenance d'un fait improbable.

Tout n'est pas prévisible et nos théories sont loin de suffire à expliquer le monde et la mutation sociétale que nous vivons. Nous ne savons pas tout et le bouleversement de civilisation que nous subissons nous réserve encore bien des surprises.

Dix-huit conférences *Repères pour l'Avenir* à notre actif, et pas une qui n'ait pas abordé ces questions majeures et décisives d'aujourd'hui. Car :

« Bien que toutes ces questions nous appartiennent parce qu'elles nous concernent (et n'appartiennent pas seulement à nos 'responsables'), nous sommes redoutablement mal préparés pour faire face à ce qui est en train d'arriver ! » (Isabelle Stengers).

Combien de temps faut-il pour qu'une société prenne réellement conscience d'un danger qui la menace ? Combien de temps doit-il s'écouler pour qu'elle prenne les mesures qui soient à la hauteur des risques annoncés ?¹³

Les mises en garde n'ont pas manqué. Sociologues, philosophes, scientifiques, militants et visionnaires n'ont cessé, depuis une cinquantaine d'années maintenant, d'actionner la sonnette d'alarme. Mais ils ne furent souvent que marginalisés, moqués, voire criminalisés.

Ce n'est pas que l'on n'ait rien fait, mais les prises de conscience demeurent fragiles et souvent subsidiaires. Les politiques, les médias et les citoyens s'en tiennent le plus couramment sur le court terme, la futilité, la fatuité, la fuite en avant. Les écoles peinent, les familles sont éclatées, l'autorité malmenée, les institutions et idéaux altérés. Même les « dirigeants » ne savent plus à quel saint se vouer (mais ne l'avouent évidemment jamais)... Et nous repoussons sans cesse les périls qui guettent, les réalités qui s'émiettent, les certitudes qui partent en lambeaux, les réponses qui perdent sens.

« Notre discours public se concentre sur le plus court du court terme et encourage le peuple à nous rejoindre, nous les politiciens, dans notre volonté d'éviter les enjeux les plus importants et de postposer les choix les plus difficiles. » (Al Gore).

Selon l'humoriste Woody Allen, l'humanité est arrivée à la croisée de deux chemins. L'un mène à la disparition de l'espèce humaine, l'autre au désespoir total. Espérons, dit Allen, que l'homme saura faire le bon choix ! Serait-il possi-

¹³ Jean-Paul Marthoz in *Le Soir* du 15 décembre 2009.

ble que, comme le pense le sociologue Denis Duclos, l'humanité soit une espèce suicidaire qui travaillerait à sa propre disparition ? Et envisageable que, selon le titre d'un livre de l'écrivain naturaliste Yves Paccalet, *L'humanité va disparaître, bon débarras !*?¹⁴

Nous vivons, nous dit Serge Latouche, ce que les spécialistes appellent la sixième extinction des espèces. Les espèces disparaissent à une allure accélérée. Pour mémoire, la cinquième extinction a eu lieu il y a 65 millions d'années et a vu disparaître les dinosaures et les brontosaurus. Cette sixième extinction présente trois différences majeures par rapport aux cinq précédentes. La première : elle se déroule à une vitesse infiniment supérieure aux précédentes. La deuxième : la sixième extinction est le résultat de l'activité humaine. La troisième : cette fois c'est l'homme qui pourrait bien en être la victime ; et il le sera très certainement si nous ne changeons pas de voie, si nous ne prenons pas une autre bifurcation. A moins de souscrire aux projets délirants d'extermination des neuf dixièmes de l'humanité, pour permettre au dernier dixième survivant de continuer à vivre dans la même société de croissance. Hypothèse parfaitement réalisable grâce à des guerres, des pandémies, des famines... avec des pouvoirs totalitaires ou des formes d'éco-fascisme ou d'éco-totalitarisme.

« *Je sens venir, préparé par nos soins diligents, une série de catastrophes* », disait au siècle dernier un des fondateurs de l'écologie. Certaines catastrophes portent le nom de Seveso, Bhopal, Exxon Valdez, Erika, Tchernobyl, vache folle, A.Z.F., BP Golfe du Mexique, marée noire, explosion, inondation, déforestation, érosion, désertification, pollution... et l'on doit craindre l'arrivée d'autres catastrophes dans le domaine de la biogénétique, de l'électronique, du dérèglement climatique, des catastrophes écologiques...¹⁵ Plus de 700 événements désastreux ont été dénombrés en 1998, contre 530 en 1995 et moins de 200 par an à la fin des années 1970. Et Jacques Attali d'affirmer que « *Le monde assiste, fasciné, à la mise en place des conditions de son suicide* » !

Bien entendu, il est des choses qui nous dépassent, écrit l'écrivain Yasmina Khadra dans l'un de ses très beaux romans¹⁶, mais dans la plupart des cas, nous demeurons les principaux artisans de nos malheurs. Nos torts, nous les fabri-

¹⁴ *L'Humanité disparaîtra, bon débarras !* Arthaud, 2006.

¹⁵ « *On constate, depuis plusieurs décennies, une augmentation de la fréquence des catastrophes écologiques. Ce phénomène résulte de deux causes fondamentales. La première est liée à l'explosion démographique qui conduit à surexploiter les ressources naturelles biologiques avec, pour conséquence, le surpâturage, la déforestation et toutes les perturbations écologiques qui leur sont associées. La seconde résulte de l'industrialisation croissante et anarchique qui s'effectue, souvent, en quasi-absence de contrôle de l'impact environnemental potentiel de technologies pas toujours bien maîtrisées.* » François Ramade, *Catastrophes écologiques*, Encyclopædia Universalis, 2010.

¹⁶ Yasmina Khadra, *Ce que le jour doit à la nuit*, Julliard, 2008, p. 281.

quons de nos mains, et personne ne peut se vanter d'être moins à plaindre que son voisin. Quant à ce que nous appelons fatalité, ce n'est que notre entêtement à ne pas assumer les conséquences de nos petites et grandes faiblesses.

Pour le géographe Jared Diamond¹⁷, l'effondrement ne procède ni des transgressions ni des grandes trahisons lyriques ; il survient quand, depuis longtemps, tout le monde s'est habitué et que tout le monde s'en fiche. Alors que, note l'archéologue Jean-Paul Demoule¹⁸, il semble bien que les sociétés aient souvent le « choix », même inconsciemment, de leur destin, que ces choix peuvent aboutir à ce que l'on a parfois appelé un « suicide écologique », comme pour l'île de Pâques et les Maya (et que certains prédisent pour nos propres sociétés), à des mouvements de révolte qui aboutissent à la restauration d'un ordre moins inégal, ou encore, en restant à un niveau descriptif, au retour à des formes socio-économiques moins surdimensionnées, comme pour la civilisation de l'Indus.

De la faute de l'homme, nous courons à la catastrophe mais nous ne voulons pas y croire. L'humanité est en marche vers son autodestruction. Les scientifiques s'accordent pour fixer l'échéance de non-retour à une dizaine d'années. Si chacun ne fait pas quelque chose et si l'opinion publique n'est pas prête à obliger les responsables politiques à prendre des décisions contraignantes, nous n'en sortirons pas !

Voilà un premier repère pour l'avenir

qui convoque le déni des bouleversements qui grondent, l'aveuglement face aux catastrophes qui s'annoncent, le refoulement des désordres qui s'empilent, l'inconscience de l'effondrement qui est bien là. Un premier repère qui, si nous ne le surmontons pas, mène au suicide de l'humanité.

Pour que nous en dépassions au plus vite le scénario, en voici dix-neuf autres qui suivent, dans l'espoir qu'ils rendront progressivement caduc ce premier et empêcheront l'effondrement d'advenir.

On n'est jamais récompensé pour avoir essayé d'empêcher de mauvaises choses d'arriver. On n'en est jamais récompensé parce que quand on y parvient, ces mauvaises choses n'arrivent pas. Le monde est en état d'urgence. Demain nous disparaîtrons si nous ne faisons rien !

¹⁷ Jared Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Collection « NRF Essais », 2006.

¹⁸ Jean-Paul Demoule, *Archéologie, traitement et interprétation*, Encyclopædia Universalis, 2010.

2. ADOLESCENCE ET TRANSMISSION

Oui, les années s'affolent et les désordres sociaux, tant dans les familles qu'à l'école et dans l'ensemble de la société, fragilisent les personnages et les idées auxquels l'adolescent fait appel pour créer son histoire ; notre époque manque de transcendance et les repères se brouillent ; nous transhumons d'un monde de valeurs et de balises claires vers un univers incertain.

Dans pareille condition historique, sait-on encore éduquer ou faut-il nous résigner à produire des adolescents aujourd'hui – et des adultes demain – désolés et désolants, aliénés, écrasés, marginalisés ?

Sous la pression effroyable de la réussite, de la compétition et de la sélection, qui rabote et abîme, qu'est-ce qui favorise la désaliénation ? Comment apprendre aux jeunes à ne pas réussir que leurs études, mais à réussir leur vie ? (Mais qu'est-ce que réussir sa vie ?)

Que faire avec nos adolescents, dans cette société qui change trop vite et où la publicité remplace désormais l'autorité ; cette société de l'individualisme à tout crin, du démariage, de la désaffiliation de la virtualité déchaînée, de la médiatisation à tout prix ? (Philippe van Meerbeeck).

Comment aider les jeunes à franchir cette étape fragile de création qu'ils sont occupés de vivre, avec leurs essais et erreurs, réussites et échecs, provocations, hésitations, exubérances, folies et remises en question ?

Peut-être, suggère le neuropsychiatre Philippe van Meerbeeck, en faisant comme John Keating, le prof adulé du film *Le cercle des poètes disparus*, de Peter Weir, en 1989. En les poussant à laisser libre cours à leur imagination, à exprimer leur sensibilité, à affirmer leur personnalité. En les conduisant ainsi à prendre contact avec une part obscure d'eux-mêmes dont ils n'ont pas encore la maîtrise, une partie d'eux en devenir. Ce qui ne sera pas sans risque pour certains d'entre eux.

Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi « transmettre ». C'est-à-dire donner aux jeunes les moyens de penser la condition humaine faite de désir, d'amour, de passion, de différence sexuelle, d'angoisse, d'échec, d'autorité, de violence, de mort, de sens à donner à la vie, d'identité, parfois de suicide, d'échec scolaire, de

drogue ... Il faut encore leur apprendre « *la création par le mélange des disciplines, le métissage des sources, le regard méta sur une approche des religions comparées* ». Etc.

En ces années où l'éducation des adolescents, dans un environnement sociétal qui change à vive allure, pose nombre de questions à l'école comme à la famille, il faut mieux comprendre comment se vit ce temps passionnant et passionné de la vie, suspendu entre l'enfance et l'âge adulte.

L'adolescence est cette fresque structurée et colorée, ce temps du développement de la personnalité, aux interfaces de la famille, de la culture, de l'école et de la société.

Si pour John Keating l'on vit pour la poésie, la beauté, l'amour et l'aventure, où sont désormais les lieux, les moments, les circonstances où la vie se vit ainsi ?

A l'école ? Dans la famille ? Avec les copains ? Ailleurs ? Ou la réussite de la vie – c'est-à-dire vivre de poésie, de beauté, d'amour et d'aventure – ne sont-ils désormais que purs fantasmes et sommes-nous condamnés, nous comme eux, dans ce moment de l'Histoire, à n'être que des sujets certes libres et autonomes mais souvent aussi extraordinairement individualistes et terriblement déprimés ?

Sommes-nous condamnés, nous comme eux, à incontestablement jouir de l'hyperprogrès et de l'hyperconsommation, mais en y perdant notre âme et en vivant dans un monde désenchanté ?

Dans une civilisation où l'économie et la technoscience sont devenues des enjeux majeurs qui mènent le monde, quelles valeurs pouvons-nous, nous les adultes responsables de ce qui est aujourd'hui, quel héritage, quel sens de la vie pouvons-nous encore transmettre aux générations qui montent ?

Nous abordons ici un sujet d'importance majeure : celui de l'éducation des jeunes, de l'identité de ces jeunes en devenir, de la manière de transmettre le témoin d'une génération à une autre.

Comment aider les adolescents en mutation à sortir de leur chrysalide, dans un monde lui-même en complète mutation ? Comment éduquer dans un monde où Internet est amoral, se demande Monsieur van Meerbeeck, puisqu'elle consiste à accrocher les gens pour empêcher de zapper ? Comment transmettre des valeurs face à cette perversion du commerce et de la publicité qui font croire à l'adolescent, qui manque de recul, que le fait de porter des fringues griffées fait qu'il va être quelqu'un, que d'être filmé après avoir égorgé des gens va le rendre célèbre, se demande le professeur ?

Les questions à résoudre pour préparer l'avenir et les décisions à prendre pour réussir l'éducation des jeunes sont de multiples invitations à vivre des aventures humaines, éducatives et affectives passionnantes. Car il s'agit d'éduquer à l'amour, aux valeurs, au sens à donner à la vie.

Pour le professeur van Meerbeeck, nos jeunes sont généralement mieux que ce que nous croyons mais fréquemment, les adultes ne savent pas comment s'y prendre. Il est indispensable de s'efforcer à y voir plus clair pour mieux savoir comment y faire.

« Les adolescents d'aujourd'hui et de demain »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Philippe van Meerbeeck, le 23 avril 2009 à Ath, dans le tome 3 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2009, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2008-2009/> On lira aussi utilement : Philippe van Meerbeeck, *Ainsi soient-ils ! A l'école de l'adolescence*, De Boeck, 2007.

3. AGRICULTURE ET ALIMENTATION

« Toute activité, qu'elle soit agricole ou non, et toute oisiveté ne peuvent exister dans une société qu'à la condition première d'être alimentées par les produits de la terre. » (Marcel Mazoyer).

Nourrir toute l'humanité au 21^e siècle, oui, mais comment faut-il faire pour y arriver puisqu'on n'y arrive pas aujourd'hui ? Nous vivons une crise agricole et alimentaire depuis des décennies et cela ne s'arrange pas. La crise agricole et alimentaire est, pour le professeur Marcel Mazoyer, à l'origine de la crise économique dans laquelle nous sommes et il prétend qu'elle est à l'origine de la crise financière qui va faire beaucoup de dégâts.

Sur les 6,6 milliards d'humains que nous sommes, la moitié vit dans la pauvreté et près de 1 milliard ont faim presque tous les jours ! Paradoxe : la majorité de ceux qui ont faim sont des paysans vivant à la campagne ou des ex-ruraux partis chercher à manger dans les grandes villes et se retrouvent dans les bidonvilles nauséabonds des périphéries urbaines.

L'écart de productivité entre l'agriculture la moins performante du monde et l'agriculture la plus performante est passé de 1 contre 10 dans l'entre-deux-guerres, à 1 contre 2.000 aujourd'hui ! Or, les produits agricoles et alimentaires ne sont pas des marchandises comme les autres : leur prix est celui de la vie et, en dessous d'un certain seuil, il est celui de la mort ! (Marcel Mazoyer).

Et l'agronome économiste de plaider pour que l'on arrête la guerre des prix agricoles internationaux et que l'on rompe avec la libéralisation des échanges qui aligne les prix sur ceux du moins-disant des exportateurs d'excédents, qui appauvrissent et affament des centaines de millions de ruraux, qui gonflent le flot de l'exode rural, le chômage et la misère urbaine. Les données fournies par Monsieur Mazoyer sont alarmantes :

Une situation alimentaire très insuffisante :

- 6,6 milliards d'êtres humains ;
- 3 milliards de pauvres se privent de nourriture ;
- 2 milliards souffrent de malnutrition ;
- 862 millions ont faim une bonne partie de l'année ;
- 9 millions en meurent chaque année.

Une situation agricole beaucoup trop inégale :

- 1,34 milliard de travailleurs agricoles ;
- 28 millions de tracteurs ;
- 250 millions d'animaux de travail ;
- 1 milliard de paysans travaillent uniquement avec des outils à main ;
- 500 millions n'utilisent ni semences commerciales, ni engrais, ni pesticides ;
- 200 à 300 millions ne disposent que d'une fraction d'hectare.

Les causes de cette situation :

- La révolution agricole du 20^e siècle et la révolution verte ;
- La délocalisation de la révolution agricole dans les pays de grands domaines à bas salaires ;
- La libéralisation des échanges agricoles internationaux ;
- La crise des agricultures paysannes.

Peut-on nourrir l'humanité ?

- Pour subvenir aux besoins présents des 6,6 milliards d'humains, il faut d'abord accroître la production de 33 % ;
- Pour subvenir aux besoins des 9,5 milliards d'humains au 21^e siècle, il faudra encore l'accroître de 50 % ;
- Au total, il faudra donc multiplier la production par 2 (1,33 x 1,5) ;
- Mais, pour subvenir de plus à des demandes solvables, mais moins légitimes, il faudrait peut-être la multiplier par 3, 4, 5...

Allant résolument à l'encontre de la pensée économique et politique dominante, Marcel Mazoyer suggère de protéger par des droits de douane les grands marchés régionaux, aux pays à productivité agricole proche, contre toute importation d'excédents agricoles à bas prix. Chaque agriculteur doit en effet pouvoir vivre de son travail sans être affamé par la concurrence d'une agriculture plus développée que la sienne et qui se trouve à l'extrémité du monde ! Garantir aux paysans des prix suffisamment élevés pour qu'ils puissent vivre dignement de leur travail est le prix de notre avenir !

« Situation agricole et alimentaire mondiale et perspectives »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Marcel Mazoyer, le 1^{er} décembre 2008 à Ath, dans le tome 3 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2009, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2008-2009/> On lira aussi utilement : Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, Seuil, 2002.

4. BELGIQUE

Que serons-nous demain, dans quel pays vivrons-nous ?

En décembre 2006, une émission de politique-fiction diffusée sur la RTBF télé annonçait la scission de la Belgique, créant un scandale dans les milieux politiques et provoquant stupeur et tremblements dans la population.

J'ai enseigné pendant quarante ans le droit constitutionnel dans sa dimension nationale mais aussi dans ses perspectives comparatives. A l'université ou sur le terrain, j'ai étudié les Etats composés qui sont souvent aussi des Etats compliqués : Chypre, le Liban, la Bosnie-Herzégovine... sans parler du Rwanda. A côté de ces Etats, la Belgique fait évidemment exemple de modèle de simplicité et de pacification, déclare le professeur Francis Delpérée.

Et de poursuivre qu'en moins de deux siècles, nous avons connu les épreuves, les guerres, la guerre scolaire, les conflits sociaux, les crises économiques, les difficultés linguistiques... Mais que notre bon sens, notre résistance et notre ténacité nous ont permis de vaincre ces difficultés.

Nous comptons, il y a cinquante ans, parmi les fondateurs de l'Europe communautaire. Malgré, ou peut-être à cause de notre taille, nous avons l'ambition – pas seulement Bruxelles, mais la Belgique – d'être et de rester la capitale de l'Europe. Et nous profitons largement des retombées de l'opération européenne. Pourquoi devrions-nous abandonner cet atout ? Mettre en berne nos ambitions politiques et économiques ?

Cela dit, poursuivant sa quête d'autonomie entamée il y a plus de quarante ans, poursuit Francis Delpérée, la Flandre politique est aujourd'hui rejointe par l'opinion flamande dont une partie, sans doute minoritaire mais croissante, souhaite que la Flandre proclame son indépendance. La Belgique n'a jamais connu cela. Nul (en ce compris les francophones de Belgique) ne peut ignorer cette « nation » flamande qui est en voie d'émergence ; ce peuple qui, en marche sous la conduite de quelque Moïse, veut obtenir plus d'autonomie et exige sa propre table de la loi.

L'éclatement du pays fait-il désormais partie des possibles à envisager dans un avenir pas si lointain ? Sommes-nous conscients des dangers qui guettent ? Refuserons-nous encore longtemps d'étudier les scénarii que nous rejetons ?

Allons-nous vers trois mini-Etats distincts : la Flandre, la Wallonie et Bruxelles ? Vers le renouveau du fédéralisme ? Le confédéralisme (auquel Monsieur Delpérée ne croit pas parce qu'il n'y a pas d'Etat confédéral, il n'y a que des confédérations d'Etats, avec un « s » à Etats ; qu'une confédération est une association de plusieurs Etats qui sont souverains et qui acceptent de travailler ensemble sur certaines questions) ? La sécession ? L'union avec la France pour les Wallons et les Pays-Bas pour les Flamands ? Ou nous remettons-nous une fois encore – et pour combien de temps – de la crise que nous connaissons depuis les élections de juin 2007 ?

Est-il possible que la Flandre, Bruxelles et la Wallonie, unis par tant d'interdépendances et de liens formels et informels, économiques, sociaux, financiers et affectifs, divorcent un jour ? Si oui : le divorce se fera-t-il par consentement mutuel ? Si oui : quels seront les coûts et les avantages pour chacun ?

La scission du pays serait-elle un jeu à somme négative ou à somme positive ? Les relations vont-elles donc si mal qu'il faille désormais envisager de se préparer à la séparation ou peut-on repartir sur des bases relationnelles nouvelles ?

La Belgique résonne désormais d'un communautarisme qui, comme le racisme, se nourrit de fantasmes. Cédant à un nationalisme étroit et à une susceptibilité toujours à vif, ne nous interdisons-nous pas toute efficacité dans un siècle d'irrésistible interdépendance ?

Le pays sombre dans une nouvelle crise existentielle, sujette aux dramatisations et aux manipulations. Qui l'emportera : l'efficacité économique et la coopération ou les dogmes et les symboles ?

Un peu partout et dans tous les milieux, chacun envisage le pire, dit le professeur Delpérée, par lassitude ou par conviction, peu importe. C'est Paul Valéry qui disait : « *Les civilisations sont mortelles* ». Dans la même veine, l'on pourrait dire que les sociétés politiques sont mortelles. La Belgique est née un jour en 1830 et n'est pas assurée de la pérennité.

Les Wallons et les Bruxellois ont tout intérêt à gagner du temps, prévient le professeur Delpérée. Dix ou quinze ans, au minimum. Nos régions se redressent lentement et des opérations à la hussarde seraient des opérations désastreuses. Un exemple : au nord du pays, il est régulièrement suggéré de régionaliser une partie ou tout des recettes de l'impôt des sociétés (ISoc). Quelles en seraient les conséquences ? Bruxelles s'en sortirait très bien : 30 % du produit de l'ISoc lui revient, pour 10 % de la population. La Flandre s'en sortirait pas mal : 55 % du produit de l'ISoc pour à peu près 60 % de la population. Que

resterait-il pour la Région Wallonne, 33 % de la population ? 15 % du produit de l'impôt des sociétés !

L'heure est donc venue de la lucidité face aux problèmes. Seule la lucidité compte, dit le sénateur constitutionnaliste Francis Delpérée. Surtout si elle s'assortit, de temps à autre, d'un brin d'espérance. Car, selon le professeur, la rigueur scientifique n'exclut pas, quand il le faut, et notamment lorsqu'il s'agit de scruter demain, des propos volontaristes, sinon engagés.

Et de conclure que quand l'existence d'un Etat ou d'une région est en cause, il faut essayer de dépasser les clivages entre les bassins industriels, les villes et les campagnes, la capitale et la province, les tendances politiques, qui montent et qui baissent selon les aléas du jeu électoral.

Pardonnez-moi, mais ce qui se passe aujourd'hui dans votre pays, avec cette espèce de petite guéguerre intestine entre la Flandre et la Wallonie... Bien sûr, ce n'est pas à moi à entrer dans vos problèmes internes, mais vu de l'Europe, ce n'est pas bon. Quel exemple d'union donnez-vous à d'autres peuples si le pays qui accueille la capitale de l'Europe n'est pas lui-même capable de s'unir sur ce que sont les vrais problèmes d'aujourd'hui ? (Dominique Belpomme).

« Et demain, la fin de la Belgique ? »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Francis Delpérée, le 15 octobre 2007 à Ath, dans le tome 2 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2008, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2007-2008/> On lira aussi utilement : Francis Delpérée, *La Constitution de 1830 à nos jours*, Editions Racine, 2005, ainsi que : Francis Delpérée, *Carnet de Campagne*, Racine, 2004.

5. CHINE -USA

Pays toujours en voie de développement, la Chine a entamé une formidable réforme économique avec la mort de Mao Tsé-toung en 1976. Le pays est désormais la 4^e puissance économique mondiale et est un colosse démographique avec 1,4 milliard d'habitants ! Abondance de main-d'œuvre docile et sous-payée, accueil massif d'usines étrangères, fureur exportatrice de produits très bon marché mais parfois aussi de haute technologie, marche forcée et frénétique de modernisation du pays, multiplication d'infrastructures... constituent quelques ingrédients du prodigieux développement.

Si la Chine poursuit son essor, de monstrueux besoins énergétiques surgiront, l'obligeant à construire deux centrales atomiques par an, durant seize ans... Déjà deuxième pollueur de la planète, la Chine en deviendra le premier. Mais cette incroyable croissance aura surtout des conséquences géopolitiques majeures : la Chine pourra dépasser les Etats-Unis dès 2040 et devenir la première puissance économique du monde ! (Ignacio Ramonet).¹⁹

La Chine, pays-continent par sa superficie, sa démographie et sa puissance économique, sans services secrets surdimensionnés, sans armée d'occupation, sans chantage sur les institutions internationales, occupe chaque jour davantage de terrain.

Pour le géopolitologue Guy Spitaels, dans la société-monde, il importe d'organiser les freins et contrepoids à l'hyperpuissance. La Chine apparaît bien comme la société la plus apte à contrebalancer à terme les Etats-Unis.²⁰

L'incroyable pragmatisme avec lequel la Chine gère ses échanges économiques a accéléré son essor. Et elle est en passe de devenir, comme le soutient l'homme d'Etat, l'heureux contrepoids stratégique à l'hégémonie américaine ! Quel bouleversement mondial !

Ayant passé en revue la toile militaro-politique que les Américains tissent autour de la Chine et la toile politico-économique que se tisse la Chine, avec elle pour milieu, (notamment avec la zone de libre échange Asean, l'Association des nations du Sud-Est asiatique) et après avoir affirmé sa conviction que plus le

¹⁹ *Manière de voir*, N° 85, février 2006.

²⁰ Guy Spitaels, *L'improbable équilibre*, Editions Luc Pire, 2003.

développement globalisé progresse, plus l'imbrication profonde du monde économique, financier et commercial avance, plus les deux premières puissances du monde sont économiquement compénétrées, interpénétrées, plus il est utopique d'imaginer un conflit entre la Chine et les Etats-Unis, le professeur Spitaels pose la question : que veut la Chine ?

Elle veut être grande comme elle le fut. Les Chinois ne sont pas communistes. Tous les ressorts de développement de l'économie – le système bancaire, le système boursier, l'absence de secteurs publics dominants, l'absence de planification – font qu'on ne peut pas parler de régime communiste. Ils ne sont pas communistes, ils ne sont pas bouddhistes, ils ne sont pas confucianistes, le peuple chinois est d'ailleurs dans l'ensemble agnostique. A quoi croient-ils ? Ils croient à ce qui rendra les Chinois plus grands. Je dirais, si ce terme n'était pas connoté péjorativement, que les Chinois sont nationalistes. Ils sont très conscients qu'ils ont représenté la première puissance du monde jusque 1850 et ils veulent le redevenir. Ils sont prêts à beaucoup de choses pour le redevenir. Ils sont fiers de leur civilisation et de leur pays. Ils ne feront pas la guerre, ils sont au contraire très contents de leur coexistence avec les Etats-Unis. Ils sont persuadés qu'ils ont besoin des investissements qui induisent les nécessaires transferts de technologie chez eux. (Guy Spitaels).

Se rend-on compte de ce qu'était la Chine à la fin des années 1970, interroge Monsieur Spitaels ? La révolution culturelle et la persécution de tous ceux qui étaient qualifiés. Les profs d'université envoyés à la campagne... puisqu'il fallait niveler par le bas ? Et puis, vingt-cinq ans après, c'est comme s'il ne s'était rien passé. La manière dont la classe dirigeante chinoise, la qualification dont cette classe dirigeante et ce pays, à la différence des autres, font preuve est tout à fait considérable. Assurément de manière autoritaire, mais connaît-on un régime du tiers-monde qui ne le soit pas ? Et les pays en voie de développement constituent l'essentiel du monde ; nous ne représentons, nous les Occidentaux, que 11 % de la population mondiale. En un quart de siècle à peine, ce peuple est passé d'un niveau de sous-développement grave à un niveau de développement ahurissant.

« Chine-USA : la guerre aura-t-elle lieu ? »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Guy Spitaels, le 19 mars 2007 à Ath, dans le tome 1 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2007, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2006-2007/> On lira aussi utilement : Guy Spitaels, *Chine-USA, la guerre aura-t-elle lieu ?* Editions Luc Pire, 2007.

6. CITÉ

HABITAT ET URBANISATION

Pression démographique, urbanisation croissante des modes de vie, menace de bouleversements climatiques et souci d'un développement durable amènent Luc Schuiten à repenser la ville. Pour lui, « *il s'agit de reconsidérer un ensemble d'attitudes de vie sociale et de moyens de vivre en utilisant autrement les ressources qui nous font vivre* ».

A quoi ressemblera notre futur ? Les ressources planétaires s'épuisant bien trop vite que pour se régénérer, nous savons que notre futur ne pourra pas se construire dans la continuité de notre présent. Il s'agit donc désormais de « *stimuler l'imaginaire afin d'explorer des perspectives, des solutions et d'autres modes de fonctionnement que ceux que nous pratiquons actuellement* ».

L'architecte visionnaire, Luc Schuiten, estime que nous avons peut-être trop vite oublié que nous sommes avant tout des êtres biologiques installés sur une planète elle-même vivante. A travers différentes perspectives futuristes, évoluant dans le temps, un monde cohérent et poétique, faisant appel à l'imaginaire, se construit progressivement. Ses propositions originales et ses visions d'un avenir positif se déclinent à travers la création d'une nouvelle relation entre l'homme et son environnement naturel. Ses représentations d'un futur s'inspirent de multiples écosystèmes.

A travers le concept d'archiborescence, Luc Schuiten suggère une nouvelle manière de concevoir l'architecture et l'urbanisme. Son dessin traduit une vision écologique et créative des habitations du futur. L'arbre et la domestication de sa croissance par des techniques appropriées lui permettent de concevoir les « habitarbres » qui formeront les cités de demain.

Il imagine leurs formes de développement, leur groupement, leur fonctionnement. Sa démarche d'anticipation est caractérisée par l'optimisme et la confiance dans les capacités de l'homme de créer un environnement harmonieux et respectueux des équilibres naturels.

L'archiborescence consiste à utiliser le matériau vivant comme matériau à part entière. Et Luc Schuiten pense principalement à l'arbre qui est une merveille considérable. Il pousse en utilisant l'énergie solaire, l'eau de pluie et les déchets organiques. Écologiquement, il est indispensable à l'homme en filtrant le CO₂. L'idée est de créer, avec l'homme, un écosystème en équilibre. Faudra-t-il repar-

tir de zéro pour envisager les cités végétales ? Non, il faut se servir de ce qui existe déjà ; nul n'est besoin de déconstruire en gaspillant ce qui est utilisé. Il s'agit simplement de penser la cité végétale comme une nouvelle peau, naturelle et vivante, sur ce qui existe déjà.

Franchir les limites de ce que l'on connaît et concevoir un ailleurs, un autrement, est une des aventures intellectuelles des plus passionnantes. C'est ce qui a induit le travail de Luc Schuiten.

« *Vegetal City* » est issu d'une réflexion d'architectes sur des formes possibles d'habitat et de fonctionnements urbains futuristes. Elle s'est élaborée dans le souci des réalités et des nécessités matérielles et intellectuelles du vivant, libre de toute contrainte du développement imposé par le capitalisme.

S'affranchissant des lignes traditionnelles de la construction, Luc Schuiten tente de gérer différemment les matériaux et les techniques, axe sa recherche sur des maisons bioclimatiques, rêve d'habitarbres, ces logements organiques en osmose avec le végétal. Et face aux aires abandonnées, nées de discontinuités urbaines, construit des jardins verticaux issus du même imaginaire.

Habiter autrement la cité, mais aussi s'y déplacer différemment. On construit aujourd'hui des bolides dont la puissance est invraisemblable, constate l'architecte Schuiten. On fait des engins qui roulent deux fois plus vite que ce que la loi permet et pèsent dix fois ce qu'ils transportent. Agissant ainsi, nous handicapons notre avenir. Quel sens cela a-t-il ? Il faut imaginer des véhicules qui avancent avec l'énergie qu'ils reçoivent. Et les idées de Monsieur Schuiten sont nombreuses pour y remédier : les chenillards, les trams modulaires, toutes sortes d'engins qui sont plus légers, plus souples, plus inventifs mais aussi plus amusants que l'agressivité d'une voiture, explique l'homme qui, au quotidien, applique déjà le fruit de sa réflexion en se baladant dans une voiture électrique à pédales.

Monsieur Schuiten dessine ainsi une multitude de projets animés par le souci d'autres choix de vie. Une manière de penser qui a donné forme à une nouvelle architecture, à une nouvelle cité, basée sur une vision poétique où l'invention et la relation avec la nature occupent une place prépondérante.

« Vers une cité végétale »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Luc Schuiten, le 12 avril 2010 à Ath, sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/> On lira aussi utilement : Luc Schuiten, *Vegetal City*, Mardaga, 2009, ainsi que : Luc Schuiten et Pierre Loze, *Archiborescence*, Mardaga, 2006.

7. CLIMAT ET ASPHYXIE

Même s'il ne saute pas immédiatement aux yeux, le lien entre le réchauffement climatique et la paix dans le monde est évident. À côté de bien d'autres risques qui frapperont tous les pays du globe, le réchauffement climatique, s'il n'est pas maîtrisé, aura de très importantes conséquences en termes de sécurité, de géopolitique et de paix.

Les changements climatiques créeront par exemple des difficultés dans l'approvisionnement en eau dans certaines régions du monde, mais aussi dans l'agriculture. Liées à l'augmentation du prix de l'énergie, les répercussions du réchauffement atmosphérique feront monter les prix des produits alimentaires et mettront en péril la sécurité alimentaire de vastes régions, particulièrement du Sud. Les changements climatiques menacent ainsi les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté dans le monde.

Les problèmes d'approvisionnement en eau et en denrées alimentaires, mais aussi les inondations de certaines contrées et la sécheresse qui s'aggravera dans d'autres, annoncent des déplacements catastrophiques de populations entières. La lutte pour les ressources et la croissance des migrations risquent d'alimenter la violence un peu partout dans le monde. Ou la communauté internationale considérera les changements climatiques comme un défi pour fédérer nos forces, ou les conflits augmenteront.

Le climatologue Jean-Pascal van Ypersele est de ceux qui estiment que les pays industrialisés ont contracté une « dette climatique » envers les pays du Sud. Dans le journal de la coopération belge, *Dimension 3*, de janvier 2008, le climatologue explique en substance que le CO₂ reste une centaine d'années dans l'atmosphère. Une grande part du CO₂ que nous avons dégagé depuis la révolution industrielle, depuis 200 ans, est toujours là. Aujourd'hui, 80 % du CO₂ accumulé dans l'atmosphère est originaire des pays industrialisés. Même si demain les pays du Sud émettent autant de CO₂ que ceux du Nord, le rapport 80 %-20 % (qui mesure la responsabilité historique des pays développés) ne variera que très légèrement au cours des 40 ans à venir.

Dire qu'on réduira nos émissions quand la Chine les réduira est insensé. Même si le Sud (beaucoup plus peuplé) émettait autant que le Nord (moins peuplé), les émissions resteraient cinq fois plus importantes par habitant dans les pays développés. Il existe bien une responsabilité commune de toutes les parties du

monde dans le réchauffement climatique, mais cette responsabilité est différenciée et le principe du « pollueur-payeur » doit s'appliquer tant au plan national qu'international.

Le réchauffement climatique représente une menace d'asphyxie planétaire qui serait sans commune mesure avec les séquelles humaines et financières des deux guerres mondiales.

Rien de bien neuf dans cette affirmation. Cela fait plus de deux décennies que le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) nous met en garde à ce sujet. Aujourd'hui, il est enfin simplement écouté. La communauté internationale a perdu une vingtaine d'années dans les mesures indispensables à prendre pour protéger le climat. Où se trouvent les prescripteurs politiques de décisions de grande urgence qui s'imposent ?

« *Dans dix ans, il sera trop tard* », lançait Al Gore. Est-ce possible ? Est-il donc si important de s'intéresser au réchauffement climatique ? Y a-t-il vraiment de quoi s'inquiéter ? Oui ! On ne peut nier l'évidence, l'avenir de la planète est en jeu ! Les constats sont simples et alarmants et devraient conduire l'humanité à réfléchir en termes de développement durable. Un récent rapport de l'ONU confirme les dires d'Al Gore : nous ne disposons plus que de dix ans pour inverser la tendance. Et pour prendre les décisions politiques et de modes de vie que l'évolution de l'Histoire et du monde commande !

Si l'Europe vient de décider en janvier 2008 de réduire d'au moins 20 % ses émissions de gaz à effet de serre pour 2020 par rapport au niveau d'émission de 1990, elle demeure largement en-deçà de l'exigence scientifique qui prescrit une réduction de 25 à 40 % pour cette date.

Il y a des efforts considérables à initier d'urgence en matière d'énergies renouvelables. Mais aussi des actions volontaristes importantes à entreprendre, individuellement et collectivement, dans une multitude de domaines. Les déplacements et les transports (privés et publics), le logement, les bâtiments publics, le chauffage, l'éclairage, l'industrie, l'agriculture, le commerce, les délocalisations parfois aberrantes de productions, les modes de consommation, le respect de la nature, le recyclage, la gestion des déchets, le refus du gâchis... Tout est à repenser et à réorganiser ! L'objectif minimal étant d'éviter une augmentation moyenne des températures supérieures à 2° par rapport au niveau préindustriel. Tout cela est possible, réaliste et surtout indispensable si l'on ne veut pas l'asphyxie planétaire.

Pour Jean-Pascal van Ypersele, les politiques menées dans certains pays du Nord de l'Europe devraient davantage nous inspirer et animer toute la communauté internationale. Beaucoup de décideurs politiques voient la lutte contre les changements climatiques comme une opportunité et pas comme une contrain-

te. Et plusieurs des plus grandes entreprises partagent cet avis. Plutôt que de passer du temps à essayer d'affaiblir ou de contourner les objectifs minima qui s'imposent, il vaudrait mieux se retrousser les manches. Car il s'agit de réduire drastiquement notre dépendance aux combustibles fossiles et nucléaires et de préparer la transition vers une économie réellement durable.

Désormais, le critère du développement humain ne peut plus être seulement la performance économique mesurée par le Produit Intérieur Brut (PIB) mais doit être tout autant la performance écologique (évaluée par le respect de la nature) et la performance sociale (estimée par le partage du bien-être entre tous) affirment un nombre croissant de voix à travers le monde.

Et le professeur van Ypersele de terminer par l'affirmation que c'est une véritable révolution énergétique qui est nécessaire face à un triple défi : celui de la protection du climat ; celui de l'épuisement des combustibles fossiles ; celui enfin de la satisfaction des besoins essentiels de tous les habitants de la planète.

Il en va d'une chose simple mais essentielle : de la sauvegarde de la qualité de vie de notre génération et des générations futures.

« Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots. » (Martin Luther King).

« Quel avenir climatique pour notre Terre ? »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Jean-Pascal van Ypersele, le 5 mai 2008 à Ath, dans le tome 2 des *Repères pour l'Avenir*,

Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2008, ainsi que sur :

<http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2007-2008/> Voir également

<ftp://ftp.astr.ucl.ac.be/vanyp/Powerpoint%20presentations/>

On lira aussi utilement : avec la collaboration de Jean-Pascal van Ypersele, *Changements climatiques, impasses et perspectives*, Alternatives Sud, Editions Syllepse, 2006, ainsi que : *Le quatrième Rapport d'évaluation du*

GIEC, www.ipcc.ch

8. CULTURE

DÉMOCRATIE ET SERVITUDE

La culture et les immensités qu'elle recouvre aujourd'hui font problème. Nous ne pouvons plus faire comme si nous n'avions qu'à jouir paisiblement des plaisirs d'une île enchantée sans essayer de comprendre la nature de ces plaisirs.

La culture émancipe ou chloroforme-t-elle toute velléité de Lumières, de pensée et d'expression libre et autonome ? La culture, le tout-culturel – ce principe agrégateur qui « rassemble » aussi bien, sans guère les hiérarchiser, les chefs-d'œuvre de la peinture exposés au Louvre, les vins de Bordeaux, le yoga, les beaux-arts, le folklore, la bonne table, les fêtes villageoises, le jardinage et la TV – la culture qui s'immisce dans tous les interstices de la vie et s'identifie au divertissement du temps libre (mais pas libéré !) envahissant et stressant, la culture remplace-t-elle désormais la politique et régit-elle la cité ? (Alain Brossat).

Quand il entend le mot « culture », le professeur Alain Brossat se met en colère et attaque cette religion célébrée partout, en France comme en Belgique, et désigne la culture comme un mode de gouvernement qui désactive tout désir politique et rêve d'un public assis et spectateur. La culture, dit-il, est une marchandise ! Le débat sur « l'exception culturelle » est avant tout économique.

Monsieur Brossat affirme qu'il y a lieu d'abandonner l'idée que la culture serait un domaine de distinctions particulières, associé à l'intelligence, à l'émancipation, à la capacité critique. La culture ne serait plus qu'un moyen de gouverner les vivants. Ainsi, en déployant un effet de démobilisation générale, le « tout-culturel » parviendra à nous détourner complètement des enjeux contemporains au profit des divertissements de tous ordres.

Comment comprendre que l'omniprésence de la sphère culturelle ne suscite nulle part ni opposition ni inquiétude ? D'où vient pareil unanimisme ? Et que cache-t-il ?

La culture ne dérange pas. Elle magnifie les incendies qui se sont allumés dans la sphère politique afin de mieux les éteindre. Tout devient désormais culture sur pied d'égalité. La culture est une marchandise d'agrégation sans débat. Un délassement au lieu d'une formation, une distraction au lieu d'une connaissance, une coagulation au lieu d'une émancipation. Le gouvernement par la culture est le pastorat du vivant pour apaiser, apprivoiser et réparer.

C'est l'amalgame qui soulage et comble le vide de nos vies cariées. Mais la bulle culturelle est créatrice de mots-valises qui ne signifient rien. Tandis que le journalisme est le héros de la modernité culturelle qui nivelle et homogénéise. Le public qui lit encore est un public de consommateurs et non plus d'acteurs de la vie publique. La démocratie culturelle dénie d'ailleurs le conflit, donc la politique. Le tout-culturel indifférencie tout, hormis l'art et la politique. Tandis que la culture crée les héros de pacotille. Aussi bien la gauche que la droite carburent à la culture. Autant que la culture est statique, l'art comme la politique est dynamique. C'est pourquoi l'art se refuse la culture. Cette culture qui ne fait plus qu'un avec la consommation.

Le professeur Alain Brossat dessine les mornes contours de la « démocratie culturelle » dans laquelle nous baignons désormais, gavés et assoupiés, mais aussi isolés et insatisfaits. Ce nouveau régime de gouvernance supplante chaque jour un peu plus notre vieille « démocratie politique », vaincue par le marché et ses irrésistibles attraits : précisément les marchandises culturelles !

Non content de donner, avec les armes du philosophe, un grand coup dans la fourmilière de notre tout-culturel, de ce « toujours plus de culture », non content d'être en combat contre une pensée hégémonique, le discours d'Alain Brossat, résolument à contre-courant, dévoile l'ampleur de ce qui se joue dans ce désintérêt de la politique au profit de la culture : tout simplement notre servitude.

« A l'évidence, dans nos sociétés, la culture est chaque jour davantage une forme d'enduit liquide qui tend à colmater les brèches et à jouer un rôle irremplaçable de remplissage là où le travail, la politique, la famille ont vu s'affaiblir, dans des proportions variables mais importantes, leurs capacités structurantes et leur aptitude à 'occuper' la vie de la population. Manifestement, les sociétés occidentales, et plus généralement les sociétés développées, tendent de façon toujours croissante à fonctionner, à carburer à la culture, au même titre qu'elles ont pu marcher naguère à la mobilisation de la force de travail ou au patriotisme. » (Alain Brossat).

« La culture finira-t-elle par nous dégoûter ? »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Alain Brossat, le 9 février 2009 à Ath, dans le tome 3 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2009, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2008-2009/> On lira aussi utilement : Alain Brossat, *Le grand dégoût culturel*, Seuil, 2008.

9. DÉCROISSANCE

Pour le professeur Serge Latouche, notre planète déglinguée est en mauvais état et devient de moins en moins vivable pour les humains !

Le concept de croissance est relativement récent et propre à l'Occident, du moins jusqu'ici, et est apparu voilà seulement près de trois siècles avec la révolution industrielle. Image reprise de la biologie évolutionniste, la croissance peut être comparée aux graines que l'on met en terre et qui croissent ; mais les graines croissent et meurent... Or, nous pensons que la croissance économique est quelque chose d'illimité. Et c'est ce côté illimité qui pose problème. Car la croissance, c'est un peu tout et n'importe quoi, y compris la croissance des pollutions, des catastrophes et des maladies. (Serge Latouche).

Pour le philosophe et économiste Serge Latouche, la croissance est un concept pervers parce que, d'abord, il est inconcevable que dans un monde fini il puisse y avoir une croissance infinie et que, ensuite, on a confondu croissance du Produit Intérieur Brut et croissance du bonheur. C'est une absurdité conceptuelle. Au-delà d'un certain seuil, consommer toujours plus n'a plus de sens.

La décroissance, concède cependant Monsieur Latouche, est un slogan provocateur. Ce n'est ni un concept, ni quelque chose de symétrique à la croissance. Il n'y a pas de théorie de la décroissance, c'est tout simplement un slogan qui a été créé pour casser la langue de bois de l'idéologie dominante de la croissance. Si l'on voulait être rigoureux, il faudrait parler d'a-croissance comme on parle d'athéisme. Les problèmes écologiques, sociaux, culturels, etc., que nous connaissons sont engendrés par la « religion de la croissance » et il faut sortir de cette mécanique infernale.

Les valeurs de notre époque reposent sur le « travailler toujours plus », pour gagner toujours plus, pour consommer toujours plus... *« Ce n'est pas la croissance le problème en soi – on ne peut pas être contre la croissance de la qualité de l'air, de l'eau, des espaces verts, de la facilité des transports... – mais le fait que nous vivons dans une société qui a pour seul objectif la croissance pour la croissance. »* La production pour la production, le changement pour le changement, le progrès pour le progrès, sans raison raisonnable, sans objectif civilisateur, sans but humanitaire. En entretenant inlassablement l'assuétude à la drogue de la surconsommation effrénée.

Qu'est-ce qu'une économie de croissance, interroge Monsieur Latouche ? C'est une économie qui a pour objectif la croissance pour la croissance. Dans laquelle

il ne s'agit pas de faire croître un produit pour satisfaire les besoins de la population mais de faire croître sans limite, de croître à l'infini ! Faire croître indéfiniment la production parce que cela permet de faire croître indéfiniment les profits. Pour permettre de croître indéfiniment la production, il faut qu'elle soit consommée. Donc, il faut faire croître indéfiniment la consommation. Les trois pousse-au-crime de l'économie de la croissance (et donc de la consommation) sont : la publicité, l'obsolescence programmée et le crédit.

Jusqu'où et jusque quand ce règne de l'argent sans morale ? Jusqu'au prochain cataclysme monétaire et financier mondial ou jusqu'au retour de la barbarie ?

Une société de la décroissance reposerait sur un changement d'imaginaire, sur un changement de valeurs et de mentalité.

Il faut d'abord procéder à une réévaluation des valeurs qui sous-tendent notre société, notamment les aspects non-quantitatifs, non-marchands de la vie humaine. Il faut ensuite (re)découvrir d'autres formes de richesses que la richesse économique : la richesse relationnelle, le mieux vivre en société, plutôt que de passer son temps à la consommation croissante de gadgets. Il faut enfin restructurer l'appareil productif en fonction d'autres formes de production. Parce que ce qui est essentiel pour la survie de la planète est de réduire ce que les spécialistes appellent « l'empreinte écologique » (qui est la quantité d'espace bio-productif que notre mode de vie consomme).

La planète est « finie » et l'espace bio-productif (l'espace qui nous permet de vivre à travers ce qu'il nous permet de produire) aussi ! Selon Serge Latouche, la division de la superficie de la Terre par la population qui y vit donne aujourd'hui environ 1,8 hectare par habitant. Un mode de vie durable, soutenable, exigerait de n'en consommer que 1,4. Mais il y a évidemment de fortes inégalités : moins de 20 % de la population mondiale consomme 80 % des ressources de la planète. Si le monde entier vivait selon les standards des Occidentaux (4,5 hectares d'espace bio-productif par habitant), il faudrait trois planètes pour satisfaire les besoins de tous !

Nous sommes en train de consommer en quelques décennies ce que la planète a accumulé en quelques millions d'années. Par exemple le pétrole mais aussi les principaux minerais. Cela ne pourra pas durer éternellement. Nous dépassons la capacité de régénération de la biosphère. Nos prélèvements sont trop forts, il suffit de voir l'exemple des stocks halieutiques, c'est-à-dire les réserves de la pêche : nous pêchons plus que ce que la nature reproduit. Il est donc urgent de réduire notre empreinte écologique, c'est-à-dire de consommer moins de biens matériels. (Serge Latouche).

Pour le professeur Serge Latouche il n'y a pas « un » projet de société de décroissance. Chaque pays, chaque culture, chaque continent, construira sa société de décroissance avec ses propres valeurs. Il s'agit pour chaque entité de créer un projet de société autonome et soutenable. Et de suggérer les bases nécessaires à toute société de décroissance au travers d'un « cercle vertueux des 8 R » :

- ✓ **Réévaluer.** C'est-à-dire changer les valeurs ;
- ✓ **Reconceptualiser.** Si nous changeons nos valeurs, cela va nous amener à changer nos concepts, à repenser notre réalité à travers d'autres conceptions de la richesse ;
- ✓ **Restructurer.** Si nous changeons nos valeurs et nos concepts, nous sommes bien évidemment amenés à modifier la façon de produire et à ne plus produire la même chose, à remettre en question les structures de la production ;
- ✓ **Redistribuer.** Si nous changeons nos rapports de production et ce que nous produisons, cela entraîne évidemment un changement dans la distribution. Cela nous amène à réduire, nous au Nord, notre empreinte écologique, pour permettre aux gens du Sud d'avoir une empreinte écologique un peu supérieure et permettre de vivre mieux ;
- ✓ **Relocaliser.** L'une des formes de la redistribution et de la restructuration qui découle de tout cela, c'est la relocalisation. La mondialisation a été un grand déménagement planétaire, qui a entraîné l'éclatement de l'empreinte écologique mondiale. C'est un déménagement planétaire qui amène à des consommations absurdes ;
- ✓ **Réduire.** Réduire notre empreinte écologique, nos gaspillages, nos consommations et surconsommations, mais c'est surtout réduire notre toxicodépendance au travail, réduire nos horaires de travail. Travailler moins pour vivre mieux ;
- ✓ **Réutiliser et Recycler.** Réutiliser plutôt que de jeter. Réparer ou recycler ce qui ne peut pas l'être.

« Il ne faut pas conclure que le projet de la société de décroissance est totalement irréaliste. Il faut conclure que ce projet est nécessaire mais que dans les circonstances actuelles, il y a effectivement peu de chances qu'un candidat soit élu pour réaliser ce programme.

« Cela étant, ce qui n'est pas possible au niveau national n'est pas nécessairement impossible à d'autres niveaux. C'est-à-dire que nous pouvons agir au niveau de notre comportement individuel, du comportement collectif, de la commune ou de la région. Il y a des expériences intéressantes de communes vertueuses, de communes qui s'efforcent de réduire leur empreinte écologique, de changer la vie, qui s'efforcent d'améliorer les choses à beaucoup d'égards.

« Le pari de la décroissance, c'est que l'humanité, attirée par ses aspirations à un idéal et poussé par la contrainte, choisira la voie de la démocratie écologique d'une société conviviale et sereine, plutôt qu'un suicide collectif. C'est un pari, il n'est pas gagné. » (Serge Latouche).

« Le pari de la décroissance »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Serge Latouche, le 5 mai 2008 à Ath, dans le tome 2 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2008, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2007-2008/> On lira aussi utilement : Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, ainsi que : Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Editions Mille et une nuits, 2007.

10. DÉMOCRATIE

POPULISME ET GOUVERNANCE

« De plus en plus de pays sont dits démocratiques, même si on peut douter de la qualité de leurs institutions démocratiques. Mais en densité, en profondeur ou en qualité, la démocratie recule. Elle s'étend en périphérie, mais s'épuise dans nos vieilles démocraties. » (Guy Hermet).

Une confusion s'est établie entre la démocratie en extension et la démocratie en profondeur, dit le professeur Guy Hermet. Son triomphe apparent à l'exportation semble acquis auprès d'une foule de pays émergents, tandis que dans les « vieux » pays elle y fonctionne avec difficulté et fait plus que d'y enregistrer une crise passagère. A l'échelle planétaire, la démocratie connaît un triomphe de surface, tandis qu'elle subit une perte de substance en profondeur.

Née sur nos terres européennes, la vieille démocratie apparaît dans la plupart des cas affectée par le désenchantement. Assaillie par les populismes et le discrédit jeté sur la caste politique, elle est abandonnée à son sort par ses électeurs dont les rares sursauts sont accueillis à la manière de prodiges.

Même la démocratie dite « de participation », souvent détournée par des spécialistes ou des professionnels de la chose, est réduite à peau de chagrin ou à un abaissement du débat politique au niveau de la parlotte sur ses petites misères, par la facilité du « je vous écoute, je pense comme vous, je suis comme vous, votre choix sera le mien, je ferai quelque chose pour tous ». « Démocratie » est devenu un terme à répéter le plus possible dans les déclarations officielles, mais qui ne veut rien dire en soi.

Monsieur Hermet croit que la démocratie telle que nous la concevons n'existera bientôt plus. Qu'il y a même un doute philosophique sur la pertinence de la souveraineté populaire. La démocratie était, soutient-il, largement une fiction. Aujourd'hui, le peuple et les élites n'y croient plus et nous sommes à la fin d'un régime ! Miser sur un sursaut démocratique relève précisément de l'illusion et de la volonté de se tromper soi-même.

Berlusconi a inventé la Télé-République italienne, Tony Blair a galvanisé les Anglais avec son New Labour, tandis que les populistes modernes sont descendus de Scandinavie pour envahir l'Europe. Comme les présidentielles françaises de 2007 l'ont souligné, c'est maintenant à la France d'inaugurer son Nouveau Régime, résidu de populisme type Front national assorti d'une dose beaucoup

plus forte de néo-populisme bien élevé à la façon des trois grands ex-candidats présidentiels et, pour les choses sérieuses, d'une injection discrète mais décisive de gouvernance destinée à dynamiser vraiment le « management » du pays. Pour tout dire, l'hiver de la démocratie est arrivé. Celle-ci conserve son nom pour un temps. Mais elle a perdu sa substance.

La « gouvernance » préfigure le nouveau régime : un mélange de populisme pour le commun des mortels d'une part, et de gouvernance entre « vrais décideurs » (pas toujours élus politiques mais souvent cooptés et appartenant à d'autres métiers : patrons, financiers, syndicalistes, scientifiques, experts...) pour la gestion des affaires sérieuses, d'autre part. Nous entrons désormais dans la saison hivernale de la démocratie tardive, la saison de ses vieux jours et nul ne veut le voir ni le savoir ! (Guy Hermet).

Rappelant la thèse de *L'Ancien Régime et la Révolution* qu'Alexis de Tocqueville publia en 1856, le professeur Hermet compare ce qui se passe aujourd'hui à ce qui se passait dans les années précédant la Révolution de 1789, celles du crépuscule des vieilles monarchies. Ce crépuscule de l'Ancien Régime annonçait déjà la fin d'un monde. Mais par confort mental, continuant à vaquer à leurs routines sans vouloir imaginer que leurs habitudes déjà très ébranlées allaient être mises sens dessus dessous, les Français et leurs voisins refusaient de voir le cataclysme révolutionnaire en marche : l'ébranlement des valeurs et la transformation en profondeur des idées, des comportements, du monde. Ils touchaient le crépuscule d'un régime et nous faisons de même aujourd'hui. Nous faisons de même à l'approche du séisme politique annoncé.

En dépit de ses heureuses saisons passées, la démocratie est un mode de gouvernement non moins voué à s'effacer devant un Nouveau Régime que les régimes qui l'ont précédée.

Ce qui se dessine est une transformation capitale à l'échelle de l'Europe. Nous touchons au terme d'un « futur ancien régime », voué à céder sa place à un autre univers politique encore dépourvu de nom mais dès maintenant esquissé dans la pratique. Nous sommes à la porte du « Prochain Régime ». (Guy Hermet).

« La disparition de la démocratie »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Guy Hermet, le 22 septembre 2008 à Ath, dans le tome 3 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2009, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2008-2009/> On lira aussi utilement : Guy Hermet, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Armand Colin, 2007.

11. EDUCATION

ÉCOLE, FAMILLE, MÉDIAS

La campagne «L'école en questions», initiée en 2010 par une vingtaine d'associations francophones belges, proclame que notre système scolaire est inefficace, inéquitable, discriminant et dépassé.

- **Inefficace** : 1 élève sur 5 est en retard scolaire en primaire ; 1 élève sur 2 est en retard scolaire en secondaire ; 7 % des élèves sortent du primaire sans le certificat d'étude de base ; 31 % des élèves sortent du secondaire sans diplôme ;
- **Inéquitable** : ce sont les enfants des familles défavorisées qui sont le plus en échec et orientés dans les filières de relégation ;
- **Discriminant** : les jeunes issus de l'immigration sont presque systématiquement orientés vers l'enseignement spécial et professionnel ;
- **Dépassé** : l'idéal fondateur de l'école est essoufflé. Alors que tout change et bouge depuis au moins deux générations : les modèles familiaux, les couples, les jeunes, les technologies, les médias..., l'école, elle, reste figée et s'accroche à d'anciens modèles décalés et obsolètes.

Et l'école ne sait plus à quoi elle sert.

Paroles très dures mais réalistes, qui ne peuvent faire que lever des boucliers.

Avant, l'école était une chance ; aujourd'hui, elle est un droit ! Mais l'ascenseur social est en panne.

La société change et les jeunes changent avec elle. Cette société en mutation exige des savoirs différents, requiert des approches et des méthodes différentes, qui à leur tour demandent de nouveaux profils d'enseignants et une nouvelle vision du métier.

Quand un système d'enseignement est inefficace, inéquitable, discriminant et dépassé – rien que cela ! – quel sens a-t-il encore ?

Pour le pédagogue militant Jacques Liesenborghs, l'éducation en milieu populaire devrait devenir une priorité et il ne cesse de plaider pour une école plus juste et pour des médias plus respectueux de l'intelligence des citoyens.

Lieu de bien de nostalgies et d'espérances déçues, l'école n'en reste pas moins, nous le sentons bien, même défaillante, une institution essentielle pour la formation des jeunes et donc pour la construction de l'avenir.

Ne nous perdons pas entre les anecdotes montées en faits de société et les questions de fond. Ne nous contentons pas d'être des téléspectateurs d'incidents plus ou moins graves, traités rapidement et sans recul et surtout sans référence au projet que nous devrions avoir pour nos écoles.

Trouvons nous une boussole qui nous tiendrait à l'écart des pressions clientélistes, marchandes ou de modes. Avec un seul souci : préparer tous les jeunes à devenir des acteurs lucides, capables de « faire société » demain et de relever les défis planétaires qui les attendent.

Ayons la capacité d'aller au-delà des constats connus de tous et la volonté d'aborder des pistes, une pluralité de pistes. Et Jacques Liesenborghs de proposer des balises pour construire **des écoles « pour tous » et « pour demain »**.

Quels enseignants ? Quelles pratiques ? Quelle citoyenneté ? Comment résister à la marchandisation ? Comment faire reculer les profondes inégalités ? Comment faire de l'école l'affaire de tous ?

Pénuries récurrentes d'enseignants compétents et motivés. Violence de certains jeunes, ennui de la plupart des autres. Mauvais souvenir des grèves et des files à l'heure de l'inscription. Classements internationaux qui nous font douter de la qualité de nos écoles. Valse des ministres de l'éducation : 20 en 30 ans ! Des médias qui parlent rarement éducation et, quand c'est le cas, à travers des anecdotes spectaculaires.

Nous sommes tous inquiets pour l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

L'enjeu est de taille : quelle école voulons-nous pour eux, interroge Monsieur Liesenborghs ? De quels outils ont-ils et auront-ils besoin pour devenir les artisans d'une société où la paix, la justice, l'égalité, le beau, la fraternité ne soient pas laminés par les impératifs d'une croissance aveugle et les lois du profit sans restriction ? Quelles actions devons-nous entreprendre pour éviter que les lois du marché et les pressions à l'utilitaire de court terme ne vident les écoles de tout contenu et de toute valeur humaniste ?

C'est notre affaire à tous, politiques et citoyens, de faire en sorte que ces questions occupent le devant de la scène et que les télévisions, les radios et la presse écrite leur consacrent une place de première importance.

Mais qu'est-ce qu'éduquer ?

Etymologiquement « éduquer » (e-ducere) signifie conduire hors de et donc vers une destination. Ce n'est pas neutre : l'éducateur privilégie toujours un projet. Il n'est pas neutre ... surtout s'il prétend l'être. Mais gare ! Pas de prosélytisme, pas de manipulations des jeunes esprits. Néanmoins, les jeunes attendent des éducateurs qui ont des convictions et respectent profondément celles des autres. (Jacques Liesenborghs).

*« J'aurais voulu qu'on m'apprenne ce que c'est s'indigner, s'insurger, dire non.
 J'aurais voulu qu'on m'apprenne ce que c'est se réunir, prendre parti, défendre des idées.
 J'aurais voulu qu'on m'apprenne quelles actions sont possibles pour changer les choses plutôt que de s'en accommoder.
 J'aurais voulu qu'on me parle joliment de l'être humain.
 J'aurais voulu sentir de la force concentrée partout autour de moi pour qu'on ait le désir de changer les choses ensemble.
 Sans doute que plusieurs d'entre vous me trouvent ridicule.
 Sans doute que certains se disent « Oh, qu'il est mignon ! »
 Ceux-là je les emmerde.
 Je suis l'adolescent et je vous emmerde.
 Parce que vous ne me donnez pas de réponses et que je ne sais où en trouver. »*
 (Extrait de la pièce *Si demain vous déplaît* d'Armel Roussel).

Qui sont les hommes et les femmes qui pourraient nous faire sortir des impasses dans lesquelles nous sommes engagés ? Pour Jacques Attali, la rébellion contre l'inéluctable sera leur règle, l'insolence de l'optimisme sera leur morale, la fraternité leur servira d'ambition.

Eduquer, c'est commencer par poser des questions aux éducateurs :

Aux familles : Quel usage des technologies ? Quelle citoyenneté ? Quel rapport au politique, à la fiscalité, aux lois... ? Quelle consommation ? Quels loisirs ? Quels « modèles » de réussite ?...

A l'école : Quels savoirs « pour demain » et « pour tous » ? (Les programmes actuels et le saucissonnage des matières sont hérités de la Renaissance, conçus pour l'université – 20 % des jeunes – et tout à fait dépassés !) Quelle place pour la créativité ? Quel « vivre ensemble » ? Quelle évaluation ? Quelle ouverture ?...

Aux médias : Quelle vision du monde d'aujourd'hui et de demain : du pain et des jeux, de la politique spectacle, « vos émotions en grand » ? Quel usage des nouvelles technologies ? Au service de tous ? A la portée de tous ? Au service de quel projet de société ?...

« Eduquer pour demain : un défi colossal ! »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Jacques Liesenborgs, le 1^{er} mars 2010 à Ath, sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/> On lira aussi utilement : Jacques Liesenborgs, *Ecoles : notre affaire à tous ! Eduquer pour demain*, Couleur livres, 2008.

12. ENERGIE

PÉTROLE

Si depuis 2005 il n'y a plus grand monde pour dire qu'il n'y a aucun souci avec le pétrole, la question reste cependant sous-estimée. L'ingénieur Jean-Luc Wingert fut un des premiers à proposer de lever le mensonge entretenu si longtemps par le pouvoir économique et politique, en particulier aux Etats-Unis.

Le pic de production de pétrole devrait intervenir dès 2015, suivi par une décroissance (déplétion) que connaîtront également le gaz naturel en 2030 puis le charbon et l'uranium en 2050. Malgré ce que prétendent les gouvernements et l'OPEP – un tiers des réserves déclarées par l'OPEP n'existent pas – les prémices du déclin ont commencé. (Jean-Luc Wingert).

Alors que les quantités mondiales de pétrole consommées sont de plus en plus importantes, celles qui sont découvertes le sont de moins en moins : actuellement, nous découvrons chaque année deux à trois fois moins de pétrole que nous en consommons ! Cette tendance ne peut se prolonger indéfiniment... Et si le pétrole a déjà connu plusieurs crises, il semble que celle qui nous attend soit d'une ampleur inédite.

« Cette inéluctable révolution énergétique est un événement capital. Qui contrôle l'énergie détient le pouvoir. La bataille promet d'être rude au fur et à mesure que les hydrocarbures se feront rares. C'est d'ailleurs dans l'optique de la déplétion que l'auteur interprète la deuxième guerre d'Irak : le pétrole devient plus précieux, les Etats-Unis ont décidé de mettre la main sur les gisements irakiens. Une façon de reculer pour mieux sauter. Car il faudra bien penser à moins consommer et à transformer nos modes de vie. C'est donc à une véritable révolution de notre économie qu'il faut se préparer. » (Régis Genté).

Comment et avec quelles énergies alternatives appréhender, anticiper et vivre cet « après-pétrole » ?

Nous allons vers un changement radical de perspective, nous dit Monsieur Wingert. Nous étions dans une perspective d'énergie disponible de manière croissante et nous passerons dans une perspective où l'énergie sera disponible de manière décroissante. Ce qui veut dire qu'il faudra que l'on intègre dans nos raisonnements qu'on a atteint une limite. Ce sera la première fois que l'on va

atteindre une limite des ressources naturelles de la terre ! On a atteint une limite et il faudra désormais vivre avec ! Il y a par conséquent un tas de solutions qu'il faudra oublier et l'on pourra notamment se poser la question pour les délocalisations, dévoreuses de carburant.

Si on est sur une courbe de moins 2 % par an, cela signifie qu'en cinq ans on perdra 10 % du pétrole mondial. On les enlève où ? Au début, on va réussir à faire des économies et puis, au bout d'un moment, il vaudra réduire pas mal les transports. Parce qu'une fois les cinq premières années passées, s'ajouteront encore les 10 % des cinq années suivantes. Ceci est une perspective nouvelle dans l'histoire de l'humanité.

Faute de consensus, dit toujours Jean-Luc Wingert, parce qu'il y a notamment des inconnues sur les chiffres, l'Agence internationale de l'énergie n'annonce pas trop la couleur, elle ne sait pas comment l'annoncer, elle a peur. Que fera-t-elle ? Elle ne le sait pas. Etant dans une économie libérale, on laisse faire et on se prive ainsi d'un certain nombre de leviers qui nous auraient permis de rectifier le tir.

Nous avons optimisé notre société avec une énergie bon marché. Aujourd'hui, avec le changement de perspective, cela risque d'être difficile de changer la donne, il va falloir un peu d'imagination.

Si nous avons des véhicules individuels et des pavillons individuels, c'est parce que nous avons du pétrole abondant et bon marché. La manière dont les choses sont organisées tient compte de l'énergie disponible. Comment ferons-nous demain avec un pétrole rare ? Nous avons intérêt à nous y préparer et à cesser de camoufler la vérité.

La transition sera un énorme chantier à financer, qui nécessitera un certain nombre de solidarités pour les foyers les plus démunis qui vont être étranglés par la hausse du prix du fuel et du carburant. Il faudra qu'ils investissent dans l'isolation et dans un véhicule qui consomme moins (pour tous, ce qui consomme le moins, c'est le vélo ; l'avion, c'est ce qu'il y a de pire). Il y aura des perspectives de relance économique, peut-être un plan Marshall de l'énergie, mais il y aura aussi un besoin de solidarité. Tout cela change pas mal la perspective d'évolution mondiale.

« La vie après le pétrole »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Jean-Luc Wingert, le 9 octobre 2006 à Ath, dans le tome 1 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2007, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2006-2007/> On lira aussi utilement : Jean-Luc Wingert, *La vie après le pétrole*, Autrement, 2005.

13. EMPLOI

CHÔMAGE ET PROTECTION SOCIALE

Des gens se tuent au travail, en deviennent malades, en détruisent leur équilibre de vie jusqu'à se suicider, tandis que le chômage devait atteindre en Belgique un pic historique de 750.000 chômeurs en 2010, soit 10 fois plus qu'au début des années 1970 !

Le chômage est devenu structurel et tendanciellement croissant depuis la fin des années 70. Comment une société peut-elle fonctionner quand il n'y a plus assez d'emplois pour tout le monde ? (Institut pour un développement durable).

Emploi et chômage, restructurations et délocalisations, vieillissement et retraites, immigration et intégration... Bien que nous soyons un des pays à avoir le plus de millionnaires au kilomètre carré et qu'après le vilain choc financier de fin 2008 les banques et les bourses soient reparties de plus belle, les travailleurs sont devenus trop chers nous disent les grands prêtres du retour sur investissement. Les chômeurs trop jeunes et trop nombreux – enragés et désespérés – nous ruinent. Le papy boom est ingérable : nous ne pourrions plus continuer à payer les pensions comme nous le faisons. Les aînés devront travailler plus longtemps tandis que le chômage des autres ira progressant... !

Il faut aller à l'école jusqu'à 20 ans pour se retrouver ensuite au chômage ! Seuls les plus doués, les plus courageux ou, plus prosaïquement, les plus chanceux trouveront un emploi. Qu'on ne s'étonne plus dès lors des problèmes d'insécurité rencontrés dans nos sociétés.

Il faut dégraisser le personnel et diminuer les salaires ; se tuer à la tâche ; restructurer et délocaliser ; utiliser les plombiers polonais et développer le dumping social ; faire croître le taux de profit !

Et tout se poursuit comme si de presque rien n'était : on continue à minimiser la crise.

Postposer les choix les plus difficiles. Jusqu'où et jusque quand ?

Pour le professeur Matéo Alaluf, la période précédant 1974 est une période de réformes sociales très importantes durant laquelle la société s'est profondément métamorphosée, notamment par le mouvement social qui a transformé le contenu et le sens du travail. Elle s'est métamorphosée par le droit politique, le

suffrage universel et par les droits sociaux. La manière que nos sociétés ont eue d'institutionnaliser une partie de l'activité économique (tout ce qui tourne autour du salaire), en faisant en sorte qu'elle échappe au marché tout favorisant les conditions du marché, a permis au système capitaliste de se développer d'une façon certes conflictuelle mais d'une manière plus ou moins ordonnée. Pendant cette longue période, les conditions de travail se sont très considérablement améliorées et les conditions de vie des personnes également.

Selon Monsieur Alaluf, nous assistons depuis 1974 à la privatisation de l'emploi et de la protection sociale et en arrivons progressivement à sa remarkandisation. On remet en question les processus de négociations collectives au profit de l'individualisation des salaires et de la négociation individuelle. On veut de plus en plus marchandiser cette sphère de la société (l'emploi et les droits sociaux) qui jusque-là avait échappé au marché.

« *Réalisez vos projets, payez plus tard !* », proclame la publicité d'une banque. Oui, mais quand la main d'œuvre humaine est devenue une marchandise et quand les travailleurs sont devenus de simples indicateurs économiques, la facture sera salée et lourdement payée (plus tard) par les générations montantes.

Les questions liées à la protection sociale et à l'emploi se trouvent au centre des antagonismes et des conflits qui traversent les sociétés modernes.

Les licenciements collectifs et les fermetures d'entreprise qui se multiplient et se systématisent deviennent un souci permanent pour les Etats qui se révèlent relativement impuissants à agir sur les causes.

L'un des phénomènes les plus visibles de la globalisation sociale est celui des migrations. (Mateo Alaluf).

La mondialisation des échanges a mis en concurrence les Etats, les territoires et les modèles sociaux. L'ouverture de la Chine au marché mondial a transformé non seulement les flux économiques mais aussi les équilibres géopolitiques antérieurs ainsi que nos représentations du monde.

Derrière la diversité des systèmes d'emploi et de protection sociale européens, des formes de transition vers une économie de marché en Europe de l'Est et la réforme chinoise qui se présente comme une ouverture brusque au marché, se dégage une interrogation commune sur les formes de la mondialisation.

Dans cette perspective, la présentation de la réforme chinoise comme ouverture au capitalisme apporte un éclairage inédit. Cette réforme a contribué à une marchandisation de l'emploi et, par conséquent, à une transformation des condi-

tions de vie et de travail de la quasi-totalité de la population. L'Etat a néanmoins rapidement joué son rôle tout à la fois de « maintien de l'ordre » et de « protecteur » de la société. La Chine nous révèle ainsi comme par un effet de miroir les débats européens concernant l'emploi et le chômage, les restructurations et les délocalisations, le vieillissement et les retraites, l'immigration et l'intégration.

« Le puritanisme sera-t-il l'avenir du travail ? »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Mateo Alaluf, le 8 février 2010 à Ath, sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/> On lira aussi utilement : Mateo Alaluf et Estelle Krzeslo, *Regards croisés sur la mondialisation. Protection sociale et emploi en Europe et en Chine*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2005.

14. ETATS-UNIS

OBAMA, SHÉRIF

Inconnu de la moitié du peuple américain et de la majorité des citoyens du monde deux ans auparavant, Barack Obama fut investi 44^e président des Etats-Unis le 20 janvier 2009. Dominant la sphère publique, la quasi-totalité des sondages et des médias du monde désignaient le premier locataire afro-américain de la Maison Blanche comme la personnalité la plus influente de la planète.

Souvent observée avec fascination dans le monde, c'est une élection présidentielle historique que les Etats-Unis d'Amérique vécurent en 2008.

Barack Obama était-il donc devenu le maître du monde ? Rendra-t-il sa vigueur à l'empire qu'il préside et qui mène le monde ou ne parviendrait-il qu'à ralentir son déclin en ne redorant que superficiellement son image ?

Les écueils étaient et restent nombreux.

A l'intérieur d'abord. Déficit budgétaire croissant et donc marge de manœuvre limitée, endettement abyssal, crise financière, croissance importante du chômage, risque de récession économique, clivage racial Noirs-Latinos-Blancs persistant, constance d'un fort courant ultrareligieux extrémiste de droite, inexpérience du nouveau président.

A l'extérieur ensuite ? Guerres en Irak et en Afghanistan et bases militaires US ceinturant le monde. Volonté de certains pays de s'exprimer désormais haut et fort sur la scène internationale (les mouvements de menton de la Maison Blanche n'effraient plus un certain nombre de nations). Emergence d'un monde multipolaire où le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine tiendront un rôle important. Guerre contre le terrorisme. Prolifération nucléaire. Changements climatiques de la planète. Approvisionnement énergétique. Perte de confiance dans les USA et déficit de crédibilité internationale. Situation au Proche-Orient. Pauvreté croissante un peu partout sur le globe. Détestation voire haine que vouent certains peuples et nations aux Etats-Unis.

Après les huit années sombres de présidence de George W. Bush, l'Amérique et le monde attend(ai)ent d'Obama et de sa nouvelle équipe un assainissement financier, une relance économique, un désengagement militaire, des mesures de protection environnementale, un nouvel ordre mondial, la restauration du

rêve américain, une Amérique modérée, tolérante et ouverte, solidaire des autres nations... N'est-ce pas beaucoup pour une seule équipe ou pour un pays qui a perdu de sa superbe ?

Les enjeux de la dernière élection présidentielle américaine dépassaient largement les seuls Etats-Unis et englobaient l'état du monde à venir. Quelles seront les conséquences économiques, politiques, militaires et environnementales après la course électorale américaine de novembre 2008 ? Quel est l'héritage de George Bush ? Une nouvelle ère politique s'ouvre-t-elle avec Barack Obama ? Les Etats-Unis garderont-ils leur place de première puissance universelle et de superpuissance du système financier mondial ?

L'empire américain a-t-il dépassé son apogée historique, peut-il encore marcher en tête des nations ou le temps de son hégémonie inaugurée avec la seconde guerre mondiale est-il condamné ?

Quelles étaient et seront les répercussions et enjeux mondiaux sous la présidence d'Obama ? Quel rôle actuel et futur les Etats-Unis tiendront-ils désormais dans le monde ?

Selon ses propres dires, le 44^e président des Etats-Unis entend jouer le rôle de shérif du monde. Le président des Etats-Unis est là pour défendre les intérêts américains. Première méprise mais sur laquelle il n'y a pas d'équivoque : vous ne pouvez pas le transformer en un secrétaire général d'ONG, en un secrétaire général de l'ONU ou en un que sais-je encore. (Guy Spitaels). Les Etats, qu'ils soient démocratiques ou non, se définissent par rapport à leurs intérêts. (Gérard Chaliand).

Si la crise économique occupe le centre des préoccupations actuelles, les enjeux géopolitiques n'en demeurent pas moins. Le programme nucléaire iranien se poursuit allègrement, l'Irak n'est apaisé qu'en apparence et le binôme Afghanistan-Pakistan se révèle plus inquiétant que jamais. Or, ce *Grand Moyen-Orient*, dont on n'oubliera pas le conflit israélo-palestinien, reviendra nécessairement en force. De plus, la Russie a retrouvé ses couleurs d'antan tandis que la Chine multiplie ses succès.

Face à ces défis, le président Obama, sous l'emprise d'intérêts privés et publics qui l'entourent, saura, convaincu du destin exceptionnel des Etats-Unis et hostile donc à la multipolarité, intervenir en guerrier. À l'instar de tous ses prédécesseurs.

Nous aboutirons à ce qu'on peut appeler un « quasi statu quo hégémonique » avec à la tête de la première puissance mondiale un président « exceptionnaliste et guerrier ». Avec pour incise

que « en tant que stratégie indirecte et technique du faible contre le fort, les guerres irrégulières – guérillas et terrorismes – joueront, dans l'avenir, un rôle majeur ». Les guerres irrégulières et asymétriques font désormais partie de l'actualité et les Etats-Unis, ce shérif du monde, et le président Obama auront, d'une manière ou d'une autre, à y intervenir.

Les géopolitologues et professeurs, Gérard Chaliand et Guy Spitaels, livrent dans ce quatorzième repère une analyse à deux voix des grands enjeux de la politique internationale des Etats-Unis, des grands problèmes de politique étrangère auxquels est confronté le président des Etats-Unis (*Grand Moyen-Orient*, Chine, Russie, Corée du Nord, Amérique latine, OTAN, etc.), de la personnalité et des choix probables du président Obama, des guerres irrégulières d'Irak, d'Afghanistan et d'Israël-Palestine, ainsi que du début de la fin de la longue hégémonie de l'Occident.

Le vingtième siècle était américain, le vingt-et-unième sera asiatique ! Le monde a été bipolaire USA-URSS durant plusieurs décennies, et unipolaire pendant une bonne dizaine d'années, de 1989 à 2001. Désormais, il sera apolaire ou multipolaire. Pas nécessairement anti-américain, mais a-américain. (Guy Spitaels).

« Le rôle futur des Etats-Unis dans le monde au lendemain des élections législatives »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Gérard Chaliand et Guy Spitaels, le 26 janvier 2009 à Ath, dans le tome 3 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2009, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2008-2009/> On lira aussi utilement : Guy Spitaels, *Obama Président. La méprise*, Luc Pire, 2008, ainsi que : Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières XX^e-XXI^e siècle*, Gallimard, 2008, et enfin : Gérard Chaliand, *Le nouvel art de la guerre*, L'Archipel, 2008.

15. GAÏA

CATASTROPHE ET BARBARIE

« Dans les années 1970, le géophysicien James Lovelock a imaginé, avec la microbiologiste Lynn Margulis, le concept de Gaïa, vulgarisé par leur ouvrage *Gaïa : a New Look at Life on Earth*, ultérieurement traduit en français sous le titre *La Terre est un être vivant* (1979). Selon cette théorie, la biosphère est capable de réagir à des modifications cosmologiques afin de maintenir, dans ses divers compartiments, des conditions favorables à la vie (...) [Cependant,] l'humanité actuelle, par suite de sa prolifération incontrôlée et par le développement incessant de technologies mal maîtrisées, porte atteinte aux grands équilibres de la biosphère. Des phénomènes tels que les changements climatiques globaux ou encore la destruction partielle de la couche d'ozone représentent, parmi d'autres, les signes prémonitoires d'une catastrophe écologique globale contre laquelle une course de vitesse doit désormais être engagée. »²¹

Crise économique, sociale, sanitaire, climatique, alimentaire... nous avons changé d'époque, nous sommes entrés dans le temps des catastrophes, marqué par un sentiment collectif diffus de désarroi et d'impuissance. (Isabelle Stengers).

L'éventualité d'un bouleversement global du climat s'impose désormais. Pollution, empoisonnement par les pesticides, épuisement des ressources, baisse des nappes phréatiques, inégalités sociales croissantes ne sont plus des problèmes pouvant être traités de manière isolée. Le réchauffement climatique a des effets en cascade sur les êtres vivants, les océans, l'atmosphère, les sols.

Nos dirigeants sont totalement incapables de prendre acte de la situation. Guerre économique oblige : pour eux, notre mode de croissance actuel, irresponsable, voire criminel, doit être maintenu coûte que coûte.

Au bord d'une rivière, un scorpion demande à une grenouille la permission de monter sur son dos pour traverser la rivière. La grenouille lui répond : « *Ca ne va pas ? Tu piques ! Tu vas me tuer !* » Mais le scorpion rétorque : « *Est-ce que je te tuerai ? Je vais dépendre de toi. Si je te tue, on meurt tous les deux.* » Alors la grenouille, bonne fille, dit : « *Bon, d'accord.* » Et puis, au milieu de la rivière, arrive ce qui devait arriver : tac ! Le scorpion pique. La grenouille, paralysée dans son dernier hoquet, dit : « *Mais pourquoi ?* » Et le scorpion qui est en train de se noyer de son côté répond : « *Je n'ai pas pu résister, c'est dans ma nature.* »

²¹ François Ramade, *Biosphère*, Encyclopædia Universalis, 2010.

C'est dans la nature du capitalisme, ce n'est ni bon ni mauvais, le capitalisme n'est simplement pas équipé pour pouvoir résister à la tentation de transformer une situation en source de profit. Le capitalisme est une affaire de logique. Les patrons qui y sont rétifs seront éliminés aussi vite que les ouvriers sont éliminés des entreprises. Il faut penser le capitalisme comme une logique qui s'en fiche, qui n'est pas équipée pour se poser ce genre de problème. (Isabelle Stengers).

Ce n'est pas pour rien que la catastrophe de La Nouvelle-Orléans a frappé les esprits : la réponse qui lui a été apportée – l'abandon des pauvres tandis que les riches se mettaient à l'abri – apparaît comme un symbole de la barbarie qui vient, celle d'une Nouvelle-Orléans à l'échelle planétaire.

Selon l'hypothèse Gaïa, la Terre est un organisme et nous en faisons partie, il n'y a donc pas lieu d'opposer humain et nature.

La Terre est plus puissante que nous ; elle n'est pas ce que nous avons à protéger. Elle est ce que nous pouvions ignorer parce qu'elle était plus ou moins stable, mais qui s'impose désormais comme quelque chose dont nous avons à tenir le plus grand compte.

Mais comment agir puisque dénoncer n'est pas suffisant ?

L'« écologie environnementale » devrait être pensée d'un seul tenant avec l'écologie sociale et l'écologie mentale, disait Félix Guattari. Nous avons affaire à un triple ravage qu'on peut dire « écologique » parce qu'il s'agit chaque fois de relations. Il y a l'environnement, évidemment, mais il y a aussi les mentalités individuelles, ce dont ce monde nous rend capable et surtout incapable de faire, et il y a aussi les productions collectives de subjectivité, c'est-à-dire les mouvements sociaux, syndicaux, etc. Tout cela est ravagé en même temps et corrélativement.

Pour Madame Stengers il s'agit d'apprendre, et cela à toute échelle, à briser le sentiment d'impuissance qui nous menace, d'expérimenter ce que demande la capacité de résister aux expropriations et aux destructions du capitalisme. La philosophe se sert d'une multitude d'exemples pour construire cette alternative possible basée sur la prise de conscience de chacun, aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine de l'écologie : des inventeurs de logiciels libres aux jurys citoyens, montrant comment on peut résister aux expropriations et aux destructions du capitalisme, qui sapent la possibilité d'expériences collectives et annoncent la barbarie. Les temps de la lutte et de la création doivent apprendre à se conjuguer.

La philosophe Isabelle Stengers n'a cessé d'interroger les discours dominants des sciences et de leurs experts face à d'autres savoirs, plus minoritaires, ceux des usagers ou des militants.

En ces temps où les alarmes sont tirées dans de nombreux domaines, où nous paraissions désemparés par rapport aux événements et aux décisions politiques et économiques, Isabelle Stengers explique que nous pouvons agir et faire changer les choses. Elle propose une manière de réfléchir aux nouvelles questions pour se forger une opinion sur un avenir rempli d'incertitudes mais aussi d'espoirs.

L'un des grands enjeux ce sont les dynamiques de création d'intelligence collective par lesquelles des gens deviennent capables de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent, se réapproprient les problèmes qui les concernent, dont ils ont été brimés et à propos desquels on leur dit : ne faites pas attention, cela ne vous regarde pas même si cela vous concerne ; de se les réapproprier et de retrouver ensemble la capacité et l'appétit de vivre et de penser. (Isabelle Stengers).

Nous ne savons pas ce que sera le monde dans vingt ans, mais c'est aujourd'hui, dans la décennie qui vient, qu'il va s'agir d'apprendre à penser dans les termes que demande cet avenir. Après, nous devons subir les questions de nos enfants : qu'avez-vous fait au début du 21^e siècle, quand vous saviez tout et que pourtant tout continuait comme si de rien n'était ? Cela fait des années maintenant que notre développement n'est pas durable, qu'il est destructeur, qu'il épuise et qu'il empoisonne.

**« L'intrusion de Gaïa. Au temps des catastrophes,
résister à la barbarie qui vient »**

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Isabelle Stengers, le 26 octobre 2009 à Ath, sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/> On lira aussi utilement : Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes, résister à la barbarie qui vient*, La Découverte, collection Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, 2009.

16. HUMANITÉ

RENCONTRE DE L'AUTRE

Oui, l'effectif des hommes a été multiplié, oui le pouvoir que les hommes se sont donné a été multiplié par des coefficients extraordinaires. Pratiquement, nous pouvons faire ce que nous voulons et pourtant nous avons l'impression que tout va mal. Effectivement, des changements ont été réalisés, à la fois dans l'effectif et dans les pouvoirs des hommes, mais il y a un changement beaucoup plus profond et dont on ne parle jamais, c'est le changement des concepts qui nous permettent de regarder le monde autour de nous. Ce qui nous permet d'agir, ce sont des concepts adaptés. (Albert Jacquard).

Le professeur Albert Jacquard cherche à diffuser une pensée humaniste moderne pour faire évoluer la conscience collective. Pour lui, l'enjeu majeur du 21^e siècle et le véritable moteur du changement est davantage l'éducation que la finance. Le professeur dénonce les méfaits du capitalisme et soulève les problèmes de la société moderne : pollution, gaspillage, insuffisance ou insalubrité des logements, nécessité d'un partage des ressources...

L'humanité subit actuellement une bifurcation radicale. Responsable politique ou homme de la rue, chacun a conscience d'être emporté dans un tourbillon qui peut nous conduire au pire. C'est la survie même de notre espèce qui est en jeu. Elle peut disparaître brutalement dans un accident nucléaire ; elle peut se laisser sournoisement détruire par son incapacité à reconnaître les obstacles. Il est temps de repenser les conditions de cette survie. Toutes les leçons du passé doivent être réinterprétées ; ce qui était évidence est devenu erreur.

La direction actuelle adoptée par l'humanité ne peut que conduire à une catastrophe. La destruction des richesses de la planète est toujours plus rapide ; la dégradation de son climat s'accroît ; les espoirs en une humanité plus fraternelle se heurtent à un scepticisme généralisé. Mais faut-il pour autant s'abandonner à un pessimisme ravageur ou proposer, malgré tout, de nouvelles directions ? (Albert Jacquard).

La réponse est évidente : la soumission à une prétendue fatalité serait un crime ! Les contraintes que nous impose la nature sont maintenant bien connues ; elles sont parfois rudes mais elles nous laissent un large espace de liberté. Dans cet

espace, ce que nous réaliserons ne dépend que de nous. Nous avons le droit, nous avons le devoir, de décrire et de commencer à préparer la Cité idéale !

L'être humain a gagné la course à la complexité, ce qui lui permet d'avoir une activité intellectuelle tout à fait extraordinaire : il est capable de grandir, de comprendre, de s'interroger... Il est intelligent ! Mais cela ne suffit pas. Il se trouve qu'il peut faire mieux.

Chacun de nous est un objet fait par la nature mais il devient peu à peu une personne faite par son aventure, rappelle le généticien Jacquard. Cette aventure est essentiellement une série de rencontres. C'est parce que je rencontre les autres que je deviens moi. Nous avons, à partir de cette définition de l'être humain, un projet évident de construction d'une société.

A quoi sert une société, demande le professeur Albert Jacquard ? Cela sert à organiser les rencontres. Un point, c'est tout. Oh ! cela sert aussi à fabriquer des objets, à vivre ensemble pour inventer ceci ou cela... Nous faisons une quantité de belles choses ou de moins belles choses mais l'essentiel de ce qui se passe dans l'histoire d'un être humain, ce sont les rencontres qu'il fait. Ce que je suis est le résultat des rencontres que j'ai eu la chance de faire, et quelques fois la malchance, bien sûr. En tout cas, à chaque fois, il a bien fallu que je prenne chez l'autre toute la matière première qui m'a permis de me construire, moi. Pour définir un homme, un être humain, il ne suffit pas de le regarder, isolé, il faut le regarder en situation de liaison avec les autres.

Avec cette définition, Albert Jacquard stipule que la société rêvée est celle qui permet des rencontres et que l'idéal c'est de permettre des rencontres qui soient les plus fécondes possibles, et pour cela il faut lutter contre tout ce qui s'oppose à la rencontre.

Convaincu que nous allons vers un monde où le travail-aliénation peut disparaître, Albert Jacquard développe l'idée d'une « Cité où tout serait école », où l'on ne parlerait plus du déficit de la Sécurité sociale parce que les soins seraient intégrés au budget de l'Etat au même titre que l'Education ou la Défense, où l'accumulation des richesses céderait le pas à l'organisation des rencontres, où la technique cesserait d'être conçue pour asservir, etc. Utopie ? Bien sûr mais raisonnable, faute de quoi le pire est certain !

« Remettre en chantier le monde des humains »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Albert Jacquard, le 12 février 2007 à Ath, dans le tome 1 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2007, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2006-2007/> On lira aussi utilement : Albert Jacquard, *Mon utopie*, Stock, 2006.

17. MÉDIAS

ET DÉMOCRATIE

Les médias et la démocratie forment-ils désormais un couple infernal, se demande le journaliste Hugues Le Paige, ajoutant aussitôt qu'il est étrange de poser la question quand on sait que les médias et leur liberté sont des éléments fondamentaux et même constitutifs de la démocratie ou lorsque l'on se souvient que le premier geste des dictatures est de museler la presse, que le premier acte des factieux est d'envahir les studios de radio et de télévision.

Et pourtant la question doit être posée.

De dérives en dérapages depuis plus d'un quart de siècle, on assiste à une évolution inquiétante des médias et de la télévision en particulier puisque c'est elle qui donne le ton. Surenchère, instantanéité, absence de recul, sensationnalisme : la concurrence et le marché ont imposé leur marque et leur marche.

Que reste-t-il de la liberté des médias et des journalistes ? Que reste-t-il de la liberté des citoyens face à cette évolution des médias ? L'évolution actuelle est-elle inéluctable et même irréversible ? Faut-il encore croire aux médias ou sont-ils désormais l'ennemi de la démocratie ? Qui servent-ils : les gens ou les puissants ? De quels maux souffrent-ils vraiment ? Peut-on encore les en guérir ?

Les conflits interethniques et internationaux, le terrorisme et la lutte antiterroriste, la torture sont profondément marqués et alimentés par l'image de l'Autre. L'information et en premier lieu la télévision y occupent une place essentielle. Cette télévision qui, selon Dominique Wolton, était productrice de « lien social », est-elle devenue l'instrument du « choc des civilisations » ?

Nous vivons en tout cas quelques paradoxes qui peuvent avoir des conséquences dramatiques : la mondialisation et la technologie offrent plus d'informations et provoquent moins de compréhension. Il y a désormais moins de distance géographique mais plus de distance culturelle ; de même que trop d'information tue l'information. Le regard sur l'Autre est caricatural. La pression de la concurrence dénature le sens même d'une information désormais marchandisée. Comment concilier l'indispensable revendication identitaire et la cohabitation culturelle ? Comment préserver le sens face au spectacle ? Comment la télévision publique peut-elle concilier la recherche d'une indispensable audience et la

préservation de son identité et de sa différence ? Comment peut-elle encore faire œuvre de civilisation ?

Parmi les sujets que le journaliste Hugues Le Paige soumet à notre réflexion figurent notamment ceux-ci, résumés en quelques phrases simples : La concurrence et la surenchère dénaturent l'information citoyenne... La télévision donne le ton à la presse écrite... La télévision privée donne le ton à la télévision de service public... Susciter une demande pour la médiocrité afin de la satisfaire ensuite... Une télévision d'information qui respecte l'intelligence de son public... La spectacularisation de l'information travestit l'information... « Faitdiversification », « scénarisation », « feuilletonisation » et « peopelisation » font le lit de l'extrême droite... L'instantanéité et la rapidité créent l'oubli et la superficialité... Le bouleversement de la hiérarchisation de l'information... S'en référer aux critères du service public ou à ceux de la concurrence ?... Le manque de contre-champ empêche de donner sens... L'indispensable éducation aux médias... La vérité a besoin de secrets...

« Une société pourrit d'un excès d'ombre, une société peut pourrir aussi d'une surexposition, de rage panoptique. C'est le péril où conduit un journalisme qui prétend se substituer à la police et à la justice et qui, de ses proies, fait un spectacle. Un monde se définit par la qualité de secrets qu'il est capable de préserver sans porter atteinte à la liberté. » (Jean Lacouture).

Ainsi s'exprime donc Jean Lacouture, allant résolument à contre-courant des pratiques journalistiques ou éditoriales dominantes.

Dans un dialogue entamé avec Hugues Le Paige, Jean Lacouture interroge le concept même de vérité, en mettant en cause un certain journalisme d'inquisition. Il refuse tout net le « tout dire, tout de suite, tout le temps » qui est aujourd'hui la règle commune de l'information, qui finit par oublier sa fonction de médiation.

« On ne prétend pas jouer les redresseurs de torts. Seulement mettre en garde contre un système en pleine croissance qui, sous couleur de veiller à la protection de la vertu et de la vérité, instaure un nouveau type de police. Universelle, omniprésente. Omnisciente. L'œil énorme, innombrable, implacable, qui vous regarde, nu. » (Jean Lacouture).

Nous ne retrouverons une télévision qui nous offre une information digne de ce nom et qui nous respecte en tant que citoyen que si nous défendons et retrouvons une télévision de service public qui soit préservée dans ses droits, dans ses prérogatives et dans le service qu'elle rend aux citoyens.

« Médias et démocratie »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Hugues Le Paige, le 20 novembre 2006 à Ath, dans le tome 1 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2007, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2006-2007/> On lira aussi utilement : Dominique Wolton et Hugues Le Paige, *Télévision et civilisations*, Labor, 2004, ainsi que : Jean Lacouture et Hugues Le Paige, *Eloge du secret*, Labor, 2005

18. SANTÉ

POLLUTION

Nous n'avons rien de radicalement nouveau à apporter par rapport à ce qu'Hippocrate, cinq siècles avant Jésus-Christ, a écrit dans son fameux traité *Des airs, des eaux et des lieux*. Il y a deux mille cinq cents ans, Hippocrate avait compris que notre état de santé était tributaire de notre alimentation qui elle-même était assujettie à la qualité des eaux et des sols. Tout se tient. Nous sommes situés en fin de chaîne alimentaire et sommes, au sein de l'évolution, l'espèce qui est la plus complexe et la plus évoluée. (Dominique Belpomme).

Pour le médecin Dominique Belpomme, il y a deux méthodes pour faire le lien entre la santé et l'environnement. La première est celle des médecins. On part des maladies pour remonter aux causes environnementales. La seconde, qui n'est pas celle des médecins mais celle des écologistes, scientifiques, géologues, biologistes, physiciens, chimistes, part de l'environnement, avec toutes ses composantes physiques, chimiques, géologiques... et remonte aux maladies. Les deux démarches sont différentes : l'une part des maladies pour remonter à l'environnement, c'est la santé environnementale, une démarche qui existait déjà du temps d'Hippocrate, qui n'est donc plus à créer mais qui est à renforcer; l'autre part de l'environnement pour remonter aux maladies, c'est l'écologie sanitaire, une discipline à créer.

Le professeur Belpomme est de ceux qui s'emploient à proposer un nouveau paradigme médico-scientifique (c'est-à-dire un nouveau cadre de pensée liant causalement la survenue des maladies environnementales aux modifications de l'environnement).

Il ne faut pas être le médecin ou le biologiste qu'il est pour être d'accord avec lui quand il prétend que les pollutions physico-chimiques et biologiques induisent, pour tout ou partie, directement ou indirectement, de nouvelles maladies et qu'elles en aggravent d'autres.

Tout comme nous ne pouvons qu'adhérer à son propos quand il dit que notre civilisation est parvenue à un point critique. Que les maladies, la pauvreté et la violence sont globalement la rançon de la perte des valeurs morales, du non-respect du droit et d'un système économique basé sur un libéralisme aveugle, qui n'est plus au service de l'homme mais qui a mis l'homme à son service et qui, par conséquent, l'avilit.

Pour le professeur Belpomme, notre monde, où les valeurs sont perdues, est devenu un monde de marchandisation. Nous marchandisons le vivant. Un monde d'inculture, de non-respect du passé, avec les valeurs spéculatives à court terme : financières, économiques ou autres. L'économie a pris le pas sur la morale et sur l'homme. C'est ce monde-là qui va nous perdre si nous ne rétablissons pas les valeurs morales qui sont essentielles à la survie de l'humanité.

Les clignotants scientifiques sont au rouge et tout laisse penser que nous sommes à la veille d'une crise économique, sociale et culturelle inédite et d'envergure planétaire. La surconsommation nous y conduit tout droit.

Si nous continuons à utiliser comme nous le faisons les ressources non-renouvelables de la terre, à en épuiser la biomasse, à consommer le capital naturel qui nous est indispensable pour vivre, c'est une deuxième, voire une troisième planète qu'il nous faudrait pour 2050 ! Or, cela est rigoureusement impossible. La rupture qui s'annonce est donc inéluctable.

Face aux maux dont souffre notre monde : la pollution de l'environnement, la surconsommation, le capitalisme sauvage, le vide de l'Europe, le réchauffement de la planète, l'effet de serre, l'instabilité climatique, la pauvreté dans le monde, la perte de valeurs... Dominique Belpomme nous met sévèrement en garde : polluer est devenu aujourd'hui un crime contre l'humanité !

Cancers, malformations congénitales, stérilités, allergies, maladies dégénératives du système nerveux, sida, chikungunya, grippe aviaire, certains cancers... sont, directement ou indirectement, consécutifs à la dégradation de l'environnement. Les maladies que l'on a aujourd'hui, sont liées à la pollution d'il y a vingt ans. Nos enfants et ceux qui doivent encore naître sont en danger si nous continuons à polluer l'environnement et à détruire la terre comme nous le faisons ! Il y a toujours une période de décalage entre ce qui arrive au niveau de la santé et les causes. L'environnement d'hier et les conséquences sur notre santé constituent une véritable bombe sanitaire à retardement.

Le message est clair : *« Inéluctablement nous allons au-devant d'une crise socioéconomique et sanitaire grave, d'envergure civilisationnelle et planétaire, et qui touchera d'abord (...) le monde occidental. Il ne s'agit pas ici d'alarmisme, mais d'un avertissement solennel de la communauté scientifique. »*

Quand on est déconnecté de son environnement, c'est la psychose. Nous sommes en état de psychose. Qu'est-ce qu'un fou ? C'est quelqu'un qui n'a plus la notion de l'environnement, qui fait des gestes inconsidérés, qui est capable de tuer, de faire pipi au milieu de la rue, qui est incohérent, qui se fout de

l'environnement, qui vit dans sa bulle... Eh bien, dit Monsieur Belpomme, la société est devenue folle !

L'homme n'en sortira que le jour où il cessera de polluer et de se suicider, où il se battra enfin pour la préservation de son environnement, donc de sa santé. La science résoudra tout cela ? Eh bien, non ! Car la science a ses limites. Jouer une mélodie juste sur un piano désaccordé est rigoureusement impossible.

Soit nous disparaissions (de toute façon, nous disparaîtrons), soit nous disparaissions rapidement, soit nous essayons de retrouver une alliance avec la nature, et donc nous survivrons encore quelques siècles, en espérant que ces siècles seront des millénaires.

L'espoir ne viendra pas des hommes, dit le docteur Belpomme, il ne peut venir que de la nature elle-même, qui va reprendre ses droits.

**« L'environnement de demain et les conséquences
sur notre santé »**

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par Dominique Belpomme, le 3 décembre 2007 à Ath, dans le tome 2 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2008, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2007-2008/> On lira aussi utilement : Dominique Belpomme, *Avant qu'il ne soit trop tard*, Fayard, 2007, ainsi que : Dominique Belpomme, *Guérir du cancer ou s'en protéger* Fayard, 2005.

19. VALEURS ET IDÉAUX

Sagesse, sens de la vie, valeurs et idéaux... autant d'aspects essentiels du devenir de l'humanité.

Pour Henri Mendras, « *impliquant transcendance et supériorité, une valeur s'impose à l'individu comme une évidence et un absolu*²² » mais, ajoute-t-il, « *les valeurs varient avec les civilisations et, à l'intérieur d'une même civilisation, avec les groupes et les catégories* ». Les valeurs s'organisent ainsi en un « idéal » que la société propose à ses membres. Et, selon Emile Durkheim, « *une société ne peut pas se constituer sans créer de l'idéal* ».

Soit. Mais quelles sont les valeurs qui restent quand les structures sociales volent en éclat et que, comme aujourd'hui, une civilisation se meurt, qu'une nouvelle est en difficile gestation et que nous nous retrouvons au milieu du gué ? Que signifie encore l'absolu dans un monde de relativité, d'incertitude, de désenchantement ? Désormais que tout se vaut, reste-t-il encore place pour des valeurs et comment peuvent-elles s'organiser en un idéal ?

« *La vapeur qui fait tourner la machine sociale, ce sont les désirs humains* », affirmait Edward Bernays, neveu de Sigmund Freud et inventeur du marketing dans les années 1920.

Et le système n'aura dès lors de cesse de calibrer la subjectivité des hommes pour la mettre en conformité avec un capitalisme considéré comme l'accomplissement des désirs humains. Il s'agira, y compris au moyen de valeurs « morales », de vendre des produits et des idées pour créer le consensus. Et le désir se réduira à un besoin de consommer.

Faire se joindre les désirs humains et les besoins du capitalisme, voilà bien le conditionnement ultime, l'appauvrissement total, le nouvel ordre radieux qui, si nous n'y résistons pas, se met inexorablement en place.

Si l'on préfère le spectacle à l'action et à la réflexion, comment s'étonner d'être dirigé par des comédiens, s'interroge le philosophe André Comte-Sponville quelque part dans *La sagesse des Modernes*²³.

²² Henri Mendras, *Éléments de sociologie*, Armand Colin, 1967, pp. 100 à 104.

²³ André Comte-Sponville et Luc Ferry, *La sagesse des Modernes*, Robert Laffont, 1998, p. 438.

Mais chacun sait que ces comédiens ne dirigent en fait rien du tout, qu'ils dépendent du marché et qu'à court et à moyen terme c'est l'argent qui mène le monde. Les économistes ont renoncé à la notion de valeur et se contentent de la réalité observable : le prix comme manifestation de la valeur d'échange dans une économie de marché.

Dès lors, quand tout se vaut, quand les récits, institutions et mythes intégrateurs et régulateurs s'effacent, quand le désir est réduit au besoin compulsif de (sur)consommer, quand le désir éthique et le désir critique s'effacent dans le formatage populiste des citoyens électeurs et clients de la pensée unique, quand il paraît normal que le sens de l'existence soit déterminé par l'accumulation des biens et que la fabrique du conformisme tourne à plein, quand le divertissement régit tout et que le marché et l'argent commandent le spectacle de la vie et la vie des hommes, quand la désaffection du social s'accroît, que le mythe du progrès, le primat de la technoscience, le dogme de la communication, la religion de la vitesse, du nouveau et de l'immédiateté font la loi, quand nous sombrons dans le désenchantement du monde, créons la raison instrumentalisée et faisons l'éloge de l'individualisme possessif qui veut tout, tout de suite, quand le système pollue, épuise les richesses de la terre et tue la diversité culturelle et biologique, bref, quand « nous confondons bonheur et possession, magnifions l'action au détriment de la contemplation, privilégions le productivisme à la modération, l'avoir à l'être, le bien au lien [et que nous ne parvenons plus à] nous désarrimer du marketing, de la pub, du paraître, de l'instant et de l'écran »²⁴, n'est-il pas illusoire et utopique de croire encore aux valeurs et aux idéaux ?

La pensée de Monsieur Comte-Sponville cherche à donner sens et cohérence à nos vies. Par la fidélité aux grandes valeurs qui nous permettent de vivre ensemble, par la fidélité à la civilisation contre la barbarie, par la communion qui « *partage sans diviser* », par l'amour enfin, qui fait vivre.

Si tous les êtres humains sont égaux en droit et en dignité, toutes les civilisations ne sont pas égales, soutient le professeur Comte-Sponville. Et de donner pour exemples qu'une civilisation qui affirme cette égalité en droit et en dignité de tous les êtres humains, est supérieure, du moins de ce point de vue, à une civilisation qui nie cette égalité ou qui la viole systématiquement ; qu'une civilisation qui affirme l'égalité en droit et en dignité des hommes et des femmes, est supérieure, au moins de ce point de vue, à une civilisation qui prétend enfermer

²⁴ Jean Cornil, *D'un papillon à une étoile*, in *PACTualités*, n° 12, 4^e trimestre 2007, pp. 2 et 3.

les femmes en situation d'oppression, d'infériorité ou de soumission ; qu'une civilisation démocratique qui affirme à la fois la souveraineté du peuple et les libertés individuelles, est supérieure, au moins de ce point de vue, à une civilisation totalitaire ou tyrannique qui prétend soumettre peuples et individus à une loi indiscutable parce que prétendument transcendante ; qu'une civilisation laïque où chacun a le choix libre de sa religion ou de son irréligion, est supérieure, au moins de ce point de vue, à une civilisation intégriste ou fanatique qui prétend imposer la même religion à tout le monde et punir de mort l'apostasie ou l'athéisme.

Et d'interroger : qu'est-ce que la civilisation judéo-chrétienne ? L'Inquisition ou les Béatitudes ? Les guerres de religions ou le concile Vatican II ? Les croisades ou la Révolution française ? L'esclavagisme et le colonialisme ou les droits de l'homme ? Le Pen ou l'abbé Pierre ? Tout cela fait partie de la civilisation judéo-chrétienne mais ne signifie pas que tout soit du pareil au même.

Et de rappeler qu'autour du 6^e siècle avant Jésus-Christ, dans la quasi-totalité des grandes civilisations de l'époque, des gens qui ne se connaissaient pas ont dit, quasiment au même moment, à quelques dizaines d'années près, en matière d'éthique l'essentiel et pour l'essentiel les mêmes choses. Le Bouddha en Inde, Confucius et Lao-Tseu en Chine, Zoroastre ou Zarathushtra en Perse, plusieurs des plus grands prophètes hébreux en Judée ou en Palestine, les premiers philosophes grecs en Europe. Ils ont dit que la sincérité valait mieux que le mensonge, que la générosité valait mieux que l'égoïsme, que le courage valait mieux que la lâcheté, que la douceur et la compassion valaient mieux que la violence et la cruauté, que l'amour valait mieux que la haine...

« Ce qui fait la valeur d'une vie humaine, ce n'est pas la foi, ce n'est pas l'espérance, c'est la quantité d'amour, de compassion et de justice dont on est capable. » (André Comte-Sponville).

Plutôt que de nous demander où nous allons, il importe de se demander où nous voulons aller. Et quand on ne sait où l'on va, alors il faut se souvenir d'où l'on vient. Cela est vrai à toutes les époques, mais l'est davantage encore aux époques comme la nôtre, quand l'avenir est à ce point ouvert, indéterminé et inquiétant à bien des égards. La seule façon de savoir où l'on veut aller, c'est de se souvenir d'où l'on vient car quand on a perdu la mémoire il n'y a plus de rapport volontaire possible à l'avenir.

Non pas « où allons-nous » mais « où voulons-nous aller » !

Pour le philosophe Comte-Sponville, il s'agit d'inventer ou de réinventer ce qu'il appelle une nouvelle fidélité aux valeurs, le plus souvent fort anciennes, que nous avons reçues et que nous avons en charge de transmettre.

Ce que j'appelle fidélité est le seul antidote socialement disponible contre cette maladie d'Alzheimer des civilisations qu'on appelle la barbarie. Du passé, ne faisons pas table rase. Le 21^e siècle sera fidèle ou ne sera pas. (André Comte-Sponville).

« Mondialisation, civilisations : quelles valeurs pour le 21^e siècle ? »

On trouvera l'intégralité de la conférence donnée par André Comte-Sponville, le 11 février 2008 à Ath, dans le tome 2 des *Repères pour l'Avenir*, Editions de la Maison Culturelle d'Ath, 2008, ainsi que sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/reperes-pour-l-avenir-1/session-2007-2008/> On lira aussi utilement : André Comte-Sponville, *L'esprit de l'athéisme*, Albin Michel, 2006.

20. L'HUMANITÉ EN MARCHÉ VERS...

UN AILLEURS, UN AUTREMENT L'ADAPTATION, L'INNOVATION

A la question de savoir ce que devant l'immensité des questions nouvelles qui se posent nous pouvons faire, la réponse est sans doute plus simple qu'il pourrait y paraître à première vue. Voici en tout cas quatre pistes d'action :

- Nous pouvons changer notre manière de penser, de produire, de consommer, d'habiter, de nous chauffer, de nous déplacer, de prendre nos responsabilités, de modifier l'ordre des valeurs auxquelles nous adhérons ; c'est-à-dire nous « convertir » !
- Nous pouvons influencer et exemplifier sur et pour l'opinion publique qui nous entoure : cercles familial et relationnel, voisinage, lieu de travail, ville, quartier, village.
- Nous pouvons penser global et agir local, tant dans les domaines de l'environnement, de la défense des valeurs, du partage du savoir, de l'éducation, de la solidarité et de la fraternité, de la vie de tous les jours, que dans ceux de la démocratie communale, de l'action politique, économique, sociale, écologique et culturelle.
- Et quand d'aucuns se voient appelés à élargir leur champ d'action ou d'influence à l'échelon régional, national ou international, il leur revient d'agir de même.

Du rôle du politique

Inutile de se voiler la face, disions-nous dans la lettre ouverte *Atbois la Terre* de septembre 2008 (cf. page 77), tous les clignotants sont au rouge et nous allons droit dans le mur !

La question environnementale, c'est-à-dire les relations entre les humains et la biosphère, est centrale aujourd'hui.

Qu'est-ce que la politique ? La politique, c'est décider des formes du « vivre ensemble » entre les humains, et ce pour le bien commun. Elle doit rester ce moyen de façonner le « vivre ensemble »

entre les hommes mais désormais aussi entre les hommes et la nature. Cela est nouveau et malheureusement peu réalisé à ce jour.

Bien sûr, la politique doit-elle continuer à se pencher sur la question de la production des biens et des richesses et sur leur redistribution équitable entre tous les humains. Bien entendu doit-elle poursuivre la promulgation ou la réactualisation de lois et règlements contraignants et utiliser, quand il le faut, la seule force et violence qui se puisse en démocratie. Evidemment attendons-nous des politiques qu'ils façonnent des cités agréables à vivre. Mais désormais, nos dirigeants locaux, nationaux et supranationaux doivent aussi et surtout prendre à bras le corps la question des ressources naturelles, de l'environnement, du climat.

De la catastrophe écologique annoncée

L'énorme amélioration des humains dans tous les domaines depuis deux cents ans a été rendue possible par la croissance économique, l'éducation, la consommation, l'innovation, le pouvoir politique. Mais à quel moment les gouvernements décident-ils que les coûts marginaux de la croissance dépassent les bénéfices marginaux ? (*The Guardian*).

Dans les pays riches nous avons atteint le point où il faut logiquement s'arrêter. Il devient urgent de « reconnaître que nous avons touché la Terre promise et que nous devrions chercher à y rester ». Autrement, avec l'effondrement écologique, nous retournerons au désert ! Une croissance infinie étant incompatible avec un monde fini, il faut rompre avec la folie de la croissance infinie !

Toutes les voix autorisées nous le disent : la planète ne tiendra pas, ne supportera plus notre mode actuel de développement ; notre empreinte écologique est trop forte !

Il faut changer notre manière de penser, de produire et de vivre, oui, mais il faut surtout modifier notre imaginaire. La révolution verte est d'abord une révolution intérieure ! Le sens de la vie et le bonheur sont basés chez nous sur l'accumulation des biens matériels et sur leur surconsommation, sur l'avoir, le faire et le paraître.

Face aux accidents et bouleversements environnementaux qui se développent, il faut d'urgence réfléchir à une autre logique et changer de modes de vie, de production, de consommation. Changer le type de rapport à soi, aux autres, à la nature, au monde.

Il faut donc aussi changer de politique ! Les partis politiques doivent désormais effectivement s'occuper des questions environnementales et de sens. Les entreprises, les établissements scolaires, les mouvements citoyens et les individus aussi !

Du devoir de penser global et d'agir local

Quelle terre laisserons-nous à nos descendants, interrogeait la lettre ouverte *Athois la Terre* ? Sur base de quelles valeurs éduquerons-nous nos enfants et petits-enfants ? Qu'hériteront-ils de nous en termes de qualité de vie et de sens à donner à l'existence ?

Concrètement :

- Trouverons-nous assez de femmes et d'hommes capables de faire face aux défis nouveaux ?
- Tant dans les choix politiques que dans les comportements collectifs et individuels ?
- Dans les macros projets politiques ou économiques que dans les micros réalisations locales, entrepreneuriales ou individuelles ?
- Suffisamment d'humains et d'institutions prêts à réduire leur consommation énergétique fossile et à se tourner vers les sources d'énergies renouvelables ?
- A isoler efficacement les maisons et les bâtiments publics ?
- A recycler ce qui peut l'être et à rompre avec le gaspillage, la production d'objets et d'emballages inutiles, l'obsolescence programmée ?
- A réduire les déchets et à les trier ?
- A exclure la production et la consommation de biens et services futiles et inutiles ?
- A condamner les industries et activités polluantes qui se trouveraient dans la région ? (Aujourd'hui ce n'est plus aux tiers à prouver qu'elles polluent mais aux industries et activités à prouver qu'elles ne polluent pas !).
- A travailler moins pour vivre mieux ?
- A refuser de travailler le dimanche, sauf cas de force ou d'utilité majeure ?
- A tourner le dos à l'hyperconsommation, à la publicité, au marketing, aux modes, aux crédits faciles (ils ne le sont jamais !), et à choisir une consommation modérée, orientée vers la satisfaction des véritables besoins ?
- A favoriser le partage et l'entraide et à ne pas tout dénaturer par les rapports marchands ?

- A pratiquer le service gratuit et partagé ?
- A protéger l'environnement ?
- A se défaire du complexe de l'opulence et à refuser que l'accumulation de l'argent soit la principale finalité ?
- A opter pour la décroissance ou l'a-croissance, la simplicité volontaire ?
- A développer une circulation plus lente et moins dense et à favoriser réellement la marche à pied, le vélo, les transports en commun ?
- A initier des modes de vie nouveaux (*slow-city, slowfood, etc.*) ?
- A militer pour la surtaxation des produits de grand luxe et les dépenses de prestige ?
- A ne pas aller à la mer et au soleil, en avion, à 15.000 km d'ici (alors qu'ils se trouvent près de chez nous, à 150 ou à 1.500 kilomètres) ?
- A favoriser l'économie locale, le commerce de proximité, l'économie sociale, le commerce équitable, et à privilégier les circuits courts du producteur au consommateur ?
- A produire et à consommer une production agricole soutenable, économe en énergie et respectueuse du vivant ?
- A manger surtout des légumes et des fruits de saison ?
- A cultiver un potager et pas seulement du gazon ?
- A respecter autrui, son intégrité, ses biens et sa liberté ; à respecter la nature et tout ce qui nous entoure ?
- A cesser d'exiger tout, tout de suite, 24 heures sur 24, sept jours sur sept ?
- A éduquer au décryptage des médias et à se libérer de l'esclavage télévisuel ?
- A apprendre à lire et à penser global ?
- A contribuer à la structuration de relations avec les sociétés civiles des pays du tiers-monde, afin que les pays du Sud ne soient pas la poubelle du monde, cannibalisés pour leurs matières premières ?
- A s'engager dans la société civile et dans le politique ?
- A opter pour des valeurs plus spirituelles que matérielles ?
- Etc., etc., etc.

Bien sûr, et bien que cette longue liste soit largement incomplète, particuliers, politiques ou institutions, ne pouvons-nous pas tout faire. D'autres s'attèleront à ce que nous ne faisons pas ; c'est ensemble que nous bouclerons la boucle. L'essentiel est de penser et de faire des choses qui aillent dans le sens du respect et de la vie harmonieuse entre les humains et entre les humains et la nature.

Les politiques, la grande finance et les entreprises nationales et multinationales sont responsables de ce qui nous arrive. Mais les politiques et les citoyens locaux aussi ! Car s'il faut penser global, il faut aussi agir local. Plutôt que de se demander où nous allons, il importe de se demander où nous voulons aller, car cela dépend de nous.

Nous en appelons par conséquent aux forces politiques et aux mouvements citoyens locaux et régionaux pour qu'ils fassent preuve de courage et d'inventivité, afin qu'ils fourbissent des idées, des plans et des actions concrètes, pour concevoir une « démocratie écologique locale », pour que demain soit un autre jour. Un beau jour.

« La politique n'est pas la morale, et le responsable doit passer des compromis avec l'existence du mal. La recherche du bien commun n'est pas celle du bien tout court, mais plutôt celle du moindre mal. Pour autant, le réalisme politique ne consiste pas à s'abandonner à la banalité du mal, mais bien à la contenir dans l'horizon du bien commun. En ce sens (...) toute politique ne peut qu'être réformiste et doit l'être, sous peine de sombrer dans le terrorisme. Ce nécessaire pragmatisme de l'action politique (...) ne signifie pas une renonciation aux objectifs de l'utopie concrète. » (Serge Latouche).

Voilà pourquoi nous en appelons encore et toujours aux politiques ! Mais aussi aux citoyens et à la société civile, sans lesquels, en démocratie, le politique n'est rien et ne peut rien.

Malheureusement, il est souvent, comme le disait déjà Pierre Mendès France dans les années 1950, des résistances désespérées aux évolutions les plus nécessaires. Trop de gens sont attachés à des structures, des habitudes ou des privilèges acquis, oubliant qu'*« on ne se libère véritablement que de ce qu'on s'astreint à revisiter »*.²⁵ Il est cependant des heures cruciales où des renoncements, des sacrifices, des décisions difficiles et contraignantes ne sont pas seulement des primes d'assurance contre le pire, mais des placements pour l'avenir.

Les populations sont en droit d'exiger des responsables publics le courage politique car, en termes de coûts humains et financiers, les mesures à prendre sont peu de chose au regard de la facture exorbitante qui serait occasionnée par l'inaction politique. Ne nous leurrions pas, si la bonne volonté, l'intelligence et la détermination des individus et des institutions sont nécessaires, échapper à la catastrophe écologique annoncée passe aussi obligatoirement par la politique, c'est-à-dire par la contrainte !

²⁵ Régis Debray, *Le moment fraternité*, Gallimard, 2009, p. 234.

Les politiques à courtes vues seraient criminelles. Et il en irait de même du non-engagement ou de la non-contribution des citoyens.

« A toutes et à tous [je souhaite] un changement de paradigme de développement, des bouleversements intellectuels déterminants, l'ébranlement des certitudes de la croissance, une quête de sens et de bonheur qui soumette enfin l'insatiabilité des désirs, une véritable politique de civilisation, la transformation de notre logiciel mental, la marche vers mille révolutions intérieures, la conscience aiguë de la brièveté et de l'éphémère. » (Jean Cornil).

L'avenir que nul ne connaît mais dont nous savons qu'il est le fruit de ce que nous décidons et faisons chaque jour, se bâtira évidemment, tant les choses sont complexes, à partir de bien d'autres choix et repères. Ceux qui précèdent n'en constituent qu'une première fournée.

Nécessaires, ils sont à propager et à être pris en compte !

Dans un discours prononcé le 2 février 2010, le recteur de l'UCL, Bruno Delvaux, déclarait que devant la crise que nous vivons il est trois types de réactions possibles : 1° Le déni de la réalité et la tentative du maintien du passé (l'intégrisme). 2° L'analyse de la réalité avec justesse mais l'application des vieilles recettes (la nostalgie ou l'intelligence du passé). 3° L'analyse de la réalité avec justesse et esprit critique et l'invention de nouvelles réponses (l'adaptation par l'innovation). Celui qui ne s'adapte pas est voué à disparaître.

Walter De Kuyssche

LES PARTIS POLITIQUES ATHOIS S'ENGAGENT !

La planète ne supportera plus notre mode de développement. Notre empreinte écologique est trop forte. Tous les clignotants sont au rouge : nous allons droit dans le mur. Les questions environnementales et climatiques sont centrales aujourd'hui. Nous avons touché la Terre promise et nous devrions chercher à y rester. Autrement, avec l'effondrement écologique, nous retournerons au désert.

Le 9 septembre 2008, par une lettre ouverte intitulée *Athois la Terre*, 372 Athoises et Athois en appelaient aux forces politiques athoises et aux mouvements citoyens pour la création d'une démocratie écologique local.²⁶ Cette démarche voulait inciter les partis politiques et les citoyen(ne)s d'Ath à opter pour une réelle prise en charge de la question environnementale et climatique. Question de créer une mobilisation tangible sur cette problématique majeure de notre époque et de faire avancer le débat et les réalisations concrètes dans ce sens, afin qu'Ath devienne une ville exemplaire, respectueuse de la nature, de l'environnement et du climat.

Les partis politiques d'Ath ont répondu positivement à cet appel dans le courant du dernier trimestre de 2008. Ces réponses – qui sont autant d'engagements clairs de leur part et donc causes de grandes espérances pour la population – se trouvent intégralement reproduites ci-après. Réactions d'intérêt, de soutien, d'encouragement, de partage des préoccupations, de volonté d'entreprendre des actions concrètes fortes en matière de préservation de l'environnement, du climat, de la nature, de la biodiversité... Textes intéressants, passionnants et... engageants !

« Les pays industrialisés surexploitent notre planète sans lui laisser le temps de renouveler ses richesses. Cet aveuglement va coû-

²⁶ On trouvera l'*Appel aux forces politiques athoises et aux mouvements citoyens*, ainsi que les *Mesures environnementales et climatiques à prendre à Ath*, sur <http://athois-la-terre.jimdo.com/athois-la-terre/>

ter bien plus que les milliards dépensés pour juguler la crise financière. » (Der Spiegel).

« Evoluer vers une économie durable n'a rien d'impossible. Ce n'est qu'une question de choix politique. » (New Scientist).

« Contre la récession, vite une relance écolo ! Pourquoi ne pas résoudre en même temps la crise économique mondiale et le problème du réchauffement climatique ? Un investissement massif dans les technologies vertes pourrait créer des filières industrielles innovantes et porteuses de millions d'emplois. L'urgence environnementale justifie ce choix politique fort. » (Courrier international).

RÉPONSE DU MOUVEMENT FORUM À L'INTERPELLATION DES SIGNATAIRES ATHOIS

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt la lettre ouverte de M. De Kuyssche et des citoyens athois qui s'y étaient associés, car les problèmes environnementaux et climatiques préoccupent le groupe FORUM depuis de nombreuses années. Nous sommes en effet attentifs à la fois aux dangers que représente la pollution pour la population, aux agressions contre l'environnement (pollution de la Dendre, présence de métaux lourds et de déchets toxiques ...) ainsi qu'aux gaspillages énergétiques et dépenses avisées (sur-éclairage public inutile, isolation thermique et installation de chaudières économiques dans les bâtiments publics...).

Nous partageons donc pleinement l'esprit de la démarche de ces citoyens. Il est aujourd'hui indispensable qu'un effort particulier soit réalisé pour préserver la terre que nous offrirons à nos enfants et aux générations futures, et cela commence chez nous, dans nos rues, nos jardins, nos maisons et nos entreprises.

Les enjeux sont à ce point importants que la collaboration de toute la population doit être sollicitée. Nous proposons donc de dépasser les clivages idéologiques et politiques pour œuvrer à cette œuvre commune : sauver le patrimoine Terre et améliorer notre cadre de vie par des comportements enfin responsables.

Dans cette optique, nous souhaitons vivement que ce projet devienne **le premier chantier de démocratie participative du grand Ath.** En étroite collaboration avec les autorités communales, le monde associatif et les entreprises privées, un **Comité de citoyens** représentatifs devrait porter le projet en s'entourant d'un maximum de garanties d'efficacité (conseils d'experts, recours à des animateurs spécialisés, agenda précis, inventaire rigoureux des ressources humaines, matérielles et financières, évaluation continue des résultats...).

Il va de soi qu'une des tâches essentielles de ce Comité sera d'associer un maximum de citoyens à la réflexion et de veiller à les maintenir informés en permanence. Ce qui ne pourra se faire qu'avec la collaboration active des médias locaux et régionaux.

Le groupe FORUM est profondément convaincu que ce projet de « démocratie écologique locale », lancé par quelque trois cents signataires, représente une occasion unique de rendre aux citoyens une capacité politique qu'ils ont trop abandonnée entre deux élections. Il se dit prêt à collaborer à cet ambitieux projet.

Pour le groupe FORUM
Laurent Postiau
Conseiller communal chef de groupe

LA RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE EST UNE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE CONVIVIALE ET SOLIDAIRE

Réponse d'Ecolo-Ath à la Lettre ouverte de 372 citoyennes et citoyens d'Ath

Madame, Monsieur, Chère amie, Cher ami,

Ecolo-Ath a pris connaissance avec attention et avec le plus grand intérêt du contenu de votre lettre ouverte « *afin qu'Ath devienne une ville exemplaire, respectueuse de la nature, de l'environnement et du climat* ».

Nous vous remercions de nous avoir transmis vos propositions et réflexions.

Nous vous remercions surtout pour la démarche que vous avez initiée.

Nous voulons vous dire que nous la soutenons totalement. Elle montre combien depuis 2006, grâce à Nicolas Hulot, à Al Gore, à Nicholas Stern, et plus près de nous, à Jean-Pascal van Ypersele, un tournant s'est opéré dans la prise de conscience écologique.

Votre appel est une invitation pressante aux citoyennes et aux citoyens de notre ville et aux partis politiques à changer pour changer le monde. Nous nous retrouvons dans ce programme ambitieux. Ambitieux mais pas utopique. L'utopie aujourd'hui serait de croire que notre monde peut continuer comme il va...

Enfin, votre démarche est pour nous un réel encouragement à persévérer dans la voie tracée par l'écologie politique depuis près de 30 ans.

Plus de convivialité

En demandant la création d'une démocratie écologique locale, vous pointez un des éléments qui nous semble essentiel, celui de la participation de chacune et de chacun au défi qui s'impose à nous aujourd'hui.

En 1977, André Gorz, exposait clairement dans *Ecologie et politique* le choix auquel nous sommes confrontés :

« Ou bien nous nous regroupons pour imposer à la production institutionnelle et aux techniques des limites qui ménagent les ressources naturelles, préservent les équilibres propices à la vie, favorisent l'épanouissement et la souveraineté des communautés et des individus – c'est l'option conviviale – ou bien les limites nécessaires à la préservation de la vie seront calculées et planifiées centralement par des ingénieurs écologistes et la production programmée d'un milieu de vie optimal sera confiée à des institutions et à des techniques lourdes. C'est l'option technofasciste, sur la voie de laquelle nous sommes déjà plus qu'à moitié engagés : « convivialité ou technofascisme. »

Si nous nous permettons ici de reprendre ce passage un peu complexe, c'est parce que nous pensons que votre démarche peut illustrer parfaitement ce choix de la convivialité proposé par André Gorz, un auteur qui aurait d'ailleurs parfaitement trouvé sa place au sein des conférenciers invités par *Repères pour l'avenir*.

Mais ce passage fait aussi autrement écho à notre situation locale : il invite les politiques à changer radicalement leur manière de gouverner et de faire la politique.

Oui, nous sommes intimement convaincus que tous ensemble, il est possible de relever le défi planétaire. Au niveau d'Ath, cela passe d'abord par un changement des pratiques politiques. Les autorités communales doivent intégrer la participation citoyenne, mieux écouter et prendre en compte les acteurs organisés.

Plus personne aujourd'hui ne dispose seul des réponses aux questions qui se posent à nous. Personne ne peut prétendre, même légitimé par le suffrage universel, qu'il pourra tout faire tout seul.

Si nos dirigeants doivent en effet prendre à bras le corps la question des ressources naturelles, de l'environnement, du climat, ils doivent le faire en associant étroitement les citoyens athis aux décisions qui sont prises et en respectant les lois et les procédures.

Cela passe aussi par le respect de l'indépendance des mouvements et des associations locales.

Réussir la transition écologique, à Ath aussi

Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ? C'est aujourd'hui la question que chacun se pose, alors que les ressources s'épuisent bien plus vite qu'elles ne se renouvellent.

Vous tracez des pistes et émettez de nombreuses suggestions pour qu'au niveau de notre ville, des gestes soient posés et des décisions prises pour contribuer à laisser une planète viable pour les générations futures.

Vos propositions et suggestions concrètes rejoignent en grande partie les propositions qui sont faites par Ecolo au niveau local, régional, fédéral et européen (voir par exemple notre proposition d'une Union nationale pour le climat). Elles montrent à toutes et tous que des décisions peuvent être prises à Ath pour contribuer à relever le défi de la crise écologique, énergétique et alimentaire.

Puisque vous interpellez les partis politiques athois « afin qu'ils s'occupent désormais des questions environnementales et de sens », nous vous rappelons quelques-unes des grandes lignes de force du programme d'Ecolo-Ath pour les élections communales de 2006²⁷ :

- Environnement et santé : de gros efforts à fournir.
- Energie : diminuer la facture.
- Gestion écologique des déchets : encore améliorer la performance.
- Espaces verts, biodiversité et protection de la nature.
- Mettre en place un *Agenda 21* local.
- Personnes âgées, personnes handicapées, personnes précarisées : lutter contre les exclusions.
- Mobilité, sécurité routière et promotion du vélo.
- Aménagement du territoire : préserver les villages et les paysages.

Parmi les suggestions que vous faites, plusieurs nous tiennent particulièrement à cœur et rejoignent les actions que nous avons menées ces dernières années au niveau local.

Il en va ainsi de la question de la **pollution** par les métaux lourds au centre-ville dont nous avons fait un des axes forts de notre travail depuis 2005. Nous continuerons à être attentifs à l'évolution de ce dossier. La campagne de bio-monitoring (revendication portée par Ecolo depuis plusieurs années) doit être menée en toute transparence et avec le concours des associations de riverains. Les entreprises, quant à elles, doivent mettre en œuvre les efforts nécessaires pour réduire drastiquement les niveaux de pollution.

En matière **d'énergie**, nous soutenons particulièrement vos propositions concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, comme celles concernant l'isolation des bâtiments et des maisons. La rénovation urbaine et rurale mise en œuvre à Ath a malheureusement loupé le rendez-vous énergétique. Il faut au-

²⁷ Texte disponible sur : <http://www.ath.ecolo.be/images/programme.pdf>

jourd'hui une politique ambitieuse en la matière. Vous en tracez, nous semble-t-il, les lignes essentielles.

Pour ce qui est de la **mobilité**, Ecolo-Ath a tout récemment rappelé lors d'un débat public sa demande d'élaboration d'un plan communal de mobilité. Lors de ce débat, les autorités communales se sont exprimées dans le sens de notre proposition. Nous serons attentifs aux modalités de mise en œuvre de ce plan de mobilité. Et nous contribuerons au débat public durant les différentes phases d'élaboration. Pour nous, le plan communal de mobilité est l'outil pour répondre aux nombreuses questions que vous posez, et pour évaluer, sans improvisation, les suggestions que vous faites.

En matière de **biodiversité**, une des priorités à rencontrer dans un avenir proche est la relance d'un nouveau contrat de rivière Dendre, chargé de gérer la coexistence harmonieuse entre les différentes activités (navigation, tourisme, pêche, agriculture, industrie) et préserver les dernières zones humides en danger.

De manière générale, pour mettre en œuvre une véritable politique de développement durable, et pour réussir la transition écologique, Ecolo-Ath propose d'élaborer un **Agenda 21 local** pour mettre notre commune sur la voie du développement durable. C'est la voie que nous proposons déjà en 2006 et qui nous semble la plus favorable pour rencontrer de manière méthodique vos différentes suggestions.

La démarche se traduira par la rédaction d'un plan d'actions concrètes présentant des propositions d'actions et une mise en œuvre opérationnelle à court, moyen et long termes.

A nouveau, la participation de la population à l'*Agenda 21* local (rédaction, suivi et évaluation) doit être au cœur de la démarche car elle constitue le premier gage de réussite.

Quels enfants laisserons-nous à notre Terre ?

En conclusion, nous voudrions rappeler combien la question de la solidarité est intimement liée à celle du développement durable. Nous ne sauverons pas la planète si nous continuons à exclure des catégories entières de population, ici ou ailleurs dans le monde.

La crise énergétique, la crise alimentaire, le réchauffement climatique, et maintenant la crise financière, montre que le modèle de société sur lequel nous avons basé notre développement est à bout de souffle. Ces phénomènes nous rappellent aussi que nous devons trouver des solutions pour lutter contre la précarité croissante de la population.

C'est pourquoi il nous semble important de rappeler qu'au niveau local aussi, les outils existent pour permettre l'émancipation sociale de tous nos concitoyens.

Ecolo insiste particulièrement sur le rôle de tous les travailleurs sociaux, mais aussi sur celui des acteurs de l'éducation et de la citoyenneté au sens large : les enseignants, les associations de jeunesse, les organismes culturels, les clubs sportifs, les fanfares et les harmonies, etc. Leur place dans le projet de développement durable que vous nous soumettez est centrale.

En conclusion, forts de l'expérience du mouvement écologiste, nous réaffirmons notre disponibilité et notre engagement à travailler avec d'autres à la construction d'une ville durable, conviviale, solidaire et démocratique. Nous sommes prêts à en discuter plus largement avec vous, dans le respect de l'indépendance de chacun.

Nous formulons en tout cas le vœu que votre collectif puisse peser dans le débat public dans un esprit d'ouverture.

Nous vous remercions encore pour votre démarche et nous vous présentons nos salutations les plus cordiales.

Pour Ecolo-Ath
Ronny Balcaen, Christine Vandebossche, Philippe Verset
Secrétaires locaux

RÉPONSE DE L'UNION SOCIALISTE COMMUNALE D'ATH À LA LETTRE OUVERTE *ATHOIS LA TERRE*

Le groupe PS félicite l'initiative prise par le collectif citoyen *Athois la Terre*. A titre individuel, nombre de conseillers et échevins ont déjà signé cet engagement.

Il va sans dire que les préoccupations environnementales mobilisent régulièrement la réflexion de l'ensemble du groupe. Un environnement sain, accessible à tous, et pas seulement privilège d'une classe économiquement aisée, n'est-il pas une valeur foncièrement de gauche ?

Non, la défense de l'environnement n'est pas l'apanage d'une classe intellectuelle bien pensante, n'est pas le privilège d'un parti, ni de quelques nantis, non... c'est l'affaire de tous ! A tous les échelons de la société !

Le système économique dans lequel nous vivons a pillé les ressources naturelles du monde et en particulier des pays en sous-développement ; nous en payons les conséquences aujourd'hui. Ce système économique, avant même de connaître les errements financiers actuels, fonctionnait déjà sur le court terme. Pendant des années, les partis politiques ont sous-estimé l'épuisement des ressources – le pétrole, le gaz, le charbon... – comme les ressources de la terre. Le développement durable et l'écologie sont profondément de gauche, parce qu'ils nécessitent d'être pensés dans le moyen et le long terme.

Sensibiliser un nombre limité d'acteurs de terrain est dérisoire face à l'ampleur de la tâche à accomplir. N'oublions pas que le mode de vie de chacun d'entre nous en Belgique, élargi à l'ensemble de la population mondiale, exigerait 2,5 planètes. Ceci est tout bonnement impossible. Il convient donc d'initier un travail de fond pour diminuer notre empreinte environnementale en adoptant des habitudes plus en adéquation avec leur impact sur la planète.

Les experts du GIEC (Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat) plaident depuis des années pour une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Il ne sert à rien de proposer des voitures qui consomment 3 fois moins d'essence si nous utilisons 3 fois plus de véhicules. Nos habitations sont encore trop souvent des passoires thermiques. Lors d'un repas familial ordinaire, notre assiette peut peser jusqu'à 42 kg de CO₂ uniquement en raison de denrées alimentaires hors saison, venues d'autres continents et transportées à 97 % par avion. A titre de comparaison, ce repas équivaut aux émissions d'un véhicule ordinaire parcourant 258 km.

Moins et mieux consommer telle devra être notre devise !

Tous les niveaux de pouvoir, dont les **administrations locales**, doivent contribuer à cet effort, non seulement parce qu'elles sont compétentes pour une série de missions à caractère écologique et social (gestion des déchets, mobilité...) mais aussi parce qu'elles sont les plus proches de la population et dès lors connaissent mieux les aspirations et soucis des citoyens.

Pour tendre vers cet objectif, le bourgmestre a chargé un groupe de travail d'initier un *Agenda 21* local à Ath. Cette démarche s'inscrit dans l'intégration du concept de développement durable pour tous les actes posés et les actes futurs des différents acteurs de la commune.

Nous ne vous apprendrons rien en rappelant que « *le développement durable (DD) est un développement qui satisfait les besoins de la génération actuelle, sans compromettre la satisfaction des besoins des générations futures* ». Ces besoins vont bien au-delà du rapport de l'homme à la nature mais incluent le rapport des hommes entre eux dans une dimension économique, sociale et culturelle. La mise en œuvre d'une telle politique nécessite un modèle cohérent, qui inclut la répartition des richesses entre les hommes dans un même pays, comme du Nord vers le Sud. Elle appelle aussi à des rapports de solidarité et de fraternité entre les hommes.

Pour plagier Saint-Exupéry, « *le monde ne nous appartient pas, ce sont nos enfants qui nous le prêtent* ». Au-delà de la solidarité dans le monde d'aujourd'hui, le DD fait donc appel à une notion de **solidarité avec les générations futures** qui dépasse le souci parfois égoïste de préserver aujourd'hui notre environnement !

La mise sur pied d'un *Agenda 21* local implique donc une volonté politique ferme et un engagement public (le point sera proposé au Conseil communal le 28 novembre 2008). Un groupe de travail s'est déjà mis en place regroupant des fonctionnaires communaux (environnement, énergie, urbanisme, STC, mobilité, ADL et communication), des représentants du CPAS et de la MCA, ainsi que Mr De Kuyssche, auteur de la lettre ouverte *Athois la Terre*.

Prochainement, la visite d'une ville témoin, Valenciennes, sera proposée aux membres du Conseil communal et représentants de la presse par le groupe de travail. Les autorités françaises engagées depuis de nombreuses années dans la démarche, sont prêtes à partager leur expérience et à nous présenter la philosophie d'un *Agenda 21* local, ses enjeux et implications.

Il va sans dire que le diagnostic des atouts et faiblesses de la commune (l'avant-projet d'*Agenda 21*), les axes d'intervention et les objectifs projetés seront soumis à l'avis de toutes les forces vives et des citoyens de la commune avant son adoption. Comme nous le signalions d'entrée de jeu, il serait illusoire d'initier une telle politique sans l'assentiment et la collaboration du plus grand nombre. Nous ne vous cachons pas non plus qu'une telle démarche exigera de gros efforts mais de ces efforts, les générations futures nous en seront reconnaissantes.

Dans cette optique, notre bourgmestre souligne l'importance d'une conduite constructive : *« Mon souhait le plus cher est d'inscrire l'avenir des générations futures athoises dans une dynamique positive. La mise sur pied et la concrétisation d'un projet sont toujours une question de volonté et de détermination de la part des politiques, ces valeurs animent l'esprit de l'ensemble du groupe PS athois et ne demandent qu'à s'exprimer en toute démocratie ».*

Mais nous n'avons pas attendu les grands-messes environnementales pour agir. Ce qui singularise notre groupe politique est sa volonté de privilégier les actes aux paroles évanescences par essence. Nous n'avons pas attendu que le développement durable devienne un slogan à la mode pour comprendre et relever les défis environnementaux et rencontrer des préoccupations qui devraient nourrir les conversations de tous les Athois. Notre mémoire étant souvent fugace et sélective en fonction du contexte du moment, il est bon de rappeler de temps en temps ce qui a déjà été consenti sur le territoire de notre entité.

Pêle-mêle voici une liste non exhaustive de réalisations, portées par les mandataires de la majorité socialiste, intégrant une composante environnementale :

- **Mobilité** : construction de parkings périphériques à distance pédestre du centre ville, densification des transports publics, aménagement pour usagers faibles dans le cadre des rénovations urbaines, organisation d'un parrainage ado & enfants en vue de les familiariser aux déplacements cyclistes (Tandem scolaire en partenariat avec les ASBL « Pro Vélo » et « Empreintes » récemment primées à Paris dans le cadre de la remise du prix européen de la sécurité routière), défraiement par la ville depuis des années des personnes utilisant leur vélo pour se rendre à l'école ou sur leur lieu de travail, etc.

- **Déchets :** outre la mise en œuvre prochainement du coût vérité des déchets qui sera favorable à tous mais surtout aux familles avec enfants et qui contient nombre de mesures incitatives pour inviter nos concitoyens à produire moins de déchets, nous avons par une sensibilisation régulière de notre population déjà, et ce depuis plusieurs années, diminué sensiblement le tonnage des déchets générés par notre entité (de 10.000 à 6.000 tonnes en 10 ans). Prochainement, une ressourcerie sera initiée. Son domaine d'activité est le réemploi : nos concitoyens se débarrassent d'objets inutiles, la ressourcerie les remet en état et les revend à prix dérisoires. Outre son objectif social, une ressourcerie trouve toute son utilité dans une politique de diminution des déchets et plus particulièrement ce que nous appelons les encombrants. Les objets inutiles sont valorisés et réutilisés, ils ne viennent pas gonfler la filière « déchets ». Une telle entreprise est des plus salutaires pour permettre aux personnes les plus défavorisées ou précarisées de se fournir à bon compte en vêtements adultes et enfants, vaisselle, appareils électriques, livres, jouets, bibelots, vélos, ...
- **Economies d'énergies :** un audit complet de nos bâtiments communaux est presque terminé, il nous permettra de phaser nos investissements afin de rencontrer des préoccupations tant financières qu'environnementales. Récemment, les postes informatiques de l'administration communale ont été équipés de blocs prises avec interrupteur. Ce modeste équipement permet une économie de 30.000 kwh/an.
- **Recours aux énergies renouvelables :** groupe d'achat pour panneaux solaires, champ éolien sur le zoning de Ghislenghien.
- **Urbanisme & aménagement du territoire :** imposition de normes d'isolation strictes et recours à des matériaux renforçant l'inertie thermique des bâtiments tout en favorisant les apports naturels en lumière et chaleur. Densification de l'habitat urbain ou directement suburbain afin de limiter les déplacements et les coûts d'équipement et d'acheminement des énergies et eau. Aménagements pour contenir l'eau des intempéries qui ne manqueront pas de se renforcer avec l'accentuation du réchauffement climatique.
- **Santé publique.** Face à des craintes de pollution par métaux lourds du centre-ville, et sans éluder le probable héritage du passé, nous avons initié une étude scientifique sur les métaux lourds présents à Ath. Les Athois ont le droit de savoir. C'est pourquoi, après l'étude environnementale, nous entamons aujourd'hui la phase de diagnostic santé publique (biomonitoring) qui débouchera le cas échéant vers des consignes de prévention des contaminants industriels.

- Création et gestion des **espaces verts** avec pour corollaire la protection et le renforcement de la **biodiversité** et du **maillage écologique** : plantation d'essences locales et de kilomètres de haies, création de poches écologiques et de parcs urbains, protection de zones humides, entretien de sites naturels, ...
- Recours aux **produits du commerce équitable** et labellisé **bio**. Depuis septembre 2007, le café servi au sein des services communaux répond à cette qualité. Afin de diminuer nos déchets et les externalités de transport, 5 fontaines à **eau** directement reliées au réseau **de distribution** ont été installées dans les bâtiments communaux.
- Nous essayons d'être de tous **les combats d'éducation et de sensibilisation**, même les plus infimes. Pour exemples : la Ville d'Ath s'investit dans la protection des rapaces dans le projet « combles et clochers », dans la protection des batraciens avec la pose de panneaux de déviation en période de reproduction, nous participons chaque année à la journée de l'arbre, nous venons d'être reconnus par Aves pour la protection et le recensement des hirondelles des fenêtres. Chaque printemps, nous organisons une campagne de propreté et de sensibilisation à l'environnement avec des partenaires de qualité comme la Fondation belge Nicolas Hulot, Adalia, ... Nos services tendent à une utilisation raisonnée et raisonnable des produits phytosanitaires dans nos parcs, jardins et autres espaces publics. Nous veillons aussi à sensibiliser le grand public ainsi que les professionnels aux alternatives au traitement chimique : désherbage thermique, lutte biologique contre les pucerons (glu sur les arbres et lâchés de coccinelles)...

Nous ne partons donc pas de rien, des choses se font déjà et beaucoup reste encore à faire.

En guise de conclusion nous retiendrons cette déclaration de Jean-Pierre Denis, chef de groupe PS au Conseil Communal : *« C'est à bras le corps et avec l'ensemble de la population que nous comptons affronter ces problèmes contemporains afin de laisser à nos enfants une planète où ils pourront s'ébattre dans la joie et l'allégresse au cœur d'un environnement sain et préservé, une planète où les anciens, c'est-à-dire nous, aurons fait preuve de responsabilité écologique, de réalisme économique et de justice sociale ».*

C'est un défi tant politique que citoyen qui nous attend. Osons l'affronter sans a priori ni manœuvre partisane. Nous avons besoin de l'énergie de toutes et tous pour nous donner une chance d'aboutir.

L'Union Socialiste Communale d'Ath

RÉACTION DU GROUPE MR À LA LETTRE OUVERTE *ATHOIS LA TERRE* ADRESSÉE AUX MANDATAIRES POLITIQUES LOCAUX

Une initiative bienvenue

Le MR se réjouit que des citoyens se soient mobilisés pour interpeller le pouvoir politique en place et le faire réagir.

Face à une démocratie représentative en majorité absolue, les groupes politiques de l'opposition doivent pouvoir compter sur des citoyens engagés, responsables et actifs. Dans un tel contexte, le MR est favorable à davantage de participation citoyenne dans la gestion de la cité.

Le MR, comme une large majorité des habitants, est préoccupé par la problématique environnementale et les enjeux du réchauffement climatique.

Nous avons aussi fait le constat que notre ville est loin d'être un « modèle durable ».

Les bâtiments communaux sont très mal isolés et lorsque l'on suit des véhicules communaux, on est bien conscient que leur empreinte écologique est catastrophique. Pour ne citer que ces deux exemples-là.

Le MR s'est depuis longtemps déclaré ouvert à toutes initiatives citoyennes s'insérant dans une approche participative sur base d'un socle de valeurs humaines n'excluant pas a priori un courant de pensées et de conviction.

Cette lettre ouverte est pour nous l'occasion de rappeler notre vision. Que les signataires en soient remerciés !

L'éthique environnementale du MR

La problématique environnementale est depuis longtemps mise en exergue sur différents plans : les changements climatiques, la pollution atmosphérique, les OGM, la gestion de l'eau et des déchets, la directive européenne REACH sur les produits chimiques, la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, réunie à Rio de Janeiro en 1992, la conférence des Nations unies de Kyoto de 1997, les rapports du GIEC, la mise en place du paquet « énergie climat » de l'Union européenne, etc.

Le MR a développé une conscience environnementale et plaide pour un débat rationnel et pragmatique. Le MR ne souhaite pas tomber dans le piège des effets d'annonce alarmistes et des discours dogmatiques qui aboutissent à des politiques disparates et inefficaces.

Toute politique environnementale doit être associée au concept de « développement durable ». Viser des objectifs environnementaux dogmatiques en créant un désert économique derrière soi est à l'évidence un non-sens, autant que de nier l'importance des facteurs environnementaux sous prétexte de développement économique.

Le concept de développement durable comme mode de gouvernance

La notion de développement durable est apparue dès les années 70 mais, c'est en 1987 que le concept a reçu un contenu concret. Le développement durable y est défini comme devant répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. En bref, le développement durable c'est notre avenir, celui de nos enfants et notre responsabilité à tous.

C'est sous l'impulsion du MR que l'inscription du principe du développement durable dans la Constitution belge a été votée. Ce concept relève du simple bon sens. Il ne suffit pas d'en parler pour se l'approprier et en revendiquer la paternité.

Le développement durable consacre une nouvelle approche de la gouvernance. Il s'agit d'harmoniser les visions économiques, culturelles, et sociales avec les impératifs environnementaux pour préserver l'environnement et les équilibres naturels à la base du développement humain.

Vision économique

Notre monde économique ne va pas disparaître d'un seul coup.

Réchauffement climatique, déforestation, épuisement des ressources halieutiques, dégradation de la fertilité des sols, désertification, accès à l'eau...

L'inquiétude sur l'évolution des ressources naturelles de la planète est compréhensible et justifiée. Nous devons réagir.

Il faut avoir le courage de dire que nos modes de consommation énergivore ne peuvent être simplement étendus à l'ensemble de la planète. Notre génération doit donner l'exemple et consommer différemment.

Cela ne veut pas dire qu'une majorité d'opprimés se privera tandis qu'une minorité de nantis profitera sans compter. Non. Cela implique plutôt qu'il faudra renoncer à l'idéologie d'un paradis terrestre matériel où chacun a le droit de consommer selon ses besoins et ses seules envies. Nous devons TOUS adopter un mode de consommation responsable et être davantage soucieux des autres. TOUS !

Alors que plus de la moitié des êtres humains vit dans une terrible pauvreté, certains nous enjoignent de nous engager sur la voie de la « décroissance ». Soyons sérieux. C'est le rôle du politique de mener des actions en vue d'assurer l'équilibre entre économique, social et environnement pour créer un monde équitable, viable et vivable, bref une société ouverte et durable.

Il faut insister sur le fait que l'économie et l'environnement ne sont pas par nature antagonistes. Au contraire, ils s'avèrent complémentaires. La politique de « green jobs » par exemple permettra de garantir la création d'emplois de type nouveau.

Plutôt qu'un retour à la « frugalité volontaire », nous devons viser l'eco-efficience et miser sur la modernisation écologique des modes de production si nous voulons permettre à chacun de vivre dignement partout dans le monde (normes de production, standards de qualité, recyclage, gestion des déchets, réduction émission de CO₂ ...).

Il faut donc encourager les industries à intégrer de plus en plus la dimension environnementale dans leur stratégie.

Vision sociale

Le développement durable repose l'Etat de droit et la démocratie.

Le MR se veut le gardien de la démocratie locale et reste vigilant au regard des dérives constatées. Ses mandataires réagissent systématiquement lorsque des manquements graves sont constatés.

La solidarité intergénérationnelle est un fondement du développement durable. Il est regrettable qu'une commune puisse hypothéquer les choix nécessaires et les besoins futurs de sa population en matière d'environnement en pratiquant

durant des années une politique d'investissements de prestige dont le fonctionnement même pèse aujourd'hui lourdement sur les finances communales.

Assurer des emplois de qualité et décents est nécessaire. Une économie de marché sans normes sociales serait la loi de la jungle. Par contre, L'Etat de droit sans économie de marché (liberté d'entreprendre et récompense de la prise de risques) serait la voie de la servitude volontaire. Soyons libres ET responsables.

Vision environnementale

Les responsables politiques ont le devoir de mettre à la disposition des citoyens les infrastructures nécessaires à la gestion optimale de l'environnement (gestion des déchets, de l'eau, de l'assainissement collectif des eaux usées et des sols,...). Il convient de :

- responsabiliser les citoyens et les sensibiliser ;
- les encourager à changer leurs comportements et à prendre des initiatives ;
- renforcer les contrôles environnementaux (déchets, eaux, etc.) ;
- sanctionner la délinquance environnementale (abandon de déchets,...) ;
- opter pour une information objective et transparente. Il est inutile d'attendre pour rendre public les résultats d'une étude ou d'un monitoring. Les citoyens doivent être informés sans délai. Le cas échéant, un suivi médical s'impose.

Le développement durable au niveau communal : le temps de l'engagement et des responsabilités

« Nous souhaitons que les projets des générations futures qui vivront à Ath ne soient pas hypothéqués par les choix d'aujourd'hui. C'est là un élément essentiel à nos yeux d'une véritable politique de développement durable et d'une vision à moyen et long termes pour que nos enfants puissent grandir dans une cité accueillante et prospère. » (Extrait du programme MR pour les élections communales de 2006).

Nous assumons une responsabilité locale. C'est là notre terrain d'action.

Ath est dirigée depuis plus de 60 ans par une majorité absolue socialiste. Cette majorité a déterminé seule les choix de politique locale façonnant notre cadre de vie, notre environnement. Pour ce faire, elle a disposé jusqu'il y a peu de moyens colossaux pour une commune de cette taille.

Depuis 2002, année du plan de convergence, du parking payant et de la mise sous tutelle de la gestion de la ville par le C.R.A.C., le pouvoir en place a mené une politique en vue d'augmenter le nombre de contribuables pour financer « les choix du passé » dont l'entretien et le fonctionnement mêmes pèsent au-

aujourd'hui lourdement sur les finances communales. L'objectif était d'atteindre 27.000 habitants, voire 30.000.

Cette « vision budgétaire » simpliste n'avait pas intégré le coût des effets induits : *suburbanisation* des villages, pollution, explosion du nombre de voitures, accidents, problèmes de gestion des parkings, sentiment d'insécurité, etc.

Bref, les problèmes se sont accumulés, le cadre de vie s'est détérioré et les taxes n'ont cessé d'augmenter.

Encore aujourd'hui, le pouvoir communal dispose d'un certains nombres de leviers règlementaires et économiques en vue d'agir en faveur du développement durable.

Il dispose d'un pouvoir d'incitation (aides, subsides, primes) ou à l'inverse, d'un pouvoir de contrainte et d'interdiction (règlement de police,...).

Même si les finances n'offrent que très peu de marges de manœuvres, le pouvoir communal gère un budget de 38.000.000 € faisant de lui un acteur économique majeur qui doit, par ses choix politiques et ses comportements d'achat, montrer l'exemple.

Notre ambition pour Ath est de favoriser la prise de décisions qui intègrent volontairement, systématiquement et de manière cohérente les problèmes sociaux, environnementaux et économiques, et ce, dans un cadre de dialogue avec les différentes parties prenantes.

21 mesures à l'agenda

Il était temps de réagir. Vu l'urgence et la nécessité, le MR a déjà proposé d'insérer une clause « développement durable » dans les décisions communales visant notamment à mesurer l'impact sur l'environnement.

Nous devons aller plus loin. De manière générale, le MR soutient la mise en place d'un outil de type « *Agenda 21* local » pour autant que celui-ci ne devienne pas le prétexte à un *plan de convergence bis*.

Vu les finances obérées de notre commune, nous devons cibler des mesures concrètes et budgétairement réalistes :

Ethique et gouvernance

- Souscrire aux engagements de la charte d'Aalborg ;
- Signature d'une charte « développement durable » par les mandataires et le personnel communal ;

- Instaurer une démarche administrative « développement durable ». Une clause « développement durable » devrait être inscrite dans les décisions visant à en mesurer l'impact notamment sur l'environnement ;
- Désigner et former des personnes ressources « développement durable » au sein de l'administration communale ;
- Valoriser les démarches citoyennes « développement durable » en soutenant les initiatives sur le terrain.

Commerce local

- Favoriser les commerces locaux en les contactant systématiquement dans l'attribution de marchés publics (cas des procédures négociées sans publicité) ;
- distribution de fruits et légumes locaux dans les écoles.

Cadre de vie et propreté

- Finaliser le réseau d'égouttage ;
- Soutenir la population rurale dans le cadre de l'épuration individuelle ;
- Augmenter l'efficacité de la répression environnementale en adaptant le règlement communal de police au décret « délinquance environnementale » adopté le 5 juin 2008 (« agents constateurs », amendes administratives communales, formation des agents, etc.) en particulier pour lutter contre les « petites incivilités environnementales » (dépôts clandestins et sacs à l'abandon) ;
- Propreté des espaces verts et des sites d'intérêts historiques et touristiques. Comment admettre qu'une commémoration du 11 novembre ait lieu sur un site souillé par les animaux de compagnie ?

Energie

- Inclure dans les cahiers de charges une « clause énergie » ;
- Finaliser les audits énergétiques en cours et dégager les pistes pour consommer moins ;
- Prévoir un plan d'isolation pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments communaux ;
- Recourir à l'électricité « verte » ;
- Assouplir les contraintes urbanistiques (ex. : la règle d'alignement) pour permettre le recours aux énergies renouvelables (exposition au sud).

Mobilité

- Faciliter le stationnement en ville pour les véhicules « propres » ;
- Sortir de l'imbraglio juridico-financier de la gestion des parkings ;

- Favoriser le développement d'un parc automobile « vert » (faible émission de CO₂ + éco-conduite).

Citoyenneté

- Participation active des écoles dans les projets environnement, en particulier la biodiversité ;
- Mesurer l'empreinte écologique des mandataires et signataires de la lettre ouverte. Il faut oser se remettre en question !

La volonté politique d'œuvrer pour une commune « durable » se concrétisera lors de la confection du budget. Le MR attend de voir les moyens qui seront affectés aux projets environnementaux.

EN ROUTE VERS L'AGENDA 21 LOCAL D'ATH

POSTFACE DE JEAN-PIERRE DENIS

Comment d'emblée ne pas d'abord rendre hommage à la diffusion d'une réflexion de fond et de qualité sur des enjeux majeurs identifiables à l'aube de notre troisième millénaire, que des personnalités de la société civile, tel Walter De Kuyssche, ou des institutions culturelles publiques, telle la Maison Culturelle d'Ath, initient dans la ville aux destinées de laquelle je préside ?

Pour l'enseignant que j'apprends continuellement à être et qui rêve d'aider les jeunes à sortir de leur chrysalide en leur ouvrant l'esprit, les accompagnant dans leur découverte du monde et du vrai, la chose est remarquable. Pour l'homme politique que j'ambitionne d'être chaque jour davantage, le nez fâcheusement dans le guidon des urgences et des contraintes journalières de toutes espèces (oserais-je dire des « contraintes ménagères communales » quotidiennes ? Mais comment, dites-le moi, vivre sans un « ménage municipal bien tenu » ?), la démarche est salutaire. Pour le citoyen que je suis aussi, portant comme tout un chacun la préoccupation de rendre un jour une Terre non abîmée ou enlaidie, que je leur emprunte, à mes enfants, l'initiative est cruciale.

Car, j'en suis convaincu, si l'essentiel se trouve dans la capacité de fraternité, de compassion, de solidarité, de respect, de justice, de vérité, de liberté et de beauté, l'ouverture d'esprit, la pensée, la réflexion, l'intelligence, l'analyse critique et pertinente, l'envie de comprendre et le débat contradictoire sont à la base du devenir de l'Homme.

Pour le travail qui vient d'être réalisé par les grandes conférences *Repères pour l'Avenir* dont on trouve une intéressante synthèse dans ce document, je m'associe aux remerciements que leur promoteur Walter De Kuyssche adresse en

pages 9 et 10 aux femmes et aux hommes, clairement engagés et qui ont contribué à rendre la chose possible.

Qu'il me soit permis de saluer plus particulièrement, avec le respect que je lui dois et l'admiration que je lui porte, le grand intellectuel et homme d'Etat, mon prédécesseur à la charge mayorale, le ministre d'Etat Guy Spitaels, qui a accompagné et parrainé ce remarquable travail collectif de la pensée. Walter De Kuysche m'a souvent fait part de l'appui irremplaçable qu'il trouvait ainsi, dans le soutien de pareil géant de l'intelligence et de l'action politique. Je ne puis que le comprendre et l'envier. Quelle chance avons-nous d'avoir semblable exceptionnel personnage chez nous !

Les *Vingt repères pour l'avenir* dont le citoyen d'honneur de la Ville d'Ath, Monsieur Walter De Kuysche, nous soumet ici une brillante synthèse, sont indubitablement à méditer et à prendre en compte pour préparer l'avenir d'un autre monde qui se crée sous nos yeux ouverts.

Puissions-nous être capables d'assumer les formidables enjeux civilisationnels nouveaux qui sont là.



Comment ensuite ne pas m'adresser aux 372 cosignataires de la lettre ouverte *Athois la Terre*, appelant les forces politiques athoises et les mouvements citoyens à la création d'une démocratie écologique locale ?

Lorsqu'en juin 2008 le coordinateur, Walter De Kuysche, m'a appris (sans m'en demander ni l'autorisation, ni la bénédiction – ce qu'il n'avait d'ailleurs pas à faire) que pareille lettre se préparait, je lui ai dit combien j'appréciais cette initiative citoyenne. Nous, les responsables politiques chargés de mener à bien la politique de délégation (c'est-à-dire la gestion de la cité par la délégation que nous en font momentanément les citoyens), avons en effet impérieusement besoin de l'action, de l'expression, du débat, de l'interpellation, voire de la critique, de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile ou l'engagement citoyen.

Dans une société devenue beaucoup trop individualiste et égoïste, où le détestable syndrome *Nimby* (*Not In My Back Yard*, « pas dans mon arrière-cour »), est aussi malheureusement devenu roi, nous ne pouvons que nous réjouir de constater que continuent à éclore des initiatives volontaires, libres et gratuites, simplement soucieuses du bien commun.

Remise en septembre 2008 à tous les partis politiques athois, cette lettre ouverte n'était pas dirigée contre les élus politiques mais voulait nous les

femmes et hommes politiques, comme vous les citoyennes et citoyens d'Ath, à opter pour une urgente prise en charge de la question environnementale et climatique. Cette lettre ambitionnait de créer une mobilisation palpable sur cette problématique majeure de notre époque et faire avancer le débat et les réalisations concrètes, afin, disaient les rédacteurs, qu'« *Ath devienne une ville exemplaire, respectueuse de la nature, de l'environnement, du climat et d'une vie durable* ».

Lors de la conférence de presse de présentation de cette lettre ouverte, organisée le 9 septembre 2008 en l'Hôtel de Ville d'Ath, c'est en tant que cosignataire de la lettre mais aussi de nouveau bourgmestre de la Ville d'Ath que je me suis publiquement engagé, devant les journalistes et le petit parterre de militants qui se trouvaient là, à faire des choses fortes en faveur de l'environnement, du climat et du développement durable.

Car, je le sais aussi bien que chacun, en cette matière environnementale et climatique, particulièrement explosive et cependant si dangereusement mise en péril par la faute de l'homme, si nous ne faisons rien, nos enfants nous accuseront !

Au cours du dernier trimestre 2008, les pages qui précèdent le relatent, tous les partis politiques athois répondirent positivement à l'appel *Athois la Terre* et s'engagèrent à prendre des mesures environnementales et climatiques afin qu'Ath apporte sa pierre à la construction d'un monde vivable pour les générations futures. Tous soutinrent clairement la lettre ouverte et s'engagèrent à leur tour à ne pas laisser mourir la Terre.

Au cours du dernier trimestre 2008 également, un groupe de travail de fonctionnaires communaux, préparatoire à la mise en place d'un *Agenda 21* local d'Ath, était installé.

Vint la dernière réunion du Conseil communal de l'année 2008, c'était un 30 décembre, durant laquelle le Conseil communal donna son accord pour le lancement d'un *Agenda 21* local à Ath.

Le 2 avril 2009, en l'Hôtel de Ville, réunissant des représentants de la société civile et des représentants des partis politiques athois, un comité local élargi de l'*Agenda 21* athois était installé, tandis que le 3 avril 2009, prenant le relais du groupe de travail préparatoire des fonctionnaires, un comité officiel de pilotage restreint de l'*Agenda 21* athois était également établi.

Le 28 avril 2009, eut lieu au Palace l'Assemblée publique de lancement de l'*Agenda 21* athois ouverte à tous les citoyens et citoyennes habitant, travaillant ou vivant avec Ath.

Je rends ici un hommage appuyé et reconnaissant à tous les cosignataires de la lettre ouverte *Athois la Terre* et particulièrement à son initiateur Walter De Kuysche, pour l'enclenchement survenu, la mise à feu réussie, du lancement de cette nouvelle aventure que, dans un jargon parfaitement incompréhensible, nous appelons « l'Agenda 21 local d'Ath ».

•

Mais qu'est-ce que l'Agenda 21 local d'Ath ? Nous pourrions dire que :

« La gestion responsable de l'économie et de l'environnement ainsi que l'équité sociale étant à la base du développement durable²⁸, l'Agenda 21 athois veut créer, planifier et consolider ce développement durable dans toutes pratiques, réalisations et réalités athoises, qu'elles soient le fait de l'administration communale, des entreprises, des institutions, des écoles, des associations de citoyens ou des particuliers. L'Agenda 21 athois est une approche systémique appliquée aux secteurs d'activités locales, économiques, sociales, culturelles ou environnementales. Partant d'un diagnostic transversal participatif, l'Agenda 21 athois applique de manière progressive puis systématique les principes du développement durable comme critères de sélection et de concrétisation des projets et ambitions locales sur le court, le moyen et le long terme. Parce que le développement durable est l'affaire de tous, l'Agenda 21 athois repose, tant dans sa conception que dans son opérationnalisation, sur des partenariats locaux diversifiés et à tous les niveaux. L'Agenda 21 athois ne se développera qu'en tant qu'élément central de la stratégie politique locale. Si tel devait ne pas être le cas, il n'y aurait point d'Agenda 21 local athois. »

Pour exprimer les choses en termes moins sibyllins, un *Agenda 21* local est un outil pratique qui permet de planifier l'action d'une commune tout en développant une participation des citoyens, garante de la pérennité du projet et de la prise en compte des intérêts de tous, principalement des générations futures.

« Agenda » = programme d'action
 « 21 » = 21^e siècle
 « local » = Ath

²⁸ Le développement durable est un développement susceptible de répondre aux besoins actuels, sans compromettre les possibilités pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins (cf. Rapport Brundtland, 1987).

L'Agenda 21 local d'Ath
est le

PROGRAMME D'ACTION POUR LE 21^E SIÈCLE À ATH

Lors du Sommet de la Terre organisé à Rio en 1992, un plan d'actions pour le 21^{ème} siècle a été adopté par l'ensemble des dirigeants présents : l'*Agenda 21*. Ce plan reprenait toute une série de secteurs dans lesquels le développement durable se devait d'être appliqué : l'économie, l'environnement, le social, la culture, mais aussi la santé, la gestion des déchets, les logements, les déplacements, l'énergie, etc.

Un *Agenda 21* local vise à intégrer le concept de développement durable à un échelon local, c'est-à-dire au niveau du territoire communal. Cet agenda doit par conséquent regrouper les initiatives et priorités définies en la matière.

A Ath, huit thèmes (qui sont traités par huit commissions de travail) ont été retenus pour la réalisation de l'Agenda 21 local.

1. **La culture et les relations Nord-Sud.** Le président de cette commission est Engelbert Pêtre ; l'échevine déléguée Carine Delfanne ; les secrétaires Magali Dereppe et Valentine Coppens.
2. **Le social.** Le président de cette commission est Frédéric Rasse ; l'échevine déléguée Geneviève Leclercq ; la secrétaire Sylvie Molle.
3. **L'environnement et la ruralité.** Le président de cette commission est François Serneels ; l'échevin délégué Raymond Vignoble ; les secrétaires Véronique Desmet et Cédric Minet.
4. **L'économie et l'emploi.** Le président de cette commission est Eric Heylendorf ; l'échevin délégué Jean-Claude Patheet ; la secrétaire Catherine Baert.
5. **L'énergie.** Le président de cette commission est Pierre-Etienne Durieux ; l'échevin délégué Patrice Bougenies ; le secrétaire Bienvenu Kwala.
6. **L'urbanisme et l'aménagement du territoire.** Le président faisant fonction de cette commission est François Serneels ; l'échevine déléguée Carine Delfanne ; le secrétaire faisant fonction Bienvenu Kwala.
7. **La mobilité.** Le président de cette commission est Francis Meunier ; l'échevin délégué Raymond Vignoble ; le secrétaire Goeffrey Denhaerynck.

- 8. L'éducation et la jeunesse.** La présidente de cette commission est Carine Godfrin ; l'échevin délégué Jean-Luc Faignart ; la secrétaire Séverine Da Silva.

La plupart des commissions thématiques comptent une vingtaine de participants. Dès le départ, les commissions étaient et restent ouvertes à tous les citoyens, bénévoles et volontaires, qui en font la demande, à la double condition de garantir une certaine régularité de présence et d'y participer dans le souci du bien commun (et non pas pour la défense d'intérêts particuliers ou privés).

Neuf étapes systématiques sont et seront suivies pour la mise en place de l'Agenda 21 local d'Ath.

Les quatre premières étapes sont déjà réalisées ou en passe de l'être, tandis que les cinq dernières doivent encore se concrétiser.

- 1. L'engagement politique** de créer et d'appliquer un *Agenda 21* local. Cet engagement a été pris lors du Conseil communal du 30 décembre 2008.
- 2. L'organisation d'un forum public** pour la mobilisation des acteurs politiques et citoyens qui a été mis sur pied lors de l'assemblée générale publique de lancement tenue au Palace d'Ath le 28 avril 2009.
- 3. L'installation de deux comités de pilotage** de l'Agenda local 21, l'un élargi et l'autre restreint. Le comité de pilotage restreint est le groupe porteur de l'Agenda 21 Local. Il en élabore les stratégies, coordonne et assure le suivi. Le comité de pilotage élargi, quant à lui, rassemble les présidents et secrétaires des commissions thématiques, les échevins délégués auprès de ces commissions, ainsi que les membres du comité de pilotage restreint.

La décision d'installation de ces comités a été prise par le Conseil communal du 26 mars 2009 et exécutée les 2 et 3 avril 2009.

Font partie du comité de pilotage restreint :

- Le bourgmestre-président Jean-Pierre Denis, le vice-président représentant la société civile Walter De Kuyssche, l'échevin délégué Raymond Vignoble, la secrétaire Valérie Voronine ;
- Les représentants des partis politiques siégeant au Conseil communal :
 - Pour le PS : les membres effectifs Philippe Chevalier et Marc Lacman ainsi que les membres suppléants Patrick Bailleul et Jérôme Salingue ;

- Pour le MR : les membres effectifs Séverine Deweireld et Serge Dumont ainsi que les membres suppléants Michel Loncheval et José Pettiaux ;
- Pour le groupe FORUM : les membres effectifs Cécile Dascotte et Laurent Postiau ainsi que les membres suppléants Laurence Nasdrovisky et Laurent Biltresse.
- Les secrétaires des commissions thématiques.

Font partie du comité de pilotage élargi :

- Les membres du comité de pilotage restreint ainsi que les présidents et échevins délégués des commissions thématiques.

Au total, ce sont plus de 200 Athoises et Athois, élus politiques, agents communaux et citoyens issus de la société civile, qui ont à ce jour, d'une manière ou d'une autre, concouru à la mise en place de l'*Agenda 21* local d'Ath.

4. **La réalisation d'un diagnostic**, d'un état des lieux de la situation athoise, par rapport aux huit thématiques reprises ci-dessus. Ce travail de diagnostic vient de se terminer et on en trouve les résultats sur le site Internet de la Ville, dans son périodique *La Vie Athoise* et dans la presse locale.

Il fallait avant toute chose procéder à un diagnostic des faiblesses et opportunités propres à la commune. Partir au moins des tableaux de bord et constats existants : fiche environnementale établie par la Région Wallonne²⁹, situation énergétique des bâtiments communaux, du taux de CO₂ émis chaque année par les entreprises, par la circulation, par les individus d'Ath, etc.

Il s'agit de procéder à un recensement exhaustif de ce qu'on appelle les aspects environnementaux « significatifs » avec, si possible, leur évaluation quantitative. Cet état des lieux doit permettre de cerner les priorités et de distinguer le dérisoire, le cosmétique qui donne bonne conscience pour pas cher, de ce qui est vraiment important ; choix difficilement réalisables tant qu'on n'a pas de chiffres et d'indications précises.

L'état initial des lieux et les indicateurs de performance permettront, au moyen de tableaux de bord, d'en assurer l'évaluation et le réajustement continus, indispensables à la réussite du projet.

²⁹ http://environnement.wallonie.be/fiches_enviro/

Le diagnostic ou plus exactement les diagnostics des différentes commissions thématiques et le diagnostic de synthèse seront soumis à l'avis de la population par l'organisation de réunions publiques.

5. **L'établissement des objectifs et des priorités.** C'est ce à quoi nous nous attellerons dès la rentrée sociale de 2010-2011. Ces objectifs et priorités seront établis par le comité de pilotage élargi (composé de représentants de l'autorité communale, d'agents communaux et de représentants de la société civile - voir point 3 ci-dessus), sur base des diagnostics thématiques, du diagnostic synthétique et des rapports des réunions d'information et de demande d'avis qui auront été tenues publiquement avec la population.
6. **La rédaction d'un plan d'action,** à terminer pour fin 2011 sans doute.
7. **La validation par l'autorité communale** (Conseils échevinal et communal) du plan d'action, à décider probablement dans le courant de l'année prochaine.
8. **La mise en œuvre** et le suivi du plan d'action, à réaliser.
9. **L'évaluation permanente** de la mise en œuvre du plan d'action, à réaliser.

En sachant qu'un *Agenda 21* est à la fois un objectif politique qui se concrétise par un ensemble d'actions, de démarches et de mouvements, et que le mouvement se crée et se précise chemin faisant ; qu'il s'affine, se réoriente et se modifie le cas échéant tout au long de la route. Le développement durable visé par l'*Agenda 21* sera une démarche d'amélioration continue, certainement pas figée une fois pour toutes.



Vous connaissez le discours de Martin Luther King qui commençait par *I have a dream*. Sans vouloir le plagier, j'ai envie de clôturer la présente brochure, moi aussi, par *J'ai fait un rêve... Le rêve d'une cité athoise prospère pour tous, que nous rendrons en bon état à nos enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.*

Je rêve que cette cité soit un exemple de développement durable, en harmonie avec les ressources économiques, humaines et environnementales qu'elle possède. Une cité athoise où il continuera à faire bon vivre, une multitude de générations encore.

Voilà pourquoi, dès le lendemain de ma désignation de bourgmestre, j'ai donné l'impulsion à la mise en place d'un *Agenda 21* local à Ath.

Le but ? Prendre nos agendas et nous donner rendez-vous en 2021 !

Savez vous que, si la tendance d'augmentation actuelle de la population se poursuit, nous serons 31.000 athois en 2021 ?

Comment imaginez-vous Ath, notre cité des géants alors ?

Serons-nous un exemple de développement durable, un modèle d'équilibre correct entre les besoins des hommes et la sauvegarde de l'environnement aujourd'hui menacé ?

Saurons-nous répondre aux besoins actuels sans compromettre les possibilités pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins économiques, sociaux et environnementaux ?

Le futur se construit aujourd'hui. Nous devons dès à présent prendre les bonnes décisions pour avoir une chance d'arriver au but que nous nous fixons.

Nos initiatives et décisions doivent désormais être cohérentes, dans la perspective d'un devenir durable. Le critère de durabilité doit prévaloir dans tout ce que nous entreprenons. La croissance économique n'est pas le but ultime ou unique. Les objectifs économiques, environnementaux et sociaux doivent être intégrés dans une politique globale durable, dans la responsabilité écologique, le réalisme économique et la justice sociale.

Nous ne serons jamais de trop pour réaliser, chacun à notre place et selon les moyens dont nous disposons, semblable ambition.

L'accent doit être mis sur le dialogue et la concertation entre la population et les élus locaux. La participation du plus grand nombre est essentielle pour l'élaboration d'un plan ambitieux et l'amorce d'un changement de comportements.

Toutes et tous, citoyennes et citoyens, administration communale et institutions publiques, entreprises et écoles, mouvements associatifs et élus politiques, toutes et tous nous sommes responsables de notre devenir !

Ces vingt repères, auxquels il faudra retourner de temps à autre, nous le rappellent avec sagesse, lucidité, passion, persévérance, détermination et brio.

Jean-Pierre Denis
Bourgmestre d'Ath
Président de l'*Agenda 21* local d'Ath

Contribuez à faire connaître ces
REPERES POUR L'AVENIR
Transférez-les à vos contacts et réseaux sociaux
Publiez-les sur vos sites et blogs
Offrez ce livre à vos amis
Ce sera une manière de participer à
EMPECHER L'EFFONDREMENT !

« Il ne s'agit pas seulement de mettre en place un nouveau mode de fonctionnement économique et financier, ni de corriger quelques dérèglements manifestes. Il s'agit aussi de concevoir sans délais, et d'installer dans les esprits, une toute autre vision de la politique, de l'économie, du travail, de la consommation, de la science, de la technologie, du progrès, de l'identité, de la culture, de la religion ; une vision enfin adulte de ce que nous sommes, de ce que sont les autres, et du sort de la planète qui nous est commune. En un mot, il nous faut 'inventer' une conception du monde qui ne soit pas la traduction moderne de nos préjugés ancestraux ; et qui nous permette de conjurer la régression qui s'annonce.

« Nous tous qui vivons en cet étrange début de siècle, nous avons le devoir - et plus que toutes les générations précédentes, les moyens - de contribuer à cette entreprise de sauvetage ; avec sagesse, avec lucidité, mais également avec passion, et quelquefois même avec colère. Oui, avec l'ardente colère des justes. »

Amin Maalouf
Le dérèglement du monde
Grasset, 2009